

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE
SUR
LA BANQUE DE CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 28 Mai 1920 à 3 heures 1/2

PAR

M. SOU-HI-SUEN

Président : M. HITIER, professeur
Suffragants { *M. SOUCHON, professeur*
 { *M. RIST, agrégé*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE
SUR
LA BANQUE DE CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 28 Mai 1920 à 3 heures 1/2.

PAR

M. SOU-HI-SUEN



Président : M. HITIER, professeur

Suffragants { *M. SOUCHON, professeur*
M. RIST, professeur

PARIS

JOUVE & C^{IE}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

De nos jours les banques d'émission ont dans le monde entier un rôle prépondérant ; aussi n'est-il pas surprenant que dans notre jeune République où tout est à organiser et à mettre debout, la Banque de Chine, notre institution d'émission centrale, ait devant elle une lourde et délicate tâche à accomplir. Son aide nous est nécessaire plus qu'il ne l'a été à aucune époque et dans aucun pays. N'est-ce pas à elle qu'incombe dans une large part le rôle de rénovateur et d'organisateur ; n'est-elle pas le noyau de toutes les réformes économique et l'âme de la vie nationale ?

L'étude que nous nous proposons de faire, nous permettra de connaître notre mécanisme d'émission et de nous rendre un compte exact de la situation de nos marchés monétaires et de nos finances publiques. D'autre part, la question de l'unité ou de la pluralité des banques, celle aussi importante de la Banque d'Etat ou de la Banque privée qui après avoir donné lieu à tant de discussions et soulevé tant

de passions ont reçu leur solution dans la plupart des pays civilisés, sont devenues d'actualité en Chine.

Le système de la pluralité des banques et de la Banque d'Etat ont encore leurs partisans et les uns et les autres s'attaquent violemment à la Banque centrale. Pour peu fondées qu'elles soient, leurs critiques sont susceptibles d'ébranler la confiance du public en notre institution d'émission dont le sort apparaît comme intimement lié à l'avenir de notre pays. Aussi importe-t-il de les réfuter et de mettre la vérité en lumière. Tels sont les motifs qui nous ont amené à choisir la Banque de Chine comme l'objet de ce travail.

Notre étude comprendra deux parties qui se diviseront elles-mêmes en chapitres.

Dans la première partie qui sera consacrée aux différents systèmes de banque d'émission antérieurs à la création de la Banque de Chine, tout en faisant l'histoire du droit d'émission dans notre pays, nous nous efforcerons de montrer que les systèmes du billet d'Etat et de la pluralité des banques n'avaient pas donné de meilleurs résultats en Chine qu'ailleurs et que l'adoption d'une Banque centrale, suite naturelle et nécessaire de l'évolution économique générale, ne provenait ni du hasard ni d'un accident.

Dans la deuxième partie, le cœur même de notre étude, nous examinerons la Banque de Chine dans

tous ses aspects et la présenterons telle qu'elle est, c'est-à-dire avec toutes ses qualités et tous ses défauts, nous réservant au cours de nos développements de proposer les réformes nécessaires que son organisation et son fonctionnement nous paraîtront comporter.

Enfin après avoir constaté que la plupart de ses imperfections proviennent de la non application ou de l'application incomplète des règles essentielles qui président à l'organisation et au fonctionnement de ces grandes Banques d'émission modèles qui sont la Banque de France, la Banque d'Angleterre, etc... nous serons amené tout naturellement à conclure à l'adoption d'une Banque centrale complète, investie du monopole d'émission, mais bénéficiant dans son administration d'une large indépendance vis-à-vis du Gouvernement.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552810_0069

ÉTUDE SUR LA BANQUE DE CHINE

PREMIÈRE PARTIE

Systèmes d'émission en Chine avant la création de la Banque de Chine

Avant d'aborder notre étude dont l'objet principal est l'organisation et le fonctionnement de la Banque de Chine, institution d'émission centrale, actuellement en vigueur dans notre pays, nous croyons utile de jeter un coup d'œil sur le passé, c'est-à-dire sur les systèmes et les banques d'émission qui ont successivement fonctionné avant sa création. Cette étude est intéressante à plusieurs points de vue :

1° Elle permet de pénétrer, en remontant à ses origines, le véritable esprit de l'Institution et de dégager le sens exact des règlements et des statuts qui la régissent ;

2° Elle permet de se rendre compte que les communautés chinoises, grâce à leurs longues traditions commerciales et sociales, sont bien préparées au régime fiduciaire ;

3° Elle permet de discerner, après examen des

expériences faites des différents systèmes, quel sera pour nous le meilleur chemin à suivre, dans quelle direction nous devons chercher les perfectionnements à apporter à notre œuvre et de quel côté sont les dangers à éviter.

Tels sont les motifs qui nous amènent à étudier cette évolution fiduciaire qui peut se diviser en trois phases auxquelles nous consacrerons trois chapitres correspondants.

Dans la première phase qui s'étend du règne de Hsien Tsong jusqu'à la fin de la dynastie des Ming (du commencement du ix^e siècle jusqu'à la première moitié du xvii^e siècle) nous traiterons de la naissance du droit d'émission, du billet d'Etat sous ses deux formes — billet remboursable et papier-monnaie — ainsi que de ses avantages et de ses inconvénients.

Dans la deuxième phase qui va de l'avènement de Chaüntche (1644) à la trente et unième année du règne de Kouang-hsu (1905) nous montrerons la liberté absolue des banques d'émission et ses fâcheuses conséquences qui ont abouti à sa suppression.

Dans la troisième phase qui commence avec l'établissement de la Banque Impériale pour finir avec sa mise en liquidation, c'est-à-dire de 1905 à 1911, nous examinerons l'organisation et le fonctionnement de la Banque Impériale, qui est en quelque sorte une banque de transition, ainsi que les résultats qu'elle a donnés.

CHAPITRE PREMIER

La naissance du droit d'émission. — Le Système du billet d'Etat sous ses deux formes : billet remboursable et papier monnaie.

« La monnaie de papier était connue, dit M. Gide, en Chine de temps immémorial (1). » Dès le début du ix^e sous la dynastie des Tang, on avait vu circuler dans les milieux des commerçants, une espèce de billet appelé Feitsien ou monnaie volante par opposition à la monnaie sonnante, mais son caractère essentiel était de consacrer le droit du porteur à une certaine somme et non pas de remplacer la monnaie. Cette monnaie se rapprochait des chèques ou des lettres de change plutôt que des billets de banque de nos jours.

Un peu différents étaient les Kiao Thsias ou monnaie courante émis sous les Song, pendant le règne de Tchen-tsong, vers la fin du x^e siècle, par d'importantes maisons du Sse Tchoan, et destinés à rempla-

1. Gide, *Cours d'Economie politique*, 1913, p. 377, note.

cer la monnaie de fer que les habitants avaient trouvée incommode. Connus dans toute cette province, acceptés de tous, ces billets circulaient avec presque autant de facilité que les billets de banque modernes. Malheureusement leur remboursement irrégulier et surtout les contrefaçons dont ils étaient l'objet soulevaient des plaintes incessantes qui finirent par ébranler leur crédit et troubler la vie économique du pays. L'intervention du gouvernement parut nécessaire pour mettre fin à cet état de choses ; le remède apparaissait dans le monopole de la fabrication et dans l'émission des billets par l'Etat. Un bureau spécial fut institué à Yitchéou, chef-lieu de la province ; il fut chargé de la circulation fiduciaire et érigé en service public. Ce fut l'origine des billets d'Etat qui prirent désormais la place des billets des établissements privés.

Un fait remarquable pour l'époque, fut qu'on examina et trancha la question du juste rapport entre l'encaisse et la circulation. Chaque émission fut fixée à 1.256.540 ligatures composées chacune de mille sapèques (petites monnaies chinoises, en cuivre ou en fer dont chaque pièce équivaut normalement à un millième du dollar chinois et à un quart du centime français) et l'encaisse ou, selon l'expression originale, le fonds de garantie à 360.000 ; le rapport de l'encaisse à l'émission était dans la proportion de 28 0/0 ; le surplus des billets restait à découvert. Il

semble dès lors inexact d'attribuer à Palmstruch, fondateur de la Banque nationale de Suède, la première idée d'émission des billets au-delà de l'encaisse métallique.

La durée de la validité des billets fixée d'abord à trois ans fut ensuite prolongée à neuf ; à l'expiration de cette période on détruisait les vieux et on en émettait de nouveaux à la place. Ainsi garantie et réglée la circulation inspirait une grande confiance et prenait un développement de plus en plus étendu. De locale elle devint générale ; partout on se servait de billets, aussi bien dans le commerce privé que dans la comptabilité publique. Ils rendaient d'incontestables services, puisqu'ils permettaient d'éviter d'une part le transport encombrant des lourdes pièces, leur vérification et leur comptage long et fastidieux et d'autre part de mettre fin aux inconvénients d'une émission abandonnée aux particuliers.

Mais ces avantages n'allaient pas, comme tous les systèmes sociaux d'ailleurs, sans inconvénients. Un moyen si facile pour le gouvernement de se procurer des ressources ne manquait pas de donner lieu à des abus aux moments d'embarras financiers. A partir de la septième année du règne de H'ouée-tsang qui correspond à l'an 1107 de l'ère chrétienne, l'émission ne cessait d'augmenter tandis que le fonds de garantie était tombé à zéro ; les billets d'une valeur de mille sapèques n'en valaient que quelques

dizaines. C'était là un papier-monnaie qui faisait des ravages en Chine bien avant les assignats en France. Sa dépréciation, accompagnée de désordres inévitables, dura jusqu'à la fin de la dynastie. Certains historiens la considèrent comme une des causes du renversement des Song.

Les gouvernements mongols émettaient tour à tour des billets convertibles et du papier-monnaie. Les premiers étaient accueillis avec autant de faveur que les derniers attiraient de méfiance.

L'histoire monétaire et fiduciaire a été, sous cette dynastie, identique à celle de la précédente. Le seul fait particulier à noter est un édit de Ché-Tsou conférant aux billets émis par lui un caractère de validité perpétuelle et obligeant le public à les accepter. Ils devinrent ainsi imprescriptibles et purent circuler partout, même en dehors du lieu de leur émission, ce qui les distinguait des billets émis antérieurement et les rapprochait des billets que nous voyons circuler de nos jours.

Jusqu'alors les billets n'avaient joué que le rôle de substitut de la monnaie métallique. Dès le règne de Wou-tsong ils devinrent l'instrument principal de la circulation. Un rapport sur les recettes de l'Empire, présenté en 1299 par le ministre des finances, montre bien quelle énorme proportion ils représentaient. Sur un total de recettes s'élevant à 180.119.000 taëls 180.000.000 avaient été encaissés en billets.

Notons en passant que des peines sévères étaient édictées contre ceux qui avaient refusé les billets en paiement ou s'en étaient servi pour spéculer. Ces mesures restaient d'ailleurs sans effet. Une fois de plus on put constater que la puissance du législateur n'a aucune action sur les lois économiques. Mais cela n'empêcha pas, quelques siècles plus tard, les hommes de la Révolution française de commettre la même erreur en promulguant la loi du maximum et tant d'autres de même nature qui n'eurent pas, chacun le sait, un plus heureux résultat.

Sous les Mings les mêmes expériences se répétèrent. On commença par des billets convertibles, puis, lorsque le fonds de garantie prévu ne put plus répondre à des émissions exagérées et toujours de plus en plus nombreuses, le cours forcé fut établi et ses conséquences inévitables ne tardèrent pas à se produire. La dépréciation arriva à son point culminant sous le règne de Yng-Tsong au milieu du xv^e siècle ; les billets perdaient 998 millièmes de leur valeur et ne couvraient même plus les frais de fabrication. C'est la plus forte baisse qu'un papier-monnaie ait jamais subie dans l'histoire. Quoique interdite, la monnaie métallique reprenait de plus en plus son empire et le billet disparut vers la fin des Mings, c'est-à-dire à partir de la dernière moitié du xv^e siècle.

Par ce qui précède, la proposition de M. Gide ci-

dessus rappelée se trouve confirmée. La circulation fiduciaire a été pratiquée en Chine depuis bien des siècles ; ses instruments remplissaient presque toutes les conditions nécessaires qu'on exige de nos jours de la monnaie de papier ou du papier-monnaie : être au porteur et à vue, être émis en chiffres ronds, être imprescriptibles, etc...

Il y a donc entre ces instruments et ceux de la circulation moderne non seulement une ressemblance très grande, mais presque une identité. Aussi M. Leroy-Beaulieu peut-il être taxé de quelque scepticisme lorsque nous le voyons n'accepter que sous réserve la déclaration du célèbre vice-roi Li-Hung-Tchang qui en 1893 reportait sur nos compatriotes le mérite de l'invention du billet de banque (1). Quant au système qui s'appliqua pendant toute cette longue période, sauf au début, c'était la circulation d'Etat. Qu'il s'agisse du billet remboursable ou du papier-monnaie, nous considérons un pareil système comme défectueux au plus haut point : l'histoire nous fournit de ceci trop de preuves évidentes par elles-mêmes pour que nous estimions utile d'insister davantage sur ce sujet.

1. Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, t. III, 3^e édition, 1900, p. 462.

CHAPITRE II

Liberté et pluralité des banques d'émission

Les premiers Tsings effrayés des dangers de la circulation d'Etat et des maux qui en résultaient, s'interdirent énergiquement de la remettre en pratique. Les billets furent pendant plus de 200 ans proscrits de la façon la plus rigoureuse et en 1815 un conseiller lettré fut vivement réprimandé pour avoir conseillé de revenir à la mauvaise politique de la création des billets d'Etat. On peut juger par là jusqu'à quel point les gouvernants chinois voulaient se garer de ce fléau qu'ils appelaient le papier-monnaie. Cependant le déficit budgétaire obligea l'Empereur Hsien-fong à revenir sur la résolution intrinsèque qu'avaient prise ses ancêtres. Un édit de 1852 autorisa la circulation provisoire des billets, billets en taëls et en sapèques. Les premiers étaient remboursables en argent les seconds en monnaie de cuivre. La circulation fiduciaire exilée jusqu'alors fit sa réapparition. De grands commerçants de Pékin furent chargés de fonder des banques, dites offi-

cielles, au billet desquelles l'Etat accorda un privilège. Nous assistons ici à une innovation dans l'histoire fiduciaire chinoise, nous voulons parler de l'entrée en vigueur du système des banques privilégiées.

Tous les moyens nécessaires étaient employés pour répandre l'usage des nouveaux billets et en assurer la sécurité. Tout d'abord des avances furent faites par le Trésor aux banques officielles pour constituer le fonds de garantie ; puis les fonds publics déposés dans les grandes maisons furent retirés et remplacés par des billets qui devaient servir de monnaie exclusive pour les dépôts à constituer ; les dépenses publiques devaient être effectuées moitié en monnaie métallique et moitié en billets ; les fonctionnaires, qui n'auraient pas fait les efforts nécessaires pour faciliter la nouvelle circulation encouraient des peines disciplinaires et se voyaient exposés à un recours de la part des personnes dont ils avaient refusé les billets ; enfin dans chaque sous-préfecture il était institué un bureau d'échange permettant de convertir les billets en pièces métalliques.

En dépit de toutes ces mesures les billets des banques officielles rencontraient de grosses difficultés, mais, en revanche, les bons du ministère des finances obtenaient la faveur du public. D'autre part comme l'Etat avait depuis longtemps abandonné le droit d'émission, les particuliers se l'étaient arrogé. Non

seulement les banques du Chang-Hsi et les changeurs, véritables banquiers chinois, émettaient des billets au porteur et à vue, mais beaucoup d'autres commerçants, dont le métier n'avait aucun rapport avec les opérations de banque, agissaient de même. Ainsi à côté des billets officiels circulaient une foule de billets émis par les particuliers. Une complication inextricable était le résultat de cet état de choses.

Cependant le système appliqué était très simple et bien connu dans l'histoire fiduciaire. La liberté en constituait la pierre angulaire sur laquelle venaient s'étayer les autres éléments constitutifs du système dont il nous faut maintenant étudier les traits caractéristiques.

A) Premier trait caractéristique du système de la liberté : liberté absolue

Emettre le billet comme frapper de la monnaie n'avait pas été jusqu'alors considéré comme un droit régalien, mais simplement comme une opération quelconque de commerce. Si l'Etat accordait le cours légal à ses propres billets, il n'interdisait pas la circulation des billets des particuliers. Il y avait à cet égard abstention complète de sa part. Aucune condition n'était imposée à la création d'une banque d'émission ; le premier venu pouvait se livrer à cette opération ; s'établissait banquier émetteur qui le

voulait. Il n'existait ni limite à la circulation, ni fixation de l'encaisse, l'obligation de publicité faisait même défaut. L'Etat n'intervenait qu'au cas de faillite, mesure hélas ! souvent trop tardive pour sauvegarder les intérêts du porteur du billet.

On rencontre ici l'application complète du principe « Laissez faire ». La Suisse avant 1881 et les Etats-Unis avant la guerre de Sécession ne possédaient pas une liberté aussi parfaite, ou plutôt aussi demesurée. Dans ces deux pays les Etats particuliers ou cantons légiféraient à la place de l'Etat fédéral et de nombreuses lois particulières y régissaient la matière de l'émission, tandis que dans l'ancienne Chine, les autorités provinciales se désintéressaient autant de cette question que le gouvernement central.

B) Deuxième trait caractéristique du système de la liberté : la multiplicité des banques

Comme le droit d'émettre des billets était accordé ou plutôt abandonné au premier venu, les commerçants ne se faisaient pas faute d'en tirer parti ; innombrables étaient ceux qui se livraient à l'émission des billets. Outre les banques officielles créées avec le concours financier du gouvernement et dont la fonction principale consistait précisément à faciliter la circulation fiduciaire, les banques du Chan-Hsi

(P'iao-Hão), les changeurs (Ts'sièn-Tchoâng), les Monts-de-piété et jusqu'à des marchands de cierges de Pékin et des aubergistes du Nord émettaient, comme nous l'avons déjà vu, des billets au porteur et à vue. La seule différence entre les billets des banques officielles et ceux des particuliers, était que les premiers revêtus de la marque officielle avaient cours légal, tandis que les derniers n'étaient acceptés que parce que le public le voulait bien, mais en fait les uns circulaient aussi facilement que les autres, tant la confiance était grande ! Les véritables coupables étaient les gouvernements et les banquiers privés qui abusaient de la bonne foi du peuple.

Les banques d'émission s'étaient multipliées surtout depuis l'établissement des banques étrangères : la Chartered Bank of India, l'Australia and China, le Hong-Kong et la Shanghai Banking Corporation, etc. Leurs billets circulaient avec une grande facilité, ce qui faisait croire à nos compatriotes que l'émission équivalait à une découverte de mine d'or inépuisable et suffisante pour rendre un pays riche, puisque le capital ainsi trouvé permettait d'entreprendre toutes sortes d'industries et d'exploiter toutes les richesses enfouies dans le sol de notre vaste empire. N'était-ce pas vraiment oublier trop facilement la triste pratique du papier-monnaie dont nos ancêtres avaient tant souffert et pour l'extirpation de laquelle ils avaient lutté pendant plusieurs siècles ?

C) **Troisième caractéristique du système. —**
La variété des types de banques et leurs
opérations.

Chacun organisait sa banque comme bon lui semblait. Les banques officielles, loin d'être uniformes, variaient selon les provinces et selon les villes et à plus forte raison les banques privées n'étaient pas non plus soumises aux mêmes règles. Les opérations qu'elles faisaient, outre l'émission, étaient d'une diversité inouïe. Sans parler de celles auxquelles se livraient les marchands de cierges, aubergistes et autres trafiquants du même type, les banques officielles faisaient des opérations infiniment variées ; les unes avaient trait à la gabelle, d'autres aux douanes, etc. Les changeurs agissaient de même : dans certaines villes ils pratiquaient les prêts d'argent et le change des monnaies ; dans d'autres ils se bornaient à ce dernier trafic. Ce qu'écrit M. Dubois à ce sujet n'est pas exagéré : « Pour intéressantes qu'aient paru à tous ceux qui ont parcouru l'intérieur de la Chine, les opérations de banque pratiquées par les Chinois entre eux, leur description en est peu abordable à qui n'a pas fait dans les milieux indigènes une véritable élection de domicile (1). » Seules les Banques du Chan-Hsi présentaient un minimum

1. Dubois, *L'Empire de l'argent*, année 1906, p. 34.

d'unité, étant toutes tenues par les habitants du Chan-Hsi et par conséquent à peu près soumises aux mêmes usages, mais leurs statuts trop étroits et archaïques ne leur permettaient pas de satisfaire aux besoins nouveaux.

D. Quatrième trait caractéristique du système de la liberté : La diversité des billets et leur circulation restreinte.

Comme les banques étaient multiples et que chacune d'elles jouissait d'une liberté absolue, elles émettaient des billets en coupures et en unités selon leur bon plaisir ou selon les besoins du marché monétaire ; de ces billets les uns étaient libellés en taëls ou en dollars, les autres en sous ou en sapèques. Les grandes coupures de 100 ou 40 taëls ou dollars ne se rencontraient guère dans la circulation ; les plus usitées étaient les coupures de 10, 5, 1. Les billets en fractions de dollars étaient employés au Kouang-tong et dans les trois provinces de l'Est, tandis que ceux qui étaient émis en sous ou sapèques inondaient les marchés de Pékin, de Hou-Pei, de Hou-Nan, de Kiang-Si, etc : leurs coupures allaient de cent à quelques milles de sapèques. La conséquence de cet état de choses était une circulation très restreinte de billets. A défaut d'ententes du type des concordats conclues entre les diverses banques

d'émission suisses avant 1881 par lesquelles ces banques s'engageaient à accepter mutuellement leurs billets en paiement et à servir d'intermédiaires pour leur remboursement, les billets émis par une banque chinoise n'étaient pas acceptés par les autres banques de la même ville et, cela va sans dire, encore moins par celles des autres provinces. Grâce à la diversité monétaire, les billets émis dans une localité en représentation de sa monnaie ne pouvaient s'acclimater dans une localité voisine ; les succursales de la même banque, lorsqu'elles étaient établies dans des régions différentes, n'acceptaient leurs billets respectifs que moyennant un change ; en un mot les billets étaient étroitement confinés dans leur lieu d'émission. Il en résultait une gêne considérable pour tous ceux qui avaient un paiement à effectuer dans une ville voisine. Telles étaient les banques d'émission chinoises qui fonctionnaient dans cette deuxième période de l'évolution fiduciaire et bancaire ; le système de la liberté y était expérimenté sur une grande échelle.

Pour nous rendre compte des résultats qui ont été obtenus, il nous faut parler d'abord de ses avantages, puis de ses inconvénients.

I. — Avantage du système de la liberté

Les partisans de la liberté d'émission, désignés en Europe sous le nom « d'Inflationistes » invoquent

en sa faveur de nombreux arguments, dont les principaux sont les suivants :

1° L'abondance et la facilité du crédit ;

2° La pénétration de l'usage des billets dans toutes les classes de la population ;

3° L'indépendance des banques qui leur permet de se mettre à l'abri des aventures financières et politiques auxquelles les banques d'Etat ont trop de tendance à se mêler ;

4° De meilleures satisfactions données aux intérêts et besoins locaux.

Comme preuve, on cite surtout la Suisse et l'Ecosse. « Il n'existe, écrit Ch. Coquelin au sujet des Banques écossaises, pas d'agglomération de quelque importance qui n'en ait une (succursale) en sorte que par leur canal, l'action salutaire des banques se communique à toutes les parties du territoire. Partout le crédit est large et partout aussi le change en place s'effectue avec une extrême facilité (1). »

A propos de la Suisse, M. Dameth tient le même langage. « Tel est, écrit il, le mécanisme du concordat qui a doté la circulation suisse et le réseau des banques de ce pays, de tous les avantages de la centralisation et de l'unité, sans avoir aucun des vices du monopole (2). »

1. Ch. Coquelin, *Le Crédit et les Banques*, 3^e édit., 1876, p. 341.

2. H. Dameth, *Les Banques Suisses* (*Economiste Français*, n° du 28 juin 1879).

« On peut dire, écrit M. H. Dameth dans un autre article, qu'il n'existe nulle part un système de banques donnant de meilleurs résultats et possédant des conditions de sécurité plus complètes (1). »

Les banques suisses, ajoutent leurs admirateurs, sont à l'abri des aventures financières et politiques, elles ne peuvent devenir ni instrument de spéculation de Bourse, ni fabriques de papier-monnaie.

D'autre part, au lieu de concentrer le crédit despotiquement dans une contrée, elles le répandent sur les différentes parties du pays et peuvent mieux s'adapter aux besoins locaux ; le crédit arrive ainsi à se développer, à se vulgariser bien plus promptement qu'avec une banque centrale.

« Grâce à la liberté » continue M. Dameth, c'est donc l'abondance du crédit, c'est son extrême facilité, c'est réellement sa démocratisation (2) ». Ces éloges ne sont pas inexacts, les avantages invoqués se sont réellement produits dans ces pays. Reste à vérifier s'il en a été de même en Chine.

La pénurie d'argent émanant plutôt de sa thésaurisation et de son immobilisation que de son insuffisance réelle et le transport encombrant de la monnaie de cuivre auraient rendu difficiles les transactions si les multiples banques établies dans les

1. H. Dameth, *La liberté d'émission des billets de banque* (*Economiste Français*, n° 10 avril 1880).

2. Meyer, Thèse Paris, 1903, p. 27.

différentes parties du pays n'en étaient pas venues à mettre des billets pour y suppléer. Voilà déjà un avantage appréciable. Ces banques ont rendu d'autres services. Etant tout le temps en contact intime avec les habitants, elles les connaissent et sont connues d'eux tous.

1° Connues d'eux tous, elles attirent vers elles des dépôts, chose précieuse dans un pays où l'esprit de thésaurisation régnait naguère puissamment, et font circuler leurs billets dans toutes les classes de la localité ; ce qui a beaucoup contribué à former ces bonnes mœurs de crédit qui font si souvent l'admiration des étrangers. M. Raphaël-Georges Lévy, fait d'elles, à propos de leurs rapports avec les voyageurs étrangers, les plus grands éloges : « Ceci montre, écrit le savant professeur, à quel point les habitants sont familiarisés avec le crédit et combien les habitudes de loyauté sont entrées dans les mœurs... Dès règlements de la sorte indiquent un état de civilisation remarquable » (1) ;

2° Les connaissant tous, elles savent à qui elles peuvent prêter ; les opérations se font avec plus de perspicacité, plus de justesse et aussi à un taux moins élevé, grâce à la libre émission qui permettra aux prêteurs de se procurer presque gratuitement de l'argent à fournir. Ce n'est pas tout : un autre bon

1. R.-G. Lévy, *Banques d'émission et Trésors publics*, édition 1912, p. 420.

résultat a été obtenu. Il consiste dans l'indépendance des banques qui les a éloignées plus que partout ailleurs des aventures financières et politiques.

Le système a donc donné, en Chine comme ailleurs, quelques bons résultats. Mais cela suffit-il pour justifier son maintien ? Non. Il faut examiner s'il n'a pas engendré des inconvénients et si ces inconvénients n'ont pas dépassé les avantages ; ce sera l'objet de notre paragraphe II.

II. — *Inconvénients du système de la liberté absolue*

Après avoir démontré les avantages du système de la liberté absolue, il nous faut indiquer ses inconvénients. Nous pourrons ainsi apprécier le système et nous prononcer pour ou contre son maintien ou sa suppression.

En Suisse, les imperfections des banques d'émission ont été à plusieurs reprises publiées par le Conseil fédéral dans ses messages à l'Assemblée fédérale. Le message du 9 juin 1881, par exemple, signale comme principales : la diversité de caractère des banques et de leurs opérations ; l'insuffisance de circulation des billets dans le pays ; la multiplicité de leurs types, et la facilité, qui en est la conséquence, de faire circuler de faux billets ; le manque d'un contrôle efficace de la part de la confédération ; l'absence de toute limitation légale et par suite la

faculté, en quelque sorte illimitée et dépassant les besoins d'émettre des billets ; enfin l'insuffisance et l'insécurité de la couverture en espèces.

Nous n'avons pas à vérifier le bien-fondé de ces critiques : l'abolition de l'ancienne liberté par une loi fédérale en 1881 et le remplacement de la pluralité des banques par un monopole créé au profit d'une banque nationale et unique, en vertu de la loi fédérale du 6 octobre 1905, leur donnent une éclatante confirmation.

Quid de la Chine seul et dernier asile, après la Suisse, de la liberté absolue des banques ? L'application du « Laissez-faire » y a-t-elle eu les mêmes conséquences néfastes qu'en Suisse ? L'affirmative est hors de doute. La seule différence est que ces défauts y ont été plus accentués, par cela même que la liberté y a été plus absolue, ou, pour parler plus exactement, plus démesurée.

Le capital est la question primordiale et vitale dans une banque. D'elle dépend tout le crédit de la banque, la garantie, la sécurité du billet et l'intérêt des porteurs.

Les défenseurs les plus acharnés de la liberté, opposés à la moindre restriction en matière de banque, admettent une réglementation à ce point de vue.

« Toutefois, écrit Courcelle-Seneuil, en limitant avec soin le nombre des dispositions réglementaires,

il serait possible de faire une loi utile ou tout au moins inoffensive ; il suffirait d'exiger des banques une garantie, une seule, celle que présente un capital important et effectivement réalisé ; sur ce point la loi du Massachusetts, sévère d'ailleurs à l'excès, était sage et sensée (1). »

Donc il faut exiger des banques, surtout des banques d'émission, un minimum de capital.

En Chine, ce minimum, à défaut de mesures réglementaires, variait avec chaque établissement. S'il était énorme pour certains, par exemple pour les Banques du Chan-Hsi, anciennes et riches banques chinoises, il était trop faible et même dérisoire pour d'autres. Beaucoup de marchands de cierges de Pékin ne possédaient que 100 ou 200 taëls de capital pour répondre de billets se chiffant par plusieurs dizaine de mille taëls. Le même phénomène s'était malheureusement produit encore dans d'autres villes et chez d'autres marchands (2).

Le résultat inévitable de cet état de choses a été, dans ces derniers temps, une succession de banqueroutes répétées. Elles ont été la cause de la ruine, entre autres créanciers, des porteurs de billets, et

1. Courcelle-Seneuil, *Opérations de banque. Traité théorique et pratique*, 10^e édition, revue et mise à jour par M. A. Liesse, page 469.

2. *Historique et état actuel du marché monétaire de Pékin*. Article du *Journal de Shanghai*, reproduit par la revue *The Great Chung Hwa* ou la *Grande Chine* du 21 juillet 1916.

ont même provoqué des crises d'une extrême gravité, à la différence des banques suisses qui n'ont jamais fait perdre un centime à ces mêmes personnes. Le plus grave dans l'affaire était que des petits commerçants, peu scrupuleux, après avoir réussi à lancer leurs billets en grande quantité dans le public, se réservaient pour eux-mêmes, à la fin de l'année ou à la veille des grandes fêtes, époque à laquelle les Chinois ont l'habitude de régler leurs comptes respectifs, tout l'actif et démenageaient à la cloche de bois. Comme leurs billets étaient généralement émis en petites coupures très commodes dans les usages de la vie courante, les premières victimes de ce procédé étaient les classes pauvres. Quant aux faillites des grandes maisons, elles n'atteignaient que les gens aisés, mais le mal qu'elles faisaient était encore plus retentissant. Citons entre autres faillites de cette catégorie, celles de Yuah-Fong-Cheng et de Y-Chen-Yuan, deux grandes banques chinoises, dont le contre-coup s'est fait sentir dans toute la Chine.

Ces faits étaient à eux seuls suffisants, abstraction faite de toutes les autres imperfections du système, pour justifier une intervention de l'Etat. Mais d'autres imperfections n'étaient pas à négliger. La plus importante était la diversité de l'organisation et des opérations des banques, laquelle était poussée à l'extrême. Les banques d'émission pratiquaient, outre l'émission de billets, les opérations les plus variées par

exemple des prêts sur crédit ou sur hypothèque, l'échange des métaux, la vente des cierges et des étoffes, l'industrie hôtelière, etc.

Au lieu de jouer le rôle d'escompteur, et de favoriser le commerce et l'industrie, ce qui est la fonction principale des banques d'émission, elles se servaient de l'émission pour se procurer de l'argent, qu'elles employaient ensuite dans leurs propres entreprises. Comme ces dernières étaient soumises aux aléas du commerce, si elles sombraient à la suite de spéculations malheureuses, leurs billets n'avaient plus que la valeur d'un chiffon de papier. Ce fait a été surtout fréquent dans notre pays depuis la multiplication des banques d'émission. D'autre part, la multiplicité des types de billets causait une gêne considérable dans le pays, du fait que la monnaie métallique représentée par le billet faisait souvent prime sur lui. L'agio existait non seulement entre deux billets représentant deux métaux différents, mais encore entre le billet représentatif et la pièce représentée ; on ne pouvait transformer l'un en l'autre qu'au moyen de change et à perte. En outre, comme les billets étaient étroitement confinés dans leur lieu d'émission, les commerçants et les voyageurs désireux d'effectuer un paiement dans une ville voisine ou dans une autre province, étaient obligés de procéder de la même manière que s'il s'était agi du change de pays à pays.

C'était là une entrave considérable pour le commerce et les communications.

Enfin la multiplicité des billets ajoutée à la diversité des monnaies métalliques entraînait d'autres conséquences plus fâcheuses encore.

a) Elle facilitait la circulation des faux billets d'autant plus aisément que les billets de l'ancien type étaient trop simples et très faciles à contrefaire : leur description ne différait pas beaucoup de celle qu'en faisait Marco Polo, dans le récit de ses voyages en Chine au *xiv^e* siècle, tellement l'esprit de routine a été néfaste à notre pays !

b) Elle donnait lieu à une spéculation fiévreuse et nuisible sur la différence des prix entre les billets d'une part et les pièces sonnantes de l'autre, et aussi entre leurs diverses catégories respectives ;

c) Elle encourageait le commerce des changeurs et banquiers dont le métier consistait à échanger deux métaux l'un contre l'autre ou des métaux contre des billets. Tout le monde, depuis les gros négociants jusqu'aux plus modestes coolies, recourait plusieurs fois par jour à leur intermédiaire. On vivait, pour ainsi dire, de l'agio et des fluctuations monétaires ;

d) Elle compromettait l'indépendance financière du pays.

Dans les transactions avec l'étranger il ne fallait pas compter sur l'emploi des billets émis par les banques chinoises. Comment supposer, en effet,

qu'un étranger accepte un billet d'un usage aussi restreint et qui n'a même pas cours dans les villes du pays les plus voisines ! Et c'est précisément ce qui explique que le change extérieur de la Chine ait été jusqu'ici entre les mains des banques étrangères qui ont, de plus, alimenté en partie la circulation intérieure : leurs billets mieux garantis, mieux connus, ont été acceptés de préférence.

Sans nier les services qu'elle nous a rendus, nous trouvons cette situation singulière et compromettante pour l'indépendance financière de notre pays. Et en effet, les banques étrangères ne sont pas toujours accommodantes et elles mettent souvent la Chine à leur merci, surtout aux époques d'emprunts extérieurs et de paiements d'indemnités ou d'intérêts de dettes.

De ce qui précède, il apparaît clairement que la liberté d'émission ne peut donner de bons résultats nulle part, pas plus en Chine qu'en Suisse. Le mal qu'elle engendre étant en proportion avec son étendue, plus la liberté est démesurée plus les maux qui en résultent sont multiples. Emissions exagérées, couverture dérisoire et comme conséquences banqueroutes incessantes, isolement, variété extrême dans l'organisation des banques et dans leurs opérations, multiplicité de types de billets, circulation restreinte,agio et fluctuations monétaires en découlant, tout cela engendrait une situation à ce point compliquée

et troublée qu'on pouvait, sans exagérer, la qualifier de chaotique.

Accablé par le spectacle de ces désordres, le public désirait en finir avec un pareil système, malgré les quelques utilités qu'il présentait, et qui pouvaient d'ailleurs être obtenues par d'autres procédés.

On pressait de toutes parts le gouvernement de réformer ses finances, de mettre fin à la confusion monétaire qui régnait dans les provinces et de régler l'émission par les banques privées des billets dont la quantité était hors de proportion avec le chiffre des encaisses métalliques. Des pétitions en ce sens lui avaient été adressées par les chambres de commerce de toutes les grandes villes. Au nombre des vœux exprimés par le Tseu-Tcheng-Yuan, sorte d'Assemblée Consultative, réuni en 1909 à Pékin, figure celui de l'unification de la monnaie et de la banque. Les étrangers, bien disposés envers la Chine, et désireux aussi d'obtenir des facilités pour leur commerce, prirent part à ces manifestations et se mirent même à la tête du mouvement. Des démarches furent également faites par le corps diplomatique et des conseils et des suggestions furent donnés par d'éminents théoriciens et politiciens, parmi lesquels il convient de citer le Dr Jenks, professeur américain, et le Dr Vissering, Président de la Banque de Java. Le Gouvernement chinois finit par céder au courant et donna à l'opinion publique une satisfac-

tion au moins partielle en rendant, le 24 mai 1910, un édit qui établit l'unité monétaire en Yuan ou en dollar.

En ce qui concerne la circulation fiduciaire, certaines mesures furent aussi prises. Un édit de 1908 qui remplaça la Banque du Hou Pou ou du ministère des finances par la Banque Impériale, établit définitivement les bases d'une Banque centrale que le règlement sur la monnaie fiduciaire du 16 mai 1910 vint consolider en posant, d'une part, le principe du monopole de l'émission et, de l'autre, la concession du monopole au profit de la Banque Impériale à l'exclusion de toute autre Banque privée. Nous voilà donc passés du régime de la pluralité des banques au régime de la Banque centrale, et de la liberté d'émission au monopole concédé.

D'un autre côté le ministre des Finances soumit en 1908 à l'approbation impériale, en même temps que le règlement organique de la Banque Impériale, un règlement sur les banques privées qui avaient opéré jusque-là en pleine liberté. Ce règlement s'appliquait tant à l'émission qu'aux autres opérations bancaires. Il imposait à ces établissements de crédit certaines conditions, telles que la déclaration de la constitution de l'établissement, des mesures de publicité, etc. Le droit d'émission, quoique restreint, n'était d'ailleurs pas enlevé aux banques privées ; celles-ci pouvaient provisoirement émettre des billets qui circu-

laient dans les villes où se trouvait leur siège, jusqu'à la promulgation de la loi sur la monnaie fiduciaire, laquelle n'est pas intervenue jusqu'ici.

Le système de la liberté absolue, ainsi que nous l'avons vu, a vécu. Abandonné par la Chine, sa dernière hôtesse, il n'est plus qu'un souvenir historique.

Il convient de remarquer que l'adoption du système du monopole concédé n'a pas rencontré de vives oppositions, comme aux Etats-Unis et en Suisse, et cela pour plusieurs raisons :

A. — Les raisons politiques, financières et historiques qui avaient aux Etats-Unis motivé des oppositions à l'établissement d'une banque centrale n'existaient pas en Chine. Tout d'abord la lutte politique ne s'est pas engagée sur ce terrain. Ensuite les titres d'emprunts d'Etat n'ont jamais servi de couverture aux billets émis par les multiples banques privées. Enfin la banque centrale ne pouvait pas hanter l'esprit des Chinois pour la raison qu'elle n'avait jamais été expérimentée chez eux.

B. — Les provinces de la Chine n'étant pas, quoiqu'on en ait dit, des Etats indépendants, étaient moins jalouses de leur autonomie que les cantons suisses. D'autre part, comme le mal était plus sensible, le remède proposé devait être, par la logique des choses, plus aisément accepté.

C. — La Chine ayant à refondre son système ban-

caire, cherchait un modèle dans les pays possédant, en cette matière, une certaine expérience, comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne, etc. Or dans ces pays c'est la concentration de crédit et le monopole d'émission qui domine et qui s'accroît de jour en jour.

D. — La puissance et la prospérité des banques étrangères opérant en Chine ont démontré à ses habitants qu'une banque unique dotée d'un capital suffisant, faisant des affaires au grand jour, sous le contrôle du public, publiant régulièrement son bilan, est mille fois préférable à une multiplicité de petites banques.

E. — Après l'expérience de la circulation d'Etat, sous l'ancien régime, et la pratique de la liberté dans la période contemporaine, lesquelles avaient, toutes deux, donné de mauvais résultats, les Chinois croyaient trouver le progrès dans le nouveau système d'une banque centrale unique, sous la forme d'une société anonyme. C'est là un point qu'il ne faut pas perdre de vue pour juger, ce que nous ferons plus tard, le caractère de la nouvelle institution désignée sous le nom de « Banque de Chine » et pénétrer son véritable esprit.

Telles sont les raisons qui ont permis à la Banque Impériale de s'établir sans obstacle. Nous allons exposer, dans le chapitre suivant, son organisation, très sommaire, du reste, et montrer quels résultats

elle a donnés. Disons de suite que si ces résultats ne sont pas aussi brillants que le public pouvait le souhaiter, ce n'est pas la faute du système mais de l'application incomplète qui en a été faite.

CHAPITRE III

Tâtonnements de la banque centrale Banque Impériale

La pression du public qui réclamait énergiquement une grande banque centrale capable d'assurer une bonne circulation et de favoriser le développement économique du pays, les besoins du Trésor qui désirait, lui aussi, le concours d'un auxiliaire sérieux, capable de mettre de l'ordre dans ses finances et d'assurer l'indépendance du change avec l'étranger, devaient hâter l'action du gouvernement chinois qui travaillait depuis plusieurs années à la réforme monétaire et fiduciaire. Ce gouvernement décréta, en janvier 1905, à titre d'essai, l'établissement d'une banque centrale désignée sous le nom de « Banque de Hou-pou » (ancien nom du ministère des Finances). Le capital primitif en fut fixé à quatre millions de kuping-taëls (le taël valait au cours normal 3 fr. 50 et peut s'échanger actuellement contre une somme plus que quintuple) et divisé en 40.000 actions dont

la moitié réservée au Trésor et l'autre ouverte à la souscription publique.

Le cours légal fut accordé à ses billets. L'article 21 du règlement organique de la Banque Impériale est ainsi conçu : « Partout où s'établiront nos succursales, nos billets devront être reçus en paiement et au pair avec les pièces métalliques. » Bien mieux, en ce qui concerne les recettes et les dépenses du ministère des Finances, la Banque Centrale obtint un véritable privilège. L'article 22 dispose, en effet, que « la Banque pourra effectuer les recettes et dépenses pour le compte du ministère des Finances ; si les circonstances permettent d'employer des billets, on devra se servir des nôtres à l'exclusion de ceux émis par les banques privées ».

L'Etat, bien que le plus gros actionnaire, ne s'était pas réservé, dans la direction, le pouvoir prépondérant qui était attribué aux actionnaires privés : en effet les solutions des affaires étaient prises à la majorité du conseil d'administration composé de deux membres nommés par le gouvernement, le directeur, président de droit et le vice-directeur, et de quatre autres membres dénommés « Gérants » élus par les actionnaires.

Les fondateurs de la Banque voulaient par là faire ressortir explicitement le caractère privé de leur établissement et écarter toute ingérence du gouvernement et toutes influences politiques. L'article 7

était formel à ce sujet : il défendait au gouvernement de s'immiscer dans les opérations commerciales et c'est là un point d'une importance capitale qu'il ne faut pas perdre de vue.

Telle était l'organisation primitive de la première banque centrale en Chine ; elle fut fortement remaniée à la suite de la réorganisation du ministère des finances. La Banque prit alors le titre de Banque Impériale ou Ta-Tsing. Son capital fut porté de 4 à 10 millions de kuping-taëls. Les nouvelles actions étaient comme les anciennes de 100 kuping-taëls chacune. On procéda à la souscription de la même façon qu'auparavant, c'est-à-dire que la moitié fut prise par l'Etat et que l'autre moitié fut mise en circulation. Les actionnaires recevaient un intérêt, dit officiel, de 6 o/o du capital, quel que fût le résultat de l'entreprise. C'est là un vestige des anciens usages bancaires introduits dans les statuts nouveaux et que nous expliquerons ultérieurement. Les bénéfices déduits de la somme destinée au paiement de l'intérêt officiel et des frais généraux se divisaient en deux parties : sept dixièmes étaient partagés entre les actionnaires à titre de dividendes et les trois autres allaient à la réserve.

L'Assemblée des actionnaires devait avoir lieu une fois par an à Pékin, au siège central, et, sur la demande de plus de 50 actionnaires, une assemblée extraordinaire pouvait être convoquée. Le Conseil

d'Administration se composait et se recrutait de la même manière que la Banque de Hou-pou, avec cette seule différence que la désignation des gérants, faite à l'élection, devait être ratifiée par le ministre des Finances. Les actionnaires nommaient, en outre, trois censeurs chargés de la surveillance. Aucune modification ne pouvait être apportée aux statuts sans une délibération de l'Assemblée des actionnaires. Les articles des statuts contiennent des règles qui s'appliquent essentiellement aux sociétés anonymes, et justifient pleinement le nom de société anonyme, donné par le législateur à la Banque, et son désir d'en assurer le fonctionnement conformément aux principes des sociétés de cette espèce.

Ses opérations étaient limitées ; celles qui n'étaient pas énumérées dans les statuts lui étaient formellement interdites (art. 8 du règlement), L'article 5 posait le principe du monopole concédé : « la Banque impériale, y était-il dit, émettra des billets à la place de l'Etat, conformément aux règlements spéciaux qui seront promulgués postérieurement à cet effet.

En échange du monopole la Banque Impériale était chargée d'assurer la circulation des nouvelles monnaies métalliques et de faire le service de trésorerie.

L'article 6 prévoit même que l'administration des dettes publiques pourra être éventuellement confiée à la Banque Impériale. Il était donc établi entre la Banque Impériale et le Trésor un lien intime qui

n'avait pas existé à l'égard de la Banque de Hou-pou.

Le siège central de la Banque Impériale était à Pékin, et des succursales avaient été établies dans les ports maritimes et fluviaux les plus importants, ainsi que dans les préfectures et les sous-préfectures. La banque était autorisée, avec l'approbation du ministre des Finances, à traiter avec des banques locales pour en faire ses correspondants. La Banque rêvée par le public et désirée par le gouvernement, c'est-à-dire la banque unique et puissante, ayant des succursales sur toute l'étendue du territoire, capable d'assurer une circulation saine et nationale et de servir efficacement d'auxiliaire au Trésor, cette banque était donc réalisée quant à son organisation, mais son fonctionnement répondait-il aux mêmes desiderata, c'est ce qu'il nous faut examiner en l'étudiant dans ses différents éléments.

a) *Actions*. — Le montant des actions souscrites par le gouvernement fit l'objet de versements successifs. Le premier de ces versements eut lieu en 1905 ; il permit à la Banque de commencer ses opérations. Il était de 500.000 taëls, le quart de la somme totale ; le versement du deuxième quart fut effectué l'année suivante ; en ce qui concerne le versement des deux autres quarts et du montant des actions nouvelles, le gouvernement ne le fit pas attendre plus longtemps. Toutes ses actions étaient libérées à la fin de l'année 1908. L'article 27 du règlement provi-

soire mentionnait formellement l'engagement du gouvernement d'observer les devoirs des actionnaires et surtout de pas retirer son capital avant l'expiration de la durée de l'entreprise.

Il en fut de même des actions souscrites par les particuliers. Les anciennes, celles qui avaient été intégralement souscrites en 1906, furent libérées d'une moitié la même année et de l'autre en 1908. Enfin les nouvelles actions souscrites en 1908 furent entièrement libérées en 1910. Le capital de 10 millions se trouvait ainsi intégralement versé, ce qui devait permettre à la Banque d'étendre le champ de son activité.

b) *Succursales.* — Conformément à l'obligation qui lui était imposée par l'article 3 du nouveau règlement, la Banque établit des succursales à Tien-Tsin, Shanghai, Han-Kéou, Chan-ton, Moukden, etc... En 1909 leur nombre atteignait, avec l'agence de Pékin, vingt deux. Elles étaient administrées par des gérants et par des directeurs divisionnaires. Au-dessous d'elles des bureaux auxiliaires avaient été ouverts à Pao-ting, Pékin, Tchang-tia-Ko, etc. ; leur chiffre s'élevait, à la fin de la même année, à trente-cinq ;

c) *Circulation.* — Usant du droit que lui conférait l'alinéa 2 de l'article 5 d'émettre, avant la promulgation de la loi spéciale sur les monnaies fiduciaires, des billets selon les usages monétaires des différentes parties du territoire, la Banque Impériale émit des

billets en diverses unités et de différentes coupures. Ceux de ces billets libellés en taëls kuping étaient des coupures de 100, 50, 10, 5, 1, de l'unité. Il en était de même de ceux qui étaient libellés en dollars. Le montant de leur circulation allait en croissant : la première catégorie atteignit, à la fin de juin 1911, 5 millions 439.000, la seconde 12 millions 460.000.

Pour les billets émis en monnaie de cuivre, il n'était fait aucune déclaration au ministère des finances, ni en ce qui concerne leurs coupures, ni en ce qui concerne le chiffre de leur circulation.

d) *Encaisse métallique.* — Elle était, toujours d'après le compte rendu du bureau central, au-dessus de 5 o/o de la circulation ; le reste était couvert par des titres de tout repos, actions, effets de premier ordre, non compris les billets de la Banque restés momentanément dans les caisses, et ceux d'autres banquiers. A ce point de vue la situation était solide et on n'avait rien à reprocher à la Banque.

e) *Opérations.* — Les plus actives et les plus productives étaient les prêts de différentes sortes : prêts sur gage, sur crédit, avances aux provinces, aux préfectures, aux communes, aux pays soumis, aux concessionnaires de constructions publiques et sous la garantie des hauts fonctionnaires. Comme exemples on peut citer les avances au Prince Mongol, les prêts aux deux Kiang, au Fou-Kien, au Hou-Nan, à Tchang-lou, à Tsing-pou, etc.

f) *Bénéfices.* — L'intérêt officiel de 6 o/o était régulièrement distribué. Les dividendes allaient sans cesse en augmentant. La somme totale destinée à cet effet, c'est-à-dire les sept dixièmes du bénéfice net, s'était élevée progressivement à 219.834 taëls en 1905-1906 ; à 506.991 en 1907 ; à 855.078 en 1908 ; à 854.280 en 1909 ; à 560.840 en 1910.

Les actions haussaient fièvreusement jusqu'à voir doubler leur valeur nominale. C'étaient là de brillants résultats qui paraissent quelque peu miraculeux et étaient tout à l'éloge du nouveau système. N'était-ce pas un signe du progrès et de la prospérité de la Banque Impériale ?

Malheureusement les apparences étaient trompeuses. Sous ce bilan souriant se cachait une situation profondément triste et dangereuse et voici comment. La plupart des prêts étaient consentis sans aucune garantie sérieuse, dans le seul but de développer les affaires. En fait leur recouvrement était le plus souvent impossible. Il en fut ainsi du crédit sur signature consenti à Tong-Shang-Ho par la succursale d'Ing-Ko du prêt sur gage accordé à Tong-Kiou-Yuan par la succursale de Shanghai et des comptes débiteurs des différentes agences de la Maison Hécoutech dans les succursales de Shanghai, de Tchong-Tsing et de Nan-Tchang. Les sommes restant dues étaient très importantes ; elles dépassaient un million de taëls et les plus petites se chiffraient par des centaines de

mille, ce qui faisait que tout en touchant le superdividende, les actionnaire mangeaient leur capital. Un pareil expédient ne pouvait durer. Lorsque la Révolution éclata en 1911, à Wou-Tchang, le crédit subit, dans tout le pays, un violent resserrement. La nécessité d'une réglementation et d'une liquidation s'imposa dans la capitale et dans la province. Ce fut alors que se révéla la véritable situation de la Banque Impériale. On a prétendu que des actes de corruption avaient été accomplis à cette occasion, et cette accusation ne semble pas sans fondement. Le retard de plusieurs années apporté à la liquidation de la Banque prouve qu'il s'est passé alors des faits d'une moralité douteuse. Un point certain c'est que la direction et l'administration furent, dans une large mesure, responsables de ces opérations hasardeuses et ruineuses pour la Banque Impériale.

Le public, étrangement étonné et déçu, perdit sa confiance dans ce nouveau système dans lequel il avait placé toutes ses espérances. Les pessimistes ne manquaient pas de dire qu'il ne valait pas mieux que les autres, ou tout au moins qu'il ne s'acclimaterait pas dans notre pays. Ils avaient des raisons de se plaindre. Toutefois il nous sera permis de dire que l'insuccès de la Banque Impériale, loin d'être un effet du nouveau système, tenait à son inapplication. Une banque centrale telle qu'on la conçoit dans les principaux pays de l'Europe : la France, l'Angleterre,

etc. etc., et telle que les fondateurs de la Banque Impériale voulaient l'introduire en Chine, doit restreindre son activité à certaines opérations sûres et facilement renouvelables, tel que l'escompte d'effets bien garantis, c'est-à-dire nés de transactions réelles et cautionnés par trois signatures, comme cela a lieu pour la Banque de France.

D'autre part les prêts sur hypothèques ou autres titres difficilement réalisables, comme ceux qu'a consentis la Banque Impériale, ne sont pas compatibles avec la nature de la Banque Centrale et les prêts accordés sur simple signature ou sous garantie des hauts fonctionnaires sont en contradiction avec la politique que doit suivre une banque de cette nature.

C'est donc de l'inobservation de ces principes fondamentaux et communs qu'est venu le mal. Le remède efficace consistait dans une meilleure application du nouveau système et dans l'observation fidèle de ses règles essentielles.

Mais la situation de la Banque devenait tellement critique qu'il était impossible d'y parer. La Révolution en renversant l'Empire lui donna le coup de grâce. Après l'établissement définitif de la République, la Banque Impériale fut mise en liquidation et remplacée par la Banque de Chine.

La première partie de notre étude est ainsi terminée. L'exposé que nous venons de faire nous servira plus tard, d'une part à combattre les hommes

politiques peu scrupuleux qui ont cherché à s'emparer de la Banque de Chine en prétendant qu'elle est une Banque d'Etat, et, d'autre part, à faire une étude comparée qui mettra en lumière les progrès accomplis par la nouvelle Banque sur son prédécesseur, bien que l'on puisse constater, à quelques points de vue, un certain recul dans les conceptions.

DEUXIÈME PARTIE

LA BANQUE DE CHINE

Nous avons étudié dans la première partie, les différents systèmes de banques d'émission pratiqués en Chine. Nous arrivons maintenant au régime actuel. Satisfait-il aux besoins ? répond-il aux desiderata ? La réponse à cette question ne pourra être donnée qu'après un examen consciencieux et détaillé de l'organisation et du fonctionnement de la Banque de Chine qui le personnifie ; cette deuxième partie, qui est le cœur même de notre étude, est consacrée à cette organisation et à ce fonctionnement. Elle comprendra six chapitres.

CHAPITRE PREMIER. — Historique de la Banque de Chine. Règlements et statuts qui l'ont successivement régie.

CHAPITRE II. — Caractère de la Banque de Chine, Banque d'Etat ou Banque privée.

CHAPITRE III. — Organisation de la Banque de Chine.

CHAPITRE IV. — Rapports de la Banque de Chine avec l'Etat.

CHAPITRE V. — Emission des billets de la Banque de Chine.

CHAPITRE VI. — Opérations de banque proprement dites de la Banque de Chine.

CHAPITRE PREMIER

Historique de la Banque de Chine Règlements et statuts qui l'ont successivement régie

Fondée en août 1912, la Banque de Chine n'a que huit ans d'existence, mais elle a subi déjà de nombreuses modifications, tant dans son organisation que dans son fonctionnement. Sans entrer dans le détail de ces modifications, nous croyons utile de faire une étude sommaire des grandes périodes de la vie de cet établissement.

PREMIÈRE PÉRIODE (d'août 1912 à avril 1913).
Banque de fait, c'est-à-dire sans base juridique. — Dès son installation à Nankin à la fin 1911, le Gouvernement provisoire de la République chinoise, eut la pensée de s'adjoindre une auxiliaire capable de lui prêter un concours efficace dans sa tâche financière particulièrement pénible à un moment où son autorité n'était pas encore solidement établie et où aucune ressource régulière ne lui était assurée. Telle

fut la raison de la création d'une Banque nationale et de l'appellation de Banque de Chine qui lui fut donnée. Mais un an après, en 1912, la nouvelle Banque de Chine fut dissoute en même temps que le Gouvernement de Nankin, dont les membres donnèrent leur démission en faveur de Yuan-ché-Kaï qui était chargé de constituer le gouvernement définitif et unique de la République.

Un des premiers actes du Gouvernement unifié fut la réorganisation de la Banque Centrale de notre pays. La Banque Impériale créée par l'Empire des Tsings ne pouvait plus s'adapter aux besoins nouveaux, avec lesquels son titre même était en désaccord. L'Empire des Tsings étant tombé, les armoiries de leur dynastie ne devaient-elles pas aussi disparaître ? Le titre de Banque Impériale ou Ta-Tsing n'avait plus de raison d'être ; une autre étiquette plus en harmonie avec la nouvelle forme du Gouvernement et en même temps plus conforme à la réalité s'imposait. D'autre part la situation de la Banque Impériale était singulièrement mauvaise pour ne pas dire désespérée. Quelques palliatifs ne pouvaient suffire à y remédier. Il ne s'agissait plus d'un simple changement de nom, c'était la Banque entière qu'il fallait réorganiser. Dans ce but le ministre des Finances ordonna d'une part la mise en liquidation officielle de la Banque Impériale, qui avait cessé en fait ses opérations depuis longtemps, et, d'autre part la création d'une

nouvelle Banque, qui porterait le nom de « Banque de Chine ».

Telle fut l'origine de notre Banque Centrale actuelle.

Comme elle succédait à certaines dettes et à certaines créances de la Banque Impériale (1), on pouvait dire qu'elle était à la fois héritière des biens de la Banque Impériale, et successeur du nom de la Banque de Nankin. Sa personnalité distincte paraissait d'autant moins nette qu'elle s'installait dans la même localité que la Banque Impériale, laquelle, quoique dissoute, n'était pas encore complètement liquidée, et n'avait pour base juridique ni lois, ni statuts.

On n'était même pas fixé sur la manière dont son directeur devait être désigné et sur le titre qu'il devait porter ; c'est avec le personnel et l'installation de la Banque Impériale que la nouvelle Banque se mit au travail et commença ses opérations dès le mois d'août 1912. On se trouvait plutôt en présence

1. Pour sauver le crédit de la Banque Centrale et inspirer confiance au public, le gouvernement promit formellement de rembourser toutes les dettes de la Banque Impériale par l'intermédiaire de la Banque de Chine. Les actions et les dépôts évalués à une somme de 15 millions de taëls que la Banque Impériale ne pouvait pas rembourser, étaient transformés en dépôts à la Banque de Chine, laquelle devait les amortir dans un certain délai à charge pour la Banque Impériale de lui remettre des titres et obligations comme contre-partie.

d'un caissier du Gouvernement que d'une banque Centrale proprement dite.

DEUXIÈME PÉRIODE (d'avril 1913 à septembre 1915).
Règlement du 15 avril 1913 et mise sous forme de régie de la Banque de Chine. — En vue de doter la nouvelle Banque d'une organisation bien définie et d'une base juridique, un bureau spécial fut institué au mois de juin 1912 pour en élaborer la loi organique. Les textes définitivement rédigés en 1913 furent successivement présentés aux deux Chambres et votés par elles. Le projet devint ainsi la loi du 15 avril 1913 (date de sa promulgation). C'était la loi organique de la Banque de Chine, mais elle conservait l'étiquette de l'acte qui avait régi la Banque Impériale, et portait le nom de règlement. Son esprit et les principes généraux sur lesquels elle est basée ont été clairement indiqués par le Ministre des Finances dans son exposé des motifs qu'il peut être intéressant de reproduire, si l'on veut se rendre compte des circonstances dans lesquelles la Banque de Chine a été créée, du rôle qu'elle est destinée à remplir, des traits caractéristiques qui la distinguent.

« La République, y est-il dit, vient de s'établir dans notre pays. Tout est à organiser, mais les réformes financières nous paraissent, entre toutes, les plus urgentes. Depuis les hostilités de nombreux établissements de crédit nationaux se sont écroulés et la domination financière du pays se trouve entre

les mains étrangères. Si le Gouvernement ne se presse pas à établir une Banque Centrale puissante et capable la monnaie fiduciaire ne circulera plus, l'administration de la trésorerie n'aura pas d'unité, le crédit et le change seront toujours resserrés et difficiles. Non seulement le commerce et l'industrie souffriront de cette situation mais le rendement même des impôts ira en diminuant. Telles sont les raisons pour lesquelles nous estimons que l'établissement d'une Banque Centrale ne peut pas supporter un jour de retard. »

« Les idées directrices de la loi, continue le Ministre, doivent se ramener aux trois chefs ci-après :

A) « La Banque sera constituée en société anonyme. Au cours de l'élaboration du projet, certains membres du bureau ont proposé l'adoption d'une Banque d'Etat, mais en raison des multiples inconvénients qu'ont démontrés les expériences qui ont été faites de ce régime, et, conformément aux tendances dominantes dans les pays à finances prospères, il nous a semblé qu'une banque privée était de beaucoup préférable. »

B) « L'Etat consentira à la Banque des avances pour lui permettre de commencer ses opérations. La forme de notre banque sera celle d'une société par actions, mais comme, depuis les hostilités, le crédit est devenu de plus en plus difficile, et que le public hésite à employer ses capitaux, il est à craindre que

si nous faisons appel à l'épargne particulière par moyen de souscriptions publiques, peu de personnes répondent à notre invitation et qu'il en résulte tout à la fois une atteinte au prestige de l'Etat et en même temps un retard dans les opérations de l'établissement. Aussi, pour rendre notre projet plus réalisable, nous proposons que le Trésor souscrive provisoirement la moitié des actions et verse ensuite le quart de leur montant afin de permettre à la Banque de commencer ses opérations sans retard. Lorsque le crédit de la Banque aura été bien établi et que la confiance publique sera revenue nous mettrons en circulation l'autre moitié des actions réservées au public. »

C) « La Banque future sera une Banque Centrale vers laquelle convergera tout le crédit du pays. Elle sera bien différente de la Banque Impériale qui n'était qu'une transformation de la Banque du Hou Pou, laquelle avait été elle-même plutôt un établissement bancaire de l'ancien type chinois qu'une Banque moderne. »

Voilà clairement et nettement exposées les intentions du promoteur de la loi. Ce qu'on a voulu c'est une banque centrale formée en société par actions, sous le contrôle de l'Etat, et destinée à jouer le même rôle que les banques centrales européennes.

D'après l'article 3 du règlement organique ainsi conçu : « La Banque de Chine commencera ses opé-

rations sitôt qu'elle aura reçu le versement par le Gouvernement du tiers du montant des actions souscrites par lui, mais en même temps elle devra procéder à l'émission des actions commerciales, » les actions commerciales, soit la moitié des actions devaient faire l'objet d'une souscription publique, mais comme les circonstances n'étaient pas favorables à une telle opération, la Banque se contentait, de 1913 à 1915, de travailler avec le seul fonds fourni par le Trésor. Elle ne pouvait pas par conséquent se comporter comme une société par actions, puisqu'en l'absence de toute action privée, il n'y avait pas d'actionnaires, par conséquent pas d'Assemblée générale ni de Conseil d'administration, etc. Le Gouverneur était le seul organe (aidé bien entendu d'un nombreux personnel) de l'établissement, lequel se présentait plutôt comme une régie que comme une société anonyme. Cependant, au commencement, la Banque n'était soumise qu'au contrôle de la Cour des Comptes, et avait une certaine indépendance vis-à-vis du Ministre des Finances. Son gouverneur M. Tang-Ming-Choué, homme intelligent, expérimenté, savait la diriger selon les principes essentiels qui président au fonctionnement des banques d'émission et c'est grâce à lui qu'elle avait atteint un haut degré de prospérité. Le public avait une grande confiance dans ses billets dont la circulation s'était très vite développée sur tout le terri-

toire. Malheureusement cette richesse et cette prospérité, trop éclatantes pour passer inaperçues, ne tardèrent pas attirer les convoitises de Yuan-ché-kaï qui cherchait à mettre la main sur la Banque pour l'exploiter dans son intérêt personnel.

Le Ministre des Finances, M. Tcho-Tse-Tsi, commença par placer la Banque sous son étroite dépendance et à en faire une sorte de service de ministère. M. Tang ne pouvait accepter ses prétentions et donna sa démission. Son successeur, M. Cha-Fou-Mao, homme de paille, ne sut pas résister aux demandes d'avances exagérées du gouvernement. La Banque s'écartait ainsi de plus en plus de son rôle de banque centrale pour devenir, selon l'expression de la presse d'alors, l'intendant extérieur de Yuan-ché-Kaï pour ses dépenses occultes.

Une pareille situation devait conduire à un désastre, et effectivement le Gouvernement mit la main en 1916 sur toute l'encaisse de la Banque et, par le décret du 12 mai 1916 qui établit le régime du cours forcé, accula cette dernière à une situation embarrassée dont elle n'a pu jusqu'ici sortir complètement. Telle fut la condition de la Banque de Chine pendant la deuxième période ; elle peut se résumer en une phrase : soumission complète à la direction de l'Etat.

TROISIÈME PÉRIODE (de septembre 1915 à novembre 1917). *Règlement du 13 septembre 1915 et constitu-*

tion d'un capital privé. — Dans l'automne 1915, la Banque décida de mettre en souscription publique 10.000 actions dont le montant total s'élevait à 1.000.000 \$ ch. (1). En même temps le Gouvernement édicta, le 13 septembre, un règlement (2) qui, tout en reproduisant dans une large part les textes du règlement organique de 1913, lui apportait d'importantes modifications, avec le dessein de renforcer la domination du gouvernement dans l'administration de la Banque et d'enlever aux actionnaires certains droits que le règlement organique de 1913 leur avait assurés.

Ce dessein se traduisait : 1° par l'ajournement de la participation des actionnaires dans la gestion de la Banque ; 2° par l'augmentation du nombre de voix des gros actionnaires, parmi lesquels l'Etat figurait en première ligne ; 3° par des exigences plus grandes sur les conditions d'éligibilité des administrateurs. Mais le public ne répondit pas avec beaucoup d'empressement à l'appel de la Banque. La confiance n'était pas revenue, le mauvais souvenir de la Banque Impériale était encore trop vivace dans le public,

1. Nous désignons par ce signe : \$ ch. le dollar chinois qui représente les 72 centièmes du taël.

2. C'était un décret-loi puisqu'il était rendu en l'absence du Parlement, à une époque de dictature et qu'il reconnaissait au Gouvernement le droit d'apporter des modifications au règlement de 1913 (lequel voté par les deux chambres, était lui-même une loi).

et enfin dans le Sud se fomentait ce qu'on appela « la troisième Révolution », contre Yuan ché-kaï, le dictateur d'alors qui avait sans vergogne manqué à son serment et trahi la République.

Qui dans des circonstances pareilles aurait eu le courage de confier ses capitaux à un établissement qui était placé en réalité sous la dépendance d'un tel Gouvernement? C'était avec la plus grande peine que la Banque avait réussi à persuader à un certain nombre de capitalistes de participer à la souscription, et, au mois de novembre 1917, la somme obtenue ne s'élevait qu'à 3.640.300 \$ ch. chiffre bien inférieur à celui qui était demandé (10.000.000 \$ ch.). Or d'après l'article 29 du règlement de 1915, pour que la participation des actionnaires fût possible dans l'administration de la Banque il fallait que la souscription publiques'élèvat à 100.000 actions soit 1.000.000 \$ ch. Comme ce chiffre n'était pas atteint, il ne pouvait y avoir ni Assemblée générale ni Conseil d'administration etc., et l'établissement restait soumis à la seule autorité du Gouverneur. Les actionnaires étaient considérés en quelque sorte comme des commanditaires sans pouvoir pour s'immiscer dans la gestion de la société, mais en fait leur influence se fit fortement sentir. Nous verrons que, d'une part, grâce à la résistance des actionnaires, la Banque a pu échapper partiellement à l'application du Décret du 12 mai 1916 qui ordonnait la suspension du rem-

boursement des billets et la restitution des dépôts en espèces (1), et que, d'autre part, il fut constitué, dès février 1917, auprès du Gouverneur, en l'absence d'Assemblée, un comité, dit représentatif, des actionnaires, composé de six membres nommés par le Gouvernement, et de trois élus par les actionnaires privés, pour délibérer sur toutes les questions importantes (2). Tel est le tableau de la troisième période de l'existence de la Banque de Chine pendant laquelle cette Banque était dirigée en droit exclusivement par le Gouverneur, mais en fait avec le concours des actionnaires.

QUATRIÈME PÉRIODE (De novembre 1917 jusqu'à nos jours). *Règlement du 21 novembre 1917. Statuts fondamentaux du 25 janvier 1918. La Banque de Chine sous la forme de Société par actions.* — En novembre 1917 le Gouverneur M. Wang-Kô-Ming proposa des réformes profondes à l'organisation de la Banque en vue de la soustraire aux influences politiques, et de lui permettre de jouer son double rôle commercial et financier, c'est-à-dire d'être le soutien du crédit privé et l'auxiliaire du Trésor.

M. Liang-chi-Tchao, ministre des Finances d'alors, donna sa pleine approbation à cette proposition et fit prendre par le Président de la République un règle-

1. Deuxième partie, chapitre V, section II.

2. Deuxième partie, chapitre III, section II.

ment portant la date du 21 novembre 1917. Les modifications apportées par ce texte aux deux règlements antérieurs de 1913 et de 1915 pouvaient se ramener à trois ordres d'idées :

a) Transformer le capital fictif en capital réel. On ne comptait plus comme capital que les sommes réellement versées. Celles que le Gouvernement devait verser et qu'il n'avait pas versées, étaient éliminées ;

b) Obliger le Gouvernement à choisir le Gouverneur parmi les administrateurs, élus eux-mêmes par les actionnaires réunis en Assemblée générale, cela dans le but de soustraire ce fonctionnaire aux influences politiques ;

c) Mettre immédiatement en application les dispositions concernant les actionnaires (convocation des Assemblées générales, élection du Conseil d'administration, etc...).

En ce qui concerne les autres matières le règlement du 21 novembre 1917 a reproduit, comme le règlement de 1915, le texte intégral du règlement de 1913. Mais les modifications qu'il a apportées à ce dernier document ont donné à la Banque toute une autre physionomie et toute une autre vie.

C'est en vertu de ce règlement que l'Assemblée générale a pu avoir lieu et que les administrateurs ont pu être élus. C'est lui qui a servi de base aux statuts fondamentaux du 25 janvier 1918, lui qui a

permis à la Banque de se présenter sous la forme d'une véritable société par actions, voulue par son fondateur. Administrée par les représentants des actionnaires, la Banque est devenue indépendante vis-à-vis du Gouvernement, ce qui lui a permis d'arrêter les avances au Gouvernement qui ne cessaient d'augmenter. D'autre part la confiance du public lui est revenue. Le deuxième appel de fonds a fait entrer immédiatement dans ses caisses une somme de 3.656.500 \$ ch., chiffre supérieur à la somme demandée (1.356.700 \$ ch.). Le cours de ses actions et de ses billets à cours forcé a été successivement relevé et il a été déjà question de la reprise des paiements en espèces. La Banque de Chine aurait retrouvé sa prospérité si le pays n'était encore troublé par la guerre civile, et, surtout, si elle n'avait pas eu à subir de violentes attaques en 1919. Voici dans quelles circonstances :

Le nouveau Parlement (1) personnifié par les

1. Par opposition à l'ancien Parlement élu en 1912 d'après la constitution provisoire de Nankin, dont la fonction principale consistait à élaborer la constitution définitive de la République chinoise. Après avoir été dissous inconstitutionnellement par le Président Ly-Yuan-Houg, sous la pression du général Touankichouei, il s'est réuni à Canton où il siège actuellement. En droit il représente encore le pays entier. Le nouveau Parlement siégeant à Pékin a été créé en dehors de la constitution par le parti militaire, ayant à sa tête le Général Touan en remplacement de l'ancien Parlement, mais jusqu'ici il n'a pas été reconnu par le Sud qui persiste à refuser d'y envoyer des représentants.

Ngan-Fou, parti militaire, a voté, le 14 juin 1919, dans le but de placer la Banque sous la dépendance étroite du Gouvernement, une loi portant abrogation du règlement du 21 novembre 1917 et la mise en vigueur du règlement de 1913. Les conséquences de cet acte seraient l'annulation des statuts fondamentaux du 25 janvier 1918, la dissolution de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration convoqué et élu en vertu du règlement de 1917, en un mot l'anéantissement de toute la nouvelle organisation qui a fait de la Banque une véritable société par actions. Les arguments que le nouveau Parlement a invoqués en faveur de cette réforme sont au nombre de deux : 1° La Banque est toujours une Banque d'Etat ; dès lors il est loisible au Gouvernement de l'organiser comme bon lui semble ; 2° Le règlement du 21 novembre 1917 est un décret et ne peut par conséquent modifier le règlement du 15 avril 1913, lequel ayant été voté par les deux Chambres avait le caractère d'une loi.

Le premier de ces arguments est facile à réfuter. La Banque de Chine à partir de 1917 n'est pas, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, une Banque d'Etat, mais bien une Banque privée. Quant au deuxième il est basé sur un fondement faux. Le règlement de 1917 n'est pas un simple décret, mais un décret-loi, car il a été rendu comme le règlement de 1915 en l'absence du Parlement, à une époque de

dictature. Comme l'ancien Parlement qui avait voté le règlement de 1913 n'a pas abrogé celui de 1917 depuis qu'il s'est réuni à Canton, ce dernier règlement a acquis force de loi, comme une sentence mal rendue acquiert force de chose jugée lorsqu'aucune voie de recours n'a été employée contre elle. D'autre part le règlement de 1917 n'a ni abrogé le règlement de 1913, ni même été à son encontre. En dotant la Banque des organes essentiels d'une société par actions il n'a fait qu'appliquer le règlement de 1913 dont le but a été l'établissement d'une Banque constituée sous la forme d'une société par actions.

Quoi qu'il en soit, devant les protestations des actionnaires auxquels se sont jointes toutes les Chambres de commerce et toute la presse du pays, le nouveau Parlement a été obligé de s'incliner et de revenir sur la loi qu'il avait votée, laquelle n'avait pas d'ailleurs été promulguée. Il en résulte que la Banque de Chine est toujours soumise au règlement de 1917.

CHAPITRE II

Caractère de la Banque de Chine. — Banque d'Etat ou Banque privée ?

La question de savoir si une banque est une Banque d'Etat ou une Banque privée n'est pas une question de mots : elle présente un intérêt pratique au point de vue international et au point de vue du mode de gestion de l'établissement.

A) *Au point de vue du droit international* si nous sommes en présence d'une banque privée, le vainqueur occupant, conformément à un principe du droit des gens en vertu duquel les propriétés privées doivent être respectées, ne pourra pas la confisquer. C'est ainsi qu'en 1806 les fonds de la Société de Commerce maritime faisant fonction de la Banque de Prusse n'ont pas été confisqués par les Français, parce qu'on était en présence d'une société par actions, et que, pour la même raison, en 1870-1871, nul n'a songé à réclamer pour l'Empire allemand, les fonds de la Banque de France. Au contraire s'il

s'agit d'une Banque d'Etat le vainqueur pourra considérer son encaisse comme de bonne prise.

Toutefois la guerre de 1914-1918 a montré qu'il pouvait être apporté à ces principes de flagrantes violations : les Allemands n'ont pas plus respecté la Banque Nationale de Belgique qui est pourtant une société privée que la Banque d'Etat russe. Ils ont puni cette Banque d'avoir transporté son encaisse en Angleterre en lui enlevant le droit d'émission, d'où on est en droit de conclure que si la dite encaisse était restée en Belgique elle aurait été confisquée. La preuve de ce fait résulte de la remise par la force entre les mains de la Reichsbank de son encaisse en marks-papiers aussi bien que de celle de la Société Générale. C'est donc que la distinction n'a pas, à ce point de vue, une aussi grande importance qu'on le prétend.

B) *Au point de vue du mode de gestion de l'établissement.* — Si la Banque de Chine était une Banque d'Etat, elle serait un service public comme l'Hôtel des Monnaies ou les Chemins de fer de l'Etat et sa gestion serait dominée par les principes du droit administratif. L'Etat, maître absolu, pourrait changer ou modifier ses statuts comme bon lui semblerait. Il en serait tout autrement s'il s'agissait d'une Banque privée ; dans ce cas elle serait régie par le droit commercial et par les mêmes règles que les sociétés par actions ; le droit de changer ou de modi-

fier les statuts appartiendrait aux actionnaires réunis en Assemblée générale et ce seraient eux qui décideraient souverainement dans les limites fixées par la loi. C'est là un point tellement évident qu'il paraît superflu de le mentionner ; seuls les ignorants ou les cyniques peuvent le contester.

Il est donc de plus haute importance de faire cette distinction surtout pour la Banque de Chine qui est toute jeune et dont le caractère vient d'être mis en doute, mais, avant de nous prononcer, nous avons le devoir d'indiquer certaines opinions qui font autorité en la matière, ne serait-ce que pour montrer notre impartialité et notre amour de la vérité.

Sans remonter jusqu'au projet de Banque nationale de Ricardo qui est déjà lointain, nous nous bornerons à rappeler l'opinion sur cette question de quelques grands auteurs contemporains.

1^o D'après M. Gide le critérium du caractère d'une Banque se trouve dans la provenance du capital. A-t-il été fourni par l'Etat même partiellement, on est en présence d'une Banque d'Etat. A-t-il été souscrit par le public, il s'agit d'une Banque privée. « Pour savoir, dit-il dans son *Cours d'économie politique* 1915 au chapitre « Grandes Banques d'émission » si une Banque doit être appelée Banque d'Etat ou Banque privée il faut se poser cette question : à qui appartient son capital ? Si c'est l'Etat qui l'a fourni, au moins en partie, elle est Banque d'Etat.

Tel est le cas pour les Banques nationales de Russie, de Suède et de Suisse (Banque fédérale). Si, au contraire, il a été souscrit par des individus, par des actionnaires, en ce cas, elle est Banque privée ; c'est le cas pour la Banque de France, d'Angleterre et de la plupart des pays (1). » Le savant professeur semble donc s'attacher uniquement à la propriété du capital pour distinguer les deux genres de banques. Un peu plus loin un autre passage du même chapitre paraît renforcer cette opinion : « La Banque de France, y est-il dit, n'est point, comme on le croit quelquefois, une Banque d'Etat. C'est une société par actions comme toute société ; ce qui veut dire que le capital a été fourni par les particuliers (2). » Voici encore un autre passage du même auteur dans le même sens : « En Allemagne la Banque d'Empire est aussi une Banque privée en ce sens que le capital a été souscrit par des actionnaires (3). »

Mais il faut, bien entendu, pour attribuer le caractère public à une banque que les fonds fournis par l'Etat soient très importants et soient destinés à rester le patrimoine de la Banque. Si l'Etat se bornait à souscrire un petit nombre d'actions ou n'en possédait que passagèrement, par exemple à la suite d'une donation ou d'une succession, l'institution ne

1. Gide, *op. cit.*, p. 506.

2. Gide, *op. cit.*, p. 507.

3. Gide, *op. cit.*, p. 509.

saurait pas perdre pour cela son caractère privé. C'est, semble-t-il, l'avis de M. Gide, puisqu'il a rangé comme tout le monde la Banque de France parmi les banques privées quoique un grand nombre de ses actions soient possédées par certains établissements publics.

Il y a encore un autre point utile à noter : si l'Etat en fournissant des fonds a manifesté son intention d'être l'entrepreneur exclusif de la Banque ou, tout au moins, son gérant dans le cas où une partie du capital a été souscrit par d'autres actionnaires ou associés, et que l'entreprise est tenue en régie comme tous les autres services publics, hôtel de monnaies, octrois, chemins de fer d'Etat, etc... il n'y a pas de doute sur le caractère public de la Banque. Si au contraire l'Etat en souscrivant des actions a déclaré son désir d'être traité sur un pied d'égalité avec les autres actionnaires, c'est-à-dire a voulu limiter sa responsabilité au montant de ses actions et son droit à la participation des délibérations de l'Assemblée générale et que, d'autre part, les actionnaires atteignent le nombre voulu (7 d'après l'article 10 du Code de commerce chinois) la condition essentielle de la Société par actions est remplie : la Banque est bien une banque privée.

Sur ce point nous pensons bien ne pas être en contradiction avec le savant professeur de la Faculté de Droit de Paris, car malgré les apparences il ne

s'attache pas exclusivement à la propriété du capital : « Cette question de la propriété du capital, dit-il, n'est que d'un intérêt secondaire ; ce qui importe c'est la façon dont est réglementée l'émission (1). »

2° M. Raphaël-Georges Lévy donne le même critérium. Les banques qu'il a groupées dans le livre IV *Banques d'Etat*, de son célèbre ouvrage : *Banques d'émission et Trésors Publics*, telles que les banques de Russie, de Finlande, de Bulgarie et de Suède ont toutes leur capital intégralement fourni par l'Etat. La Banque d'Uruguay dont la moitié du capital a été souscrite par le Trésor est rangée aussi dans le même groupe, mais l'éminent auteur n'a enlevé le caractère privé ni à la Banque Impériale de Chine, ni à la Banque du Japon, bien que ces deux Etats possédassent la moitié des actions de leur banque respective. D'où il résulte qu'une souscription partielle par le gouvernement ne suffirait pas toujours à conférer le titre de « Banque d'Etat » à une institution si d'autres conditions nécessaires n'étaient pas réunies ;

3° L'opinion de M. Cauwès ne diffère pas de celle des deux auteurs précédents. Voici ce qu'il dit au sujet des « Banques d'Etat » et des Banques nationales avec monopoles : « Dans un assez grand nombre d'Etats (France, Belgique, Hollande, Autriche-Hongrie, Russie, etc.) existe une banque natio-

1. Gide, *op. cit.*, p. 507.

nale qui a pour mission de régler la circulation monétaire et de faciliter, par l'ensemble de ses opérations, la liquidation des dettes. Ces banques ne diffèrent des banques d'émission privées des autres pays que par l'étendue de leur privilège ou l'action plus immédiate de l'autorité sur leur administration ou leur fonctionnement. Ce sont, comme les banques privées, des sociétés par actions dont le capital est fourni par des souscriptions particulières. La Russie et la Suède font cependant exception. La Banque nationale y est tenue en régie : c'est une Banque d'Etat : le capital en a été formé par la fortune publique (1)... »

4° M. Leroy-Beaulieu, le grand économiste, a une opinion toute différente. Il néglige le point de vue de la propriété du capital et prend en considération d'autres éléments : l'origine de la banque, son mode d'administration et de distribution des bénéfices, etc. En classant la Reichbank parmi les banques d'Etat, il donne les raisons suivantes : « On classe néanmoins la Banque d'Empire Allemand Reichbank, parmi les Banques d'Etat, et au sens relatif du mot, cette qualification est vraie : la Reichbank est la fille agrandie et sous certains rapports, modifiée d'une Banque d'Etat dans toute la force du mot : la Banque de

1. Cauwès, *Cours d'économie politique*, 3^e éd., année 1893, t. II, p. 334.

Prusse... » (1) et plus loin : « Héritière de la Banque de Prusse, la Reichbank continue à être gênée par l'Etat... Le chancelier de l'Empire exerce une action directe sur la Banque et est président du Conseil de surveillance. L'autorité administrative ou exécutive dans la Banque appartient à un Conseil de direction composé d'un président et de membres nommés à vie par l'Empereur sur la proposition du Conseil Fédéral. La gestion de la banque est vérifiée par la Cour des comptes de l'Empire... »

« Les actionnaires de la Banque ne participent à l'administration que par l'Assemblée générale et par un comité permanent de contrôle qu'ils nomment et qui a des attributions de surveillance mais non de direction... »

« La Banque de l'Empire Allemand se trouve aussi au point de vue de sa gestion dans une situation analogue à celle de nos sociétés en commandite, le gérant ici étant l'Etat, les actionnaires représentant les commanditaires dépourvus de toute influence sur la direction et n'ayant qu'un droit de contrôle et de surveillance... »

« Au point de vue de la distribution des bénéfices aussi, la Reichbank ressemble à certaines sociétés en commandite qui une fois l'intérêt servi aux commanditaires, font, sur le reliquat une part énorme au gérant, allant parfois jusqu'à la moitié des bénéfices

1. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, t. III, p. 628.

au-delà de l'intérêt mais excédant rarement cette moitié, comme le fait l'Etat allemand pour la Reichbank au delà de 8 o/o aux actionnaires ».

« Par ces côtés et quoiqu'elle soit constituée par actions, la Reichbank est bien une Banque d'Etat (1). »

Voilà les opinions dominantes sur le critérium du caractère des banques. Maintenant pour savoir si la Banque de Chine entre dans l'une ou l'autre de ces catégories, il nous suffira d'exposer les éléments principaux de son organisme, puis de les comparer point par point aux mesures indiquées par les illustres économistes que nous venons de citer.

A) *Au point de vue de son origine*, la Banque de Chine est née de la Banque Impériale ou Ta-Rsing, mais les modifications introduites dans l'organisation de cette dernière ont toujours été en accentuant sa qualité de banque privée (mode de désignation du gouverneur et des administrateurs, caractère provisoire des actions gouvernementales, etc.)

La qualité de banque privée de la Banque Impériale était reconnue par tout le monde, notamment par M. Raphaël-Georges Lévy, puisque dans son livre II, il rangeait la Chine dans les pays ayant concédé le privilège d'émission à un nombre limité d'établissements. La Banque Impériale étant une

1. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, t. III, p. 633 à 635.

banque privée, il n'y a pas de raison pour que son héritière la Banque de Chine ne le soit pas.

B) *Au point de vue de la propriété du capital.* — Nous avons vu dans le chapitre précédent que de 1912, date de sa fondation, à 1915, date du premier appel aux fonds publics, la Banque a travaillé avec les seules sommes fournies par le gouvernement. Sans doute celui-ci en souscrivant des actions et en versant le montant ne faisait qu'une sorte d'avance dans le but d'encourager le public à souscrire et de permettre à la Banque de commencer plus tôt ses opérations (il s'était d'ailleurs réservé la faculté de revendre les actions provisoirement, c'est le mot employé par le règlement de 1913, souscrites par lui aussitôt que les souscriptions particulières auraient atteint le chiffre voulu, c'est-à-dire la moitié du total des actions, soit 300.000 actions de 100 dollars), mais la Banque n'en était pas moins une Banque d'Etat puisque l'État seul était propriétaire du capital.

A partir de 1915 et surtout de 1917 les souscriptions publiques ont procuré à la Banque de Chine des sommes considérables. Le 8 décembre 1917, date de la clôture de la deuxième souscription, elles se sont élevées à 7.277.800 dollars tandis que le montant des actions gouvernementales réellement versées n'était que de 5.000.000. Ce sont donc les actions particulières qui représentent la part la plus considérable de l'actif et cela suffirait déjà, à notre

avis, à conférer le titre de Banque privée à notre institution d'émission centrale. D'autre part, l'Etat ne participe à l'administration que comme simple actionnaire et sans aucun autre droit, sauf, bien entendu, l'avantage de disposer d'un plus grand nombre de voix en qualité de gros actionnaires, mais ceci n'est qu'une application des règles communes aux sociétés par actions.

C) *Au point de vue de la gestion.* — Depuis 1918, date de l'organisation définitive de la Banque, les actionnaires sont devenus les maîtres. La direction est partagée entre le Gouverneur et le Conseil d'Administration dont les membres sont élus par les actionnaires. Le Gouverneur lui-même doit être choisi parmi les administrateurs. Ce sont donc, en réalité, les actionnaires aussi qui le nomment indirectement, et, à ce point de vue, on peut dire que parmi les Banques d'émission privées, après la Banque d'Angleterre, c'est encore la Banque de Chine qui donne le plus de pouvoir aux actionnaires.

D) *Au point de vue de la distribution des bénéfices.* — L'Etat chinois n'a aucune part dans les bénéfices de la Banque. Nous verrons, au contraire, que les actions gouvernementales bénéficient d'un intérêt moindre, 4 o/o, que celui servi aux capitalistes privés (7 o/o), ce qui n'est pas juste d'ailleurs. Laissons de côté ce point particulier où l'Etat n'est pris que comme actionnaire et étudions l'Etat comme

autorité publique. Ici sa participation aux bénéfices est inconnue et cela sous n'importe quelle forme. Non seulement la loi n'a pas stipulé que les bénéfices au-dessus d'un certain chiffre seront partagés entre l'Etat et les actionnaires, comme c'est le cas de la Reichbank, mais encore on chercherait en vain une disposition attribuant à l'Etat une partie des produits supplémentaires résultant des opérations d'escompte, comme la loi française l'exige de la Banque de France.

A ces différents points de vue la Banque de Chine n'a pas un caractère très gouvernemental ; elle est une Banque privée sinon dans toute la force du mot, du moins dans le même sens que celui que l'on peut donner aux Banques nationales de la plupart des pays, tels que l'Allemagne, la France, etc...

Les conclusions qui s'imposent à la suite des observations qui précèdent sont les suivantes :

1° Si à la suite d'une guerre notre pays venait à être occupé, l'ennemi vainqueur devrait respecter l'encaisse de notre Banque centrale ;

2° La Banque de Chine étant une société par actions doit être régie comme toutes les sociétés du même genre par les principes du droit commercial. Il appartient aux actionnaires seuls de statuer souverainement sur les changements ou modifications à apporter aux statuts en vigueur, cela naturellement dans les limites de la loi et en observant les conventions conclues avec l'Etat.

Les arguments invoqués par le Parlement de Pékin en vue d'abroger les statuts de la Banque de Chine sous le prétexte que cette banque a le caractère d'une Banque d'Etat ne portent pas. Les actes de ce Parlement sont nuls et de nul effet. Nous pouvons, par conséquent, examiner l'organisation de la Banque de Chine en la considérant comme une Banque privée et lui rappeler qu'elle aussi doit se comporter comme une Banque privée.

CHAPITRE III

Organisation de la Banque de Chine

La Banque de Chine a été depuis sa fondation jusqu'à nos jours pourvue de deux organisations bien distinctes. De 1913 à 1917 comme son capital se composait uniquement de fonds versés par l'Etat, c'était un gouverneur nommé par le Gouvernement central qui avait pleins pouvoirs de décision. Il n'existait ni Assemblée générale, ni Conseil d'administration. En un mot la Banque de Chine se présentait avec les traits et sous les caractères d'une véritable Banque d'Etat. Si d'après le règlement organique du 13 avril 1913 l'Etat n'était pas le propriétaire de cet Etablissement, il en était tout au moins le dépositaire temporaire.

Mais à partir de 1918, après la mise en vigueur des statuts fondamentaux rédigés en exécution du nouveau règlement du 21 novembre 1917 et approuvés par le ministre des Finances, en date du 23 janvier 1918, la Banque a changé complètement d'aspect. Il a été procédé à des émissions publiques

d'actions. Une Assemblée générale a été convoquée, des administrateurs ont été élus ; et aujourd'hui la Banque de Chine se trouve dotée d'une organisation définitive telle qu'elle a été prévue par ses fondateurs et qui ne diffère guère de celle de la plupart des Banques d'émission, dans ce sens qu'elle n'est plus administrée par un agent du gouvernement, mais par des représentants des actionnaires. Sans nous attarder sur l'organisation de la première époque qui avait un caractère provisoire et qui ne présente maintenant qu'un intérêt purement historique, nous passerons de suite à celle de la seconde. Comme elle constitue une organisation définitive et vivante, elle mérite d'être étudiée dans ses détails. Aussi nous diviserons notre chapitre en plusieurs sections pour en mieux dégager les traits caractéristiques.

SECTION PREMIÈRE

Actions

Les actions sont l'âme des Sociétés de capitaux, puisqu'on n'y rencontre aucune personne indéfiniment responsable.

La Banque de Chine étant une société par actions, ses titres doivent tout d'abord attirer notre attention.

I. — *Distinction entre les actions gouvernementales et les actions commerciales.*

Le capital primitif de la Banque, d'après le règlement organique de 1913, a été fixé à 60.000.000 de dollars divisés en 600.000 actions de 100 dollars chacune.

Le Gouvernement devait en souscrire la moitié, l'autre moitié étant réservée à la souscription publique. Les titres de la première catégorie portent le nom « d'actions gouvernementales », ceux de la seconde « d'actions commerciales ». Est-ce à dire que les dernières seules peuvent faire l'objet de négociations ? Nullement. Les unes et les autres sont transmissibles. N'y a-t-il pas, tout au moins, une différence entre ces deux sortes d'actions comme celle qui existe souvent dans les sociétés anonymes entre les actions de fondateurs et les actions ordinaires ? Pas davantage. Elles sont absolument semblables à tous les points de vue sauf en ce qui concerne le taux de l'intérêt lequel est attaché plutôt, comme nous le verrons, à la qualité des possesseurs qu'aux actions elles-mêmes.

L'expression « commerciale » provient simplement de ce que la plupart du temps les souscripteurs sont des commerçants. Quelle est donc la raison de cette distinction ? Il n'y en a aucune. En réalité cette déno-

mination présente le grave inconvénient d'imprimer à la Banque un caractère nettement gouvernemental. Il serait préférable de la supprimer. Malheureusement les expressions « action gouvernementale, ou action commerciale » employées par les statuts sont déjà passées dans le langage financier du pays et il nous est difficile de ne pas nous en servir. Ainsi nous conservons la distinction en prenant le soin, afin d'éviter toute erreur, de proclamer la similitude de ces deux sortes de titres.

1^o *Actions gouvernementales.* — Les 300.000 actions que le gouvernement devait souscrire n'étaient pas toutes réalisées. Pour permettre à la Banque de commencer ses opérations sur le champ, l'article 3 du règlement de 1913 exigeait de lui un versement immédiat de 10.000.000 de dollars représentant un tiers du montant de ses actions, mais à la fin de 1913 la Banque n'avait reçu que 2.950.587 dollars 16 centimes; il restait donc dû 7.069.112 dollars 84 centimes. En juillet 1914 le ministre des Finances lui remit 7.000.000 de dollars, non versés en numéraire, mais représentés par des titres d'emprunt d'Etat dont la valeur nominale était de 10.000.000 de dollars. En additionnant cette dation en paiement et la somme précédemment versée au comptant on arriverait à un total de 9.930.587. Il ne restait plus dû par le gouvernement qu'une solde débiteur de 69.412 dollars qui fut acquitté par une retenue sur

les intérêts revenant à ses actions au cours de l'exercice 1913. Ce fut de cette façon que fut versé le premier tiers du montant des actions gouvernementales.

Lorsqu'en 1915 la Banque décida de procéder à une émission publique de 100.000 actions le gouvernement promit de verser une somme égale à celles que la souscription publique devait procurer, soit 10.000.000 de dollars en représentation du deuxième tiers du montant de ses titres ; quoique la somme ainsi promise figurât dans le budget, le Trésor n'en avait réellement fourni en 1917 que 1.281.000.

Le Gouverneur M. Wang-Kô-Ming trouvant que ce capital apparent, composé de sommes non effectivement réalisées et de titres d'emprunt, ne présentait pas une garantie sérieuse demanda sa « réalisation », c'est-à-dire sa réduction à un chiffre effectif et exclusivement en numéraire, tout en maintenant le capital autorisé à 60.000.000. Comme moyen il proposa d'une part l'élimination du capital actuel de toutes les actions supposées et qui, en réalité, ne l'étaient pas, et, d'autre part, la restitution au gouvernement des titres précédemment donnés en versement. La proposition fut acceptée et depuis on n'a plus compté comme représentation du capital du gouvernement que trois paiements effectués au comptant, le premier de 2.930.587 dollars, le deuxième de 69.412, somme retenue sur les intérêts, le

roisième de 1.281.000, soit au total 4.281.000 dollars.

Une nouvelle demande fut adressée au Gouvernement d'élever cette somme à un chiffre rond de 5.000.000, et bien que son obligation de souscrire la moitié des actions eût été transformée par le règlement de 1917 en une simple faculté d'effectuer telles souscriptions qu'il jugerait à propos, il accueillit favorablement cette requête et effectua des versements successifs jusqu'à concurrence de la somme de 719.000 de dollars au moyen de prélèvements sur les impôts ; c'est de cette façon que les actions gouvernementales ont été réalisées et ramenées au chiffre actuel de 5.000.000 de dollars.

En terminant cette matière nous croyons intéressant de faire deux remarques :

a) La plupart des Banques d'émission telles que la Banque de France, la Banque du Japon, etc., ont commencé leurs opérations avec un capital relativement réduit, mais proportionnel à leur activité, puis elles l'ont augmenté au fur et à mesure que le développement des affaires l'a exigé. Les fondateurs de la Banque de Chine en fixant d'un seul coup le capital de leur entreprise à 60.000.000 de dollars paraissent avoir vu trop grand et avoir quelque peu manqué d'esprit pratique. Aussi la réduction qui a été opérée s'imposait-elle, car en réduisant le nombre de ses actions la Banque augmentait la part des bénéfices allouée à chacune, ce qui contribuait à relever le cours des titres ;

b) Contrairement à ce qui s'est passé en Europe où le capital a été en général prêté au gouvernement, comme cela a été le cas pour la Banque d'Angleterre à son origine, et pour la Banque de France en 1857, lors du doublement de son capital, en Chine c'est le gouvernement qui a avancé le capital à la Banque. Toutefois cette initiative gouvernementale ne saurait, avons-nous dit, enlever à la Banque son caractère privé.

2° *Actions commerciales.* — En exécution de l'article 2 du règlement de 1913 qui réservait la moitié des actions, soit 300.000 aux particuliers, 100.000 actions furent lancées dans le public en 1915, au prix de 100 dollars chacune. Jusqu'à la fin de 1917 on n'en obtenait qu'une somme de 3.643.300, représentée par 36.433 actions. Le Gouverneur, M. Wang-Kô-Ming, en même temps qu'il procéda à la réduction du capital gouvernemental ci-dessus rappelée, décida de compléter le capital commercial en l'égalant à celui du gouvernement. Ainsi la différence entre 5.000.000 et la somme de 3.643.300 obtenue par la souscription publique, soit 1.356.700 fut derechef demandée au public. Comme le nouveau règlement du 21 novembre 1917 venait de doter la Banque de son organisation définitive, laquelle offrait de sérieuses garanties aux actionnaires, l'appel rencontra un écho favorable. Le 18 décembre suivant, date de la clôture de la souscription, le produit des souscriptions s'éleva à 3.656.500 dollars et dépassa de

2.279.800 dollars la somme demandée. Le surplus fut accepté comme augmentation du capital, ce qui donna avec les 3.643.300 dollars antérieurement encaissés, un total de : 5.929.800 dollars divisés en 72.798 actions. Telle fut la façon dont fut formé le capital commercial.

II. — *Cours des actions*

Le 12 mai 1916 l'établissement du cours forcé, conséquence de la tentative de Yuan-ché-Kaï en vue d'une restauration monarchique, avait provoqué une baisse considérable sur les titres de la Banque qui perdirent jusqu'à 30 o/o de leur valeur nominale. Le premier effet de la réorganisation de 1917 fut de relever successivement leurs cours qui atteignirent en avril 1919 le prix nominal de 100 dollars. Les cotes officielles établies à la Bourse de Shanghai dans les mois qui suivirent la mise en vigueur de la nouvelle organisation nous renseignent à cet égard mieux que tout commentaire.

Cours moyen des actions		Cours moyen des actions	
1918 Juin.....	83,5 \$ ^{ch}	1918 Novembre.....	79 \$ ^{ch}
Juillet.....	78,5 —	Décembre....	80 —
Août.....	— —	1919 Janvier.....	80 —
Septembre...	— —	Février.....	85 —
Octobre.....	— —	Mars.....	93 —
		Avril.....	100 —

Mais le vote en 1919 par le Parlement de Pékin de la proposition du parti militaire portant abrogation du règlement de 1917 devait amener une nouvelle dépréciation de ces valeurs. Leur cours redescendit en mai 1919 à 85 dollars par action et depuis il n'est plus remonté ; au contraire la baisse s'est encore accentuée, qu'une action de 100 dollars ne coûtant plus que 80 dollars environ.

III. — *Forme et coupure des titres*

Les titres de la Banque sont exclusivement nominatifs (art. 5 du règlement de 1917) ; ils sont émis en coupures de 1, 5, 10, 50, 100 actions.

IV. — *Conditions exigées du possesseur des titres*

Les seuls citoyens de la République chinoise peuvent être actionnaires de la Banque de Chine (art. 5 du règl.). Cette disposition diamétralement opposée à l'article 5 des statuts fondamentaux de la Banque de France du 10 janvier 1808 qui dit expressément que les « actions de la Banque peuvent être acquises par les étrangers », est empruntée, comme beaucoup d'autres, d'ailleurs, au Japon où les étrangers ne peuvent ni être propriétaires fonciers ni posséder des actions des sociétés importantes telles que la Banque du Japon, the Yokohama Specie Bank limited, etc.

V. — *Transmissibilité des titres*

Les actions de la Banque sont transmissibles aussi bien par vente que par décès. La vente s'opère par endossement. Le cédant ou le cessionnaire doivent ensuite remettre le titre endossé à la Banque qui l'inscrit sur les registres tenus à cet effet. Les mêmes formalités de remise et d'inscription sont exigées en cas de succession. En cas de perte la Banque ne peut être tenue de délivrer de nouveaux titres que moyennant caution et quatre mois après l'insertion de la perte dans des journaux officiels et privés. Le transfert des titres quel qu'il soit, s'effectue aux frais des actionnaires.

VI. — *Bénéfices*

Le capital-actions a donné de très beaux revenus, la Banque n'ayant cessé de faire des bénéfices même pendant la période la plus critique de 1916. Nous indiquons dans le tableau ci-dessous le chiffre annuel de ces bénéfices depuis 1912 jusqu'à 1918, ainsi que celui du capital existant dans chaque exercice correspondant. En divisant le premier de ces chiffres par le second nous obtenons le taux du revenu annuel que le capital a procuré.

Années	Bénéfices	Capital versé	Taux du revenu annuel
1912	87.802,95 taëls (pour les derniers 5 mois seulement les bénéfices annuels seraient de : 210.524,08)(1)	339.802,95 taëls	60 %
1913	300.066,7 \$ ^{ch}	2.930.587,16 \$ ^{ch}	10 %
1914	1.410.000 \$ ^{ch}	3.000.000 \$ ^{ch}	47 %
1915	3.581.633,32 \$ ^{ch}	12.312.000 \$ ^{ch} (7.000.000 versés en titres).	29 %
1916	3.921.212,66 \$ ^{ch}	12.509.800 \$ ^{ch}	31 %
1917	2.073.032 \$ ^{ch}	12.271.800 \$ ^{ch} (entièrement versés au comptant)	18 %
1918	3.790.000 \$ ^{ch}	12.279.800 \$ ^{ch}	31 %

Mais ces bénéfices n'allaient pas tous aux actionnaires ; ils étaient affectés aux différents emplois dont les principaux sont les suivants :

1. La Banque de Chine a été fondée en 1913, officiellement : mais, en fait, elle avait commencé ses opérations depuis le mois d'août 1912, en remplacement de la Banque Impériale qui devait être mise en liquidation. Comme le règlement organique n'était pas encore voté à cette époque et qu'il n'y avait, par conséquent, aucune base juridique pour la Nouvelle Banque, elle était obligée de respecter l'organisation administrative et les traditions de son prédécesseur. D'où la tenue de la comptabilité dans l'ancienne unité monétaire qui était le kuping-taël,

a) *Réserve légale.* — La part affectée à la réserve légale doit être prélevée avant tout partage de bénéfices ; la chose est stipulée formellement par les règlements successifs et les statuts fondamentaux qui régissent la Banque. L'article 7 du règlement du 21 novembre 1917 qui, du reste, se borne à reproduire les textes de deux anciens règlements de 1913 et 1915 sur ce point, s'exprime ainsi : « Sur les bénéfices nets de chaque exercice il sera prélevé un dixième ou davantage pour constituer un fonds de réserve avant que toute distribution de revenu ait eu lieu. »

Cette manière de répartir est bien différente de celle indiquée dans l'article 18 des statuts de la Banque Ta-tsing qui stipulait la distribution de l'intérêt avant le prélèvement de la part de réserve et qui se rapprochait par là de l'article 8 de la loi française du 24 germinal an XI, d'après lequel la réserve se composait uniquement du bénéfice excédant le dividende annuel de 6 o/o du capital. Comme, d'autre part, le prélèvement de réserve ne comporte pas de limite maxima, tous les bénéfices pourraient être absorbés par lui et le dividende se trouverait réduit à néant ou à un chiffre dérisoire. Cependant une telle éventualité n'est pas à craindre, tout d'abord parce que toute affectation au fonds de réserve doit être votée par l'Assemblée générale et approuvée par le ministre des Finances et ensuite parce que

l'intérêt doit être complété par un prélèvement sur le fonds de réserve dans le cas où il n'atteindrait pas 7 o/o du capital pour les actions commerciales et 4 o/o pour les actions gouvernementales. C'est précisément là une des destinations de ces fonds. L'article 8 du même règlement dispose que le dit fonds de réserve est destiné aux emplois suivants :

- 1^o Compenser la perte du capital ;
- 2^o Maintenir le taux de l'intérêt.

Donc en fait dans la nouvelle Banque comme dans l'ancienne, la distribution de l'intérêt, c'est-à-dire le premier dividende, passe avant l'affectation à la réserve. Il est même mieux assuré maintenant qu'autrefois, étant garanti par le gouvernement ainsi que nous le verrons tout à l'heure.

b) *Intérêt*. — Le deuxième prélèvement effectué sur les bénéfices est la part de l'intérêt. C'est le premier dividende comme celui des sociétés ordinaires avec cette différence qu'il est garanti par le gouvernement.

Cette garantie se traduit des deux manières suivantes :

1^o Le gouvernement exige pour ses actions un intérêt moindre que celui qui doit être réservé aux actions commerciales. Fixé d'abord à 5 o/o du capital il fut abaissé à 4 o/o en 1915 lors de l'émission de 100.000 actions commerciales, tandis que l'intérêt promis à celles-ci fut stipulé à 7 o/o. L'article 36 des

statuts fondamentaux qui conserve ces taux respectifs porte que : « les intérêts à servir par la Banque sont de deux sortes : 1° 7 0/0 pour les actions commerciales ; 2° 4 0/0 pour les actions gouvernementales ».

2° Dans le cas où le prélèvement sur les fonds de réserve ne suffirait pas à donner un intérêt de 7 0/0 aux actions commerciales, il y serait pourvu par un prélèvement sur la part d'intérêt allouée aux actions gouvernementales, à moins que le gouvernement ne procure d'autres fonds nécessaires pour parfaire cet intérêt. On serait tenté de croire qu'il y a là une imitation d'un système étranger tel que celui qui s'applique aux compagnies de chemins de fer français. Il n'en est rien. Il s'agit là, en réalité, d'un simple vestige des anciens usages des établissements bancaires du Chanhsi (Piao-Haô). Dans ces maisons on avait l'habitude de verser chaque année un certain intérêt aux propriétaires du capital, abstraction faite du résultat de l'exercice. S'il y avait un excédent après le paiement de l'intérêt, il était partagé entre les employés et les capitalistes. C'est aussi là l'origine de la participation du personnel aux bénéfices adoptée par la Banque Ta-tsing et conservés par la Banque de Chine dont nous parlerons dans la suite.

Dans un pays comme la Chine et à une époque comme celle de 1915, les capitaux étaient extrême-

ment difficiles à trouver. L'esprit d'association était peu répandu, le souvenir de la faillite de la Banque Ta-tsing restait vivace dans toutes les mémoires, enfin la troisième révolution était en état de gestation. Dans de telles circonstances la promesse d'un intérêt élevé et garanti *ne pouvait qu'encourager le public à souscrire*, mais à elle seule, elle ne suffisait pas. Les capitalistes prenaient surtout en considération la solidité de la Banque, laquelle ne pouvait être assurée d'après eux que par son indépendance. C'était cette indépendance qui lui permettait de refuser des avances exagérées comme celles qu'elle avait consenties ou plutôt qu'on lui avait arrachées en 1916 et qui avaient manqué la ruiner. De tout ceci nous trouvons une preuve dans le fait que la deuxième émission de 1917, après l'organisation définitive de la Banque, en d'autres termes après la conquête de son indépendance, a eu un succès beaucoup plus grand que la première de 1915. La somme obtenue a dépassé, comme nous l'avons dit, de plus de 2 millions le chiffre demandé. D'autre part le cours des actions de 100 dollars s'est relevé successivement de 50 à 100, depuis le milieu de 1918 jusqu'au mois de mars 1919, alors que leur revenu comprenant l'intérêt et le dividende tombait de 16 o/o à 12 o/o. Leur nouvelle baisse à 80 depuis la tentative d'abrogation du règlement de 1917 qui sert de base à l'organisation actuelle et consacre l'indé-

pendance de la Banque, est une nouvelle démonstration de ce fait. Aussi, si efficace qu'elle soit, nous ne tenons pas à garder cette protection du gouvernement, car elle pourrait lui servir de prétexte pour exercer son influence ou pour exiger de la Banque des compensations onéreuses.

Au surplus comme les actionnaires réclament l'égalité des actions, il serait injuste de laisser subsister cette seule inégalité d'intérêt aux dépens du gouvernement. Pour que la Banque ait un caractère entièrement privé, il ne faut pas qu'il existe une différence si petite soit-elle entre les titres, aussi bien au point de vue de leur dénomination (à notre avis le nom d'actions gouvernementales devrait être supprimé), qu'au point de vue de leur qualité.

Il convient de noter que cette différence qui provient d'une concession du gouvernement ne lie que lui et ne s'attache pas aux actions elles-mêmes. Aussitôt que celles-ci seront transférées entre les mains des particuliers, elles bénéficieront du même taux d'intérêt que les autres.

Quant à l'époque du paiement de l'intérêt, aucune disposition ne la précise ; l'article 67 des statuts se borne à dire que « l'intérêt et le dividende sont payables chaque année après que toutes les répartitions ou affectations sont votées par l'Assemblée générale et approuvées par le ministre des Finances. »

Ce sont là deux affectations obligatoires. S'il reste

un excédent, on procédera à d'autres affectations telles que, réserve spéciale, part du personnel, dividende etc.

C) *Réserve spéciale.* — Cette partie de la répartition n'est soumise à aucune limite ni maxima ni minima. Elle peut être très considérable ou minime, mais en fait elle a été toujours égale et même souvent plus élevée que la part affectée à la réserve légale. Additionnés ensemble les fonds de ces deux réserves se sont élevés rapidement : à 2.714.948 dollars en 1917 et à 3.197.486 en 1918. Si l'on tient compte de la part leur revenant à la fin de ces deux années, ils atteindraient les chiffres respectifs de 3.197.486 et de 4.113.772. En comparant ces chiffres avec le capital versé (12.297.800) la proportion est de 22 0/0 en 1917 et 35 1/2 0/0 en 1918, chiffre assez élevé que la plupart des Banques d'émission n'ont pas atteint dans leurs débuts. Cependant la Banque n'a pas été à l'abri de critiques. A la fin de son article intitulé « comparaison entre les résultats de la Banque du Japon, et ceux de la Banque de Chine dans la sixième année de leur constitution » (1887 pour la première, 1917 pour la seconde), publié le 1^{er} mai 1918 dans le *Banquier hebdomadaire* ou *The Bankers Weekly de Shanghai*, (1), M. Siu-Tsang-Choeï, écrit ceci : « La Banque de Chine ne le cède

1. *The Bankers Weekly*, n° 74, p. 15.

en rien à la Banque du Japon pour les résultats obtenus dans la même période de vie ; nous n'avons qu'une chose à faire remarquer, c'est que les fonds de réserve de celle-là ne se sont élevés qu'à 2 millions environ tandis que le chiffre réalisé par celle-ci atteignait 4 millions. « La politique, continue-t-il, de la Banque de nos voisins était d'autant plus sage et d'autant plus prévoyante qu'elle n'avait obtenu qu'un gain médiocre dans les cinq premières années alors que notre institution centrale a toujours fait de beaux bénéfices ».

Certes, l'exemple de la Banque du Japon est très utile à suivre pour consolider la situation de notre Banque d'émission, mais un prélèvement trop élevé pour les réserves ne pourrait que diminuer la part revenant au dividende, et aurait une répercussion fatale sur le cours des actions qui ont déjà reperdu de 20 o/o de leur valeur nominale. D'autre part comme les bénéfices restent toujours sujets aux retenues des réserves, il ne faudra pas un temps bien long pour accumuler des fonds plus considérables. Aussi à ce point de vue nous n'avons aucun reproche à adresser à la Banque.

Une question importante s'est posée récemment à l'occasion du dépôt par le parti « Ngun Fong » d'une proposition relative à l'augmentation du capital de la société. Quel devait être dans cette occurrence le sort des réserves ? Devaient-elles rester la

propriété exclusive des actionnaires actuels ou devaient-elles profiter également aux actionnaires futurs ?

Les actionnaires actuels, indignés d'une telle manœuvre émanant de politiciens sans vergogne, en demandaient le partage immédiat en même temps qu'ils réclamaient le retrait de leur capital qu'ils utiliseraient pour former d'autres banques indépendantes. Leur cause était juste, mais leur moyen de défense était mal choisi. De même que nous devons maintenir le système unitaire d'émission de même nous devons nous prononcer pour la conservation des réserves; lesquelles sont, en même temps qu'un élément de prévoyance, une garantie de la solidité de la Banque. Contre les intrigues politiques il faut trouver d'autres moyens plus énergiques que le séparatisme et le suicide. Si on craint qu'il en résulte pour les nouveaux actionnaires un enrichissement sans cause, qu'on se borne à suivre l'exemple de la Banque de France, c'est-à-dire qu'on émette de nouvelles actions au prix primitif majoré de la part de réserve afférente à chaque titre. La justice et la nécessité seront ainsi conciliées.

d) *Dividende*. — La deuxième part allouée aux actions porte le nom de « dividende ». Nous indiquerons dans le tableau ci-dessous son taux annuel d'après le cours primitif des actions (100 dollars)

depuis 1915 date à laquelle le capital commercial a commencé à se former.

Années	Taux de dividende
1915.....	7 0/0
1916.....	9 0/0
1917.....	5 0/0
1918.....	7 0/0

Ajouté à l'intérêt garanti 7 0/0 ce taux donne les chiffres ci-dessous.

Années	Taux de revenu total de chaque action
1915.....	14 0/0
1916.....	16 0/0
1917.....	12 0/0
1918.....	14 0/0

C'est donc un revenu annuel de 14, 16, etc. pour 100. Si on fait entrer en ligne de compte la dépréciation des actions qui sont cotées actuellement à 80 dollars environ chacune, ce taux ne sera plus 14 ou 16 pour 100, mais 17 ou 20 pour 100. Bien que l'argent soit très cher dans notre pays un tel revenu n'en est pas moins séduisant ; il ne suffit pourtant pas à relever le cours des titres de la Banque. Si on se rappelle la cause de cette baisse l'on comprend les raisons pour lesquelles il est préférable d'envisager la sûreté des placements que leur productivité ;

e) *Part du personnel.* — La participation aux

bénéfices qui est aujourd'hui présentée comme le nœud de la question sociale est usitée depuis plusieurs siècles par un grand nombre de commerçants chinois, notamment par les banquiers du Chan-Hsi, comme mode normal de rémunération de leur personnel. La Banque du Hou-Pou où Ministère des Finances, alliage d'institutions occidentales et de traditions chinoises, adopta cet usage que la Banque Impériale et la Banque de Chine conservèrent et continuèrent. Toutefois une différence doit être signalée entre ces divers établissements ; tandis que chez les banquiers du Chan-Hsi la quote-part de chaque employé constituait souvent sa seule rétribution, le personnel des trois autres banques ci-dessus indiquées touchait des appointements fixes et le partage des bénéfices ne constituait pour lui qu'un supplément. Selon la classification de M. Pic (1) la participation telle que la Banque de Chine la pratique actuellement doit entrer, au point de vue de son établissement, dans le type des participations aux bénéfices nets et généraux, et, au point de vue de son mode de répartition, dans le type des participations à répartition immédiate. Pour le taux de la participation il n'existe aucun contrat entre le personnel et la Banque. Celle-ci s'est réservée de le

1. Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, éd., 1912, nos 1358 et 1359.

déterminer chaque année à son gré, sauf à observer la limite d'un maximum fixé par l'article 66 des statuts lequel ne peut dépasser 30 o/o de l'excédent des bénéfices. Toutefois depuis 1915 la part destinée à cet objet s'est toujours approchée de cette limite. Seul le chiffre de 1917 s'en est un peu écarté, et la chose s'explique par les bénéfices relativement réduits réalisés pendant cet exercice. Voici à titre de renseignements les chiffres exacts de la part allouée au personnel sur l'excédent des bénéfices.

1915.....	28 o/o	1917.....	29 o/o
1916.....	28 o/o	1918.....	30 o/o

La part remise à chaque employé a été en 1918 égale à la moitié de son traitement. C'est là, semble-t-il, une assez belle gratification, surtout si l'on songe qu'il s'agit de l'exploitation d'une banque dans laquelle le capital joue un rôle pour le moins aussi considérable, pour ne pas dire plus, que le travail. Toutefois cela n'empêcha pas les employés de manifester leur mécontentement à l'égard du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale dont l'un avait proposé et l'autre voté la quote-part à distribuer.

Si l'on compare la somme prélevée de ce chef à celle répartie aux actions la proportion de l'une par rapport à l'autre est la suivante :

Années	Taux de la participation dans la proportion du revenu total distribué aux actions
1915.....	73 0/0
1916.....	62 0/0
1917.....	38 0/0
1918.....	51 0/0

La part des capitalistes n'a donc pas été beaucoup plus élevée que celle des salariés. Aussi les revendications de ces derniers nous paraissent quelque peu exagérées. Toutefois nous sommes d'avis qu'il serait bon d'opérer une certaine retenue sur les bénéfices supplémentaires en vue de la constitution d'un fonds de retraite à leur profit ; cela présenterait la double utilité d'assurer, d'une part, la sécurité de la vieillesse au personnel, et de permettre, d'autre part, à la banque de conserver ses agents les plus expérimentés et le plus au courant des affaires grâce à l'attrait d'une pension qui ne serait accordée qu'à ceux d'entre eux qui compteraient un certain nombre d'années de services.

f) *Affectations diverses.* — Ce sont, par exemple, les reports, les comptes destinés à compenser des créances en souffrance et certaines pertes, et les bonifications accordées aux actionnaires ayant libéré leurs actions à l'époque voulue. Les reports constituent un article simple et peu important ; il n'y a pas lieu d'y insister. Les deux autres articles (comptes destinés à compenser des créances en

souffrance et certaines pertes et les bonifications accordées aux actionnaires ayant libéré leurs actions à l'époque voulue) représentent parfois un chiffre assez élevé, mais ils ne sont pas réguliers, c'est-à-dire n'ont pas lieu tous les ans, surtout le dernier qui prélevé une fois pour toutes ne se renouvellera pas ; il est inutile d'entrer dans leur détail.

Le tableau ci-contre servira de résumé à l'exposé que nous venons de faire et nous donnera une idée exacte des différents emplois des bénéfices.

On constatera qu'aucune charge n'est imposée à la Banque au profit de l'Etat en tant que puissance publique. Cela ne peut s'expliquer que par le désir d'encourager notre nouvelle Banque d'émission. Lorsque sa situation sera plus solide, et que son exploitation sera devenue plus productive il sera juste d'attribuer une part de bénéfice à l'Etat pour la concession qu'il a faite du privilège. C'est aussi par le moyen d'impôts ou de redevances qu'à l'heure actuelle la plupart des gouvernements s'assurent des avantages de ce chef. La gestion directe ou la commandite dans l'exploitation de l'émission ne sont guère pratiquées.

En terminant cette section nous nous permettrons d'exprimer le vœu de voir le Gouvernement céder le plus tôt possible au public les actions qu'il possède dans la Banque afin que celle-ci ait un capital exclusivement privé et dispose d'une indépendance plus complète, ce qui ne pourra que contribuer pour

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Réserve légale.....	8.072,38 taëls	30.001,6 \$ ^{ch}	282.000 \$ ^{ch}	358.165,3 \$ ^{ch}	302.121,27 \$ ^{ch}	207.303,2 \$ ^{ch}	379.001,12 \$ ^{ch}
Intérêts.....	7.079,19 —	146.529,36 \$ ^{ch}	210.000 \$ ^{ch}	422.431,97 \$ ^{ch}	572.778 \$ ^{ch}	656.670 \$ ^{ch}	709.586 \$ ^{ch}
Réserve spéciale.....	8.072,38 —	60.003,34 \$ ^{ch}	282.000 \$ ^{ch}	716.330,6 \$ ^{ch}	571.262,68 \$ ^{ch}	275.269,3 \$ ^{ch}	540.289,81 \$ ^{ch}
Dividende.....	»	»	»	577.421,75 \$ ^{ch}	722.857,25 \$ ^{ch}	383.130 \$ ^{ch}	859.586 \$ ^{ch}
Part du personnel aux bénéfices.....	12.108,57 —	41.956,17 \$ ^{ch}	465.300 \$ ^{ch}	799.295,61 \$ ^{ch}	799.767,75 \$ ^{ch}	400.000 \$ ^{ch}	810.427,22 \$ ^{ch}
Bonification aux actionnaires qui ont libéré leurs actions à l'époque voulue..	»	»	»	»	»	»	200.000 \$ ^{ch}
Comptes destinés à compenser les créances irréalisables....	»	11.958,56 \$ ^{ch}	141.000 \$ ^{ch}	200.000 \$ ^{ch}	100.000 \$ ^{ch}	»	»
Report à l'exercice suivant.....	52.470,43 —	9.567,6 \$ ^{ch}	29.700 \$ ^{ch}	599.007,77 \$ ^{ch}	762.425,71 \$ ^{ch}	154.393 \$ ^{ch}	291.126,03 \$ ^{ch}
Total des bénéfices...	87.802,95 —	300.016,63 \$ ^{ch}	1.410.000 \$ ^{ch}	3.672.653,00 \$ ^{ch}	3.921.212,66 \$ ^{ch}	2.076.765,50 \$ ^{ch}	3.790.011,18 \$ ^{ch}

beaucoup à son développement et à sa prospérité.

SECTION II

Assemblée générale des actionnaires

Au-dessus de toute l'organisation administrative, règne l'Assemblée générale des actionnaires. On peut dire qu'elle est l'organe souverain de l'établissement. C'est elle qui donne l'impulsion au mécanisme administratif en lui désignant ses membres ; c'est elle aussi qui exerce le contrôle définitif par le droit qu'elle possède d'examiner ses comptes. Pour bien connaître cet organe si important, nous l'étudierons sur les points suivants : origine, sessions, composition.

A) Origine. — Comité représentatif des actionnaires. — L'Assemblée générale telle qu'elle fonctionne aujourd'hui n'a coexisté ni avec la naissance de la Banque, ni avec la formation du capital privé lequel a eu lieu en 1915 ; mais à partir de cette année, les actionnaires ont joué un rôle actif. Nous avons dit que grâce aux mesures prises par eux, la succursale de Shanghai et celles de beaucoup d'autres villes avaient pu s'opposer à la mise à exécution du décret de Yuan-ché-kaï du 16 mai 1916 ordonnant la suspension du paiement en espèces et du remboursement des billets. Mais les actionnaires privés

ne devaient pas s'en tenir là ; leur influence se fit sentir en d'autres matières, notamment dans la gestion de la Banque à laquelle le gouvernement se vit obligé de les initier. Quoique d'après le règlement alors en vigueur ils n'eussent aucun droit de s'immiscer dans cette gestion, il fut institué en février 1917, sur la proposition du Gouverneur M. Siû-Ngên-Yuan, un comité, dit représentatif, des actionnaires, composé de 9 membres dont 6 nommés par le Gouvernement agissant en qualité de plus gros actionnaire, et 3 élus par les actionnaires privés. Toutes les questions importantes telles que l'orientation de la politique générale de la Banque, l'émission des nouveaux titres, la circulation, le service de trésorerie, les avances au gouvernement, etc... étaient soumises à ses délibérations. Il fut en quelque sorte la voix des actionnaires jusqu'au 29 février 1918, date à laquelle la première Assemblée générale fut convoquée en vertu du règlement de 1917. Mais tout en succédant aux fonctions exercées par le comité représentatif, l'Assemblée générale n'a rien de commun avec lui, ainsi que nous le verrons, surtout dans sa composition et dans ses décisions.

B) Sessions. — Il y a lieu de faire ici en ce qui concerne les Assemblées générales ordinaires et les Assemblées générales extraordinaires, les mêmes distinctions que dans les sociétés par actions ordinaires, soit quant à l'objet de leurs délibérations, soit

quant à l'époque de leurs réunions, ces matières étant régies par l'article 18 du règlement de 1917.

L'Assemblée ordinaire se tient une fois l'an au siège social sur la convocation du Gouverneur. Aucune disposition ne fixe l'époque précise de la réunion. En fait elle a toujours eu lieu dans les premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice précédent. L'Assemblée extraordinaire peut être convoquée soit lorsque le Gouvernement en reconnaît la nécessité, soit lorsque cette mesure est acquise par l'unanimité des administrateurs ou des censeurs ou encore par cinquante actionnaires ayant accès à l'Assemblée et possédant ensemble le dixième au moins du capital social. Les convocations tant à l'Assemblée ordinaire qu'à l'Assemblée extraordinaire sont faites par un avis inséré trente jours au moins avant l'époque de la réunion dans les journaux. En outre l'objet et la date de la réunion doivent être portés à la connaissance des actionnaires par lettres. Ce délai de trente jours peut, d'ailleurs, être réduit à vingt jours en cas d'urgence (art. 20 et 21 du règlement de 1917 et art. 46 à 49 et 54 des statuts).

C) **Composition.** — A la différence de la Banque de France qui limite le nombre des membres de son Assemblée générale aux deux cents plus forts actionnaires de l'universalité des actions est représentée dans l'Assemblée générale de la Banque de Chine, mais pour éviter l'encombrement et

la présence de personnes qui n'ont pas un intérêt très grand à la prospérité de l'établissement, les statuts subordonnent le droit de prendre part aux assemblées à la possession de 10 actions au minimum. Le nombre de voix dont dispose chaque actionnaire est proportionnel au nombre de ses actions ; il a autant de voix qu'il réunit de masses de 10 actions. Toutefois au-dessus de 100 actions, il fallait d'après le règlement de 1913, pour avoir une voix supplémentaire posséder non plus 10 actions mais 50. En vue d'augmenter le pouvoir pourtant déjà si écrasant de l'Etat, propriétaire de 50.000 actions, le règlement de 1915 a abaissé le chiffre à 30. Ainsi au lieu de posséder 1.008 voix dont 10 conférées par 100 actions et 998 par 49.900 autres, l'Etat dispose maintenant de 1.663 voix. Sans doute les voix possédées par l'ensemble des actionnaires dépassent celles du Gouvernement, mais comme elles sont souvent isolées, elles perdent de leur force et il n'est pas exagéré de dire que ce sont, en quelque sorte, les représentants du Gouvernement qui font la loi à la Banque. Nous avouons sur ce point que notre institution d'émission n'est pas une Banque privée dans toute la force du mot. Pour qu'elle soit mieux en harmonie avec les règles communes aux sociétés par actions et que les petits actionnaires ne soient pas complètement sacrifiés, une restriction s'impose : à supposer qu'il ne soit pas possible de faire comme

la Banque de France qui ne donne à chacun de ses membres qu'une voix quelque nombre d'actions qu'il possède, il faudrait tout au moins limiter le nombre de voix à un certain chiffre. Cette modification serait d'autant plus nécessaire qu'elle écarterait l'influence politique malsaine en même temps qu'elle prévendrait la domination de la ploutocratie qui pourrait régner un jour dans notre pays.

Les statuts subordonnent, en outre, à certaines formalités l'exercice du droit de prendre part à l'Assemblée :

Tout d'abord il faut que la possession de 10 actions figure sur les registres de la Banque soixante jours avant la réunion. Il faut ensuite que les possesseurs de ces actions déposent leurs titres au siège social ou aux succursales de leur résidence. Il leur est délivré en échange un récépissé sur la présentation duquel ils peuvent demander leur carte d'entrée à l'Assemblée et la copie de l'ordre du jour ainsi que des rapports.

Tout actionnaire propriétaire de 10 actions et qui en a effectué le dépôt prescrit par la loi peut, en cas d'empêchement, se faire représenter, mais il ne peut confier son mandat qu'à un actionnaire, membre lui-même de l'Assemblée, et chaque mandataire ne peut avoir plus de 10 voix.

Les mêmes règles s'appliquent aux femmes mariées, aux mineurs et aux interdits quand ils veulent se faire représenter par un membre de l'Assemblée.

Les sociétés privées ou établissements publics sont valablement représentés par leurs gérants, associés ou agents (pour eux le mandat n'est pas nécessairement confié à un membre de l'Assemblée). D'autre part on ne tient compte que des opinions émises dans la réunion même ; celles qui seraient exprimées par lettres ne doivent pas être prises en considération (art. 50 à 52 des statuts).

D) **Attributions.** — Il faut aussi distinguer au point de vue des attributions l'Assemblée ordinaire et l'Assemblée extraordinaire.

1° *Assemblée ordinaire.* — Elle est réunie périodiquement et sa compétence embrasse les affaires courantes. Elle entend les rapports des administrateurs et celui des censeurs, examine les comptes annuels et note le taux du dividende ainsi que les autres répartitions (art. 61 à 66 des statuts).

C'est également à elle qu'il appartient d'élire les administrateurs et les censeurs (art. 26 des statuts).

2° *Assemblée extraordinaire.* — Convoquée dans des circonstances spéciales, elle exerce son pouvoir sur des questions exceptionnelles et importantes qui font l'objet de sa convocation ; elle peut apporter aux statuts toutes les modifications nécessaires ou utiles, notamment en ce qui concerne l'augmentation du capital, la prolongation de la durée de la société, actuellement fixée à trente ans (art. 4 et 5 des statuts). Elle peut, comme l'Assemblée ordinaire, du

reste, révoquer pour cause d'incapacité ou de fraude les gouverneurs et vice-gouverneurs, les administrateurs et censeurs, procéder à leur remplacement et même, s'il y a lieu, les poursuivre en justice.

E) *Quorum, délibérations et votes.* — Les Assemblées générales délibèrent valablement lorsqu'elles sont composées d'un cinquième des actionnaires représentant la moitié du capital social. Le *quorum* exigé est plus élevé pour l'Assemblée extraordinaire, convoquée en vue de statuer sur des modifications à apporter aux statuts ; il doit être dans ce cas de la moitié des actionnaires et représenter les trois cinquièmes du capital social (art. 57 des statuts). Les statuts ne prévoient pas le cas où la première convocation ne réunirait pas le nombre d'actionnaires ou la portion du capital voulus. S'il devient par la suite nécessaire de convoquer une nouvelle Assemblée peut-elle délibérer valablement quel que soit le *quorum*? Dans le silence des statuts il y a lieu d'exiger que cette nouvelle Assemblée satisfasse aux mêmes conditions que la première. Ainsi la modification proposée aux statuts est impossible, qu'il s'agisse d'une première ou d'une subséquente Assemblée, si on ne parvient pas à réunir la moitié des actionnaires et les trois cinquièmes du capital. Les autres délibérations sont nulles si les membres présents ou représentés de l'Assemblée n'atteignent

pas le cinquième des actionnaires possédant la moitié du capital.

La présidence de l'Assemblée appartient de droit au gouverneur et la vice-présidence au vice-gouverneur.

Les délibérations ne peuvent porter que sur les questions mentionnées dans les lettres de convocation adressées aux actionnaires avant la réunion. Cependant le Conseil d'administration ou le Comité des censeurs peut, si les circonstances l'exigent, supprimer de l'ordre du jour certaines questions y figurant et en proposer d'autres. Les propositions émanant des actionnaires ne peuvent être portées à l'ordre du jour que si elles sont revêtues de la signature de dix membres de l'Assemblée, communiquées, dix jours avant la réunion, au Conseil d'administration et acceptées par lui.

Le Conseil d'administration a le droit, en outre, de mettre, même au cours des séances, des questions en délibération (art. 565). Les modes de vote sont fixés par le Président. Chaque votant n'a qu'un bulletin sur lequel il mentionne toutes les voix qu'il possède. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, sauf le cas de modification aux statuts où une majorité spéciale des trois cinquièmes est exigée (art. 58 des statuts).

Les délibérations de l'Assemblée générale prises

conformément aux statuts obligent tous les actionnaires même les absents, les dissidents et les incapables (art. 55 des statuts).

Par ce qui précède on voit que l'Assemblée générale actuelle de la Banque de Chine a non seulement un pouvoir infiniment plus étendu que son prédécesseur, le comité représentatif, qui n'était en quelque sorte qu'un corps consultatif, mais aussi qu'elle dépasse à cet égard les Assemblées générales de beaucoup de Banques d'émission, notamment celle de Banque de France qui, n'ayant d'autres pouvoirs que d'élire les régents et les censeurs, ne peut ni délibérer ni prendre une décision quelconque sur les comptes qui lui sont soumis et celle de la Reichbank dont l'unique compétence consiste à élire un comité de surveillance.

SECTION III

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est aussi un organe très important ; nous l'étudierons comme nous avons fait pour l'Assemblée générale, sur tous ses points essentiels.

A) *Composition.* — Le Conseil d'administration se compose, en outre du gouverneur comme président et

du vice-gouverneur comme vice-président, de neuf administrateurs. Son mode de recrutement a été modifié à deux reprises. D'après l'article 16 du règlement de 1913 lequel article n'a pas d'ailleurs été appliqué, les administrateurs devaient être tous élus par l'Assemblée générale des actionnaires. Les statuts dits « du capital commercial » du 15 septembre 1915, en modifiant cet article, ont établi un système combiné d'élection et de nomination, en vertu duquel six administrateurs devaient être nommés par le gouvernement sur une liste de candidats présentés en nombre triple par l'Assemblée générale. Celle-ci avait le droit, à son tour, d'en élire trois sur une liste également en nombre triple, dressée par le gouvernement. Ce système comme le précédent ne fut pas appliqué pour des raisons que nous avons déjà indiquées et sur lesquelles nous ne reviendrons pas.

Le règlement de 1917 a rétabli le mode électif de 1913. C'est en vertu de ce système que la première Assemblée générale des actionnaires, convoquée le 7 février 1918, a élu ses neuf administrateurs présentement en fonctions. La loi n'oblige pas l'Assemblée générale à choisir ses mandataires dans telle ou telle catégorie de citoyens, mais cette assemblée n'est pas absolument libre en cette matière. Son choix doit porter sur des candidats qui possèdent des connaissances commerciales ou financières et dont la bonne conduite et l'excellente réputation

sont notoires; les faillis et les personnes ayant encouru la dégradation civique sont exclus (art. 32 du règlement de 1917). En outre, pour intéresser les administrateurs à la bonne gestion et à la prospérité de l'établissement, on exige qu'ils soient eux-mêmes actionnaires; aussi, d'après l'article 16 du règlement de 1917, les élus sont tenus de justifier, avant leur entrée en fonctions, de la propriété de 100 actions (50 seulement d'après le règlement de 1913), lesquelles étant affectées en totalité à la garantie de leurs actes, sont déposées entre les mains des censeurs, leur restitution ne pouvant être demandée par leurs propriétaires qu'après la clôture de l'exercice au cours duquel le mandat de ces derniers est venu à expiration. L'inaliénabilité de ces actions n'est pas prescrite. Peut-être les rédacteurs des statuts ont-ils estimé qu'elle est inutile puisque les titres en question ne sont plus en possession de leurs propriétaires. Telles sont les conditions d'éligibilité des administrateurs. En outre ceux-ci doivent s'engager à observer, comme le reste du personnel, dans toute leur rigueur, les statuts et règlements de l'établissement et à garder la plus scrupuleuse discrétion sur toutes ses opérations.

Le vote se fait au scrutin de liste. Pour être élu il faut avoir la majorité des voix. S'il n'y a pas eu de majorité absolue, on procède à un scrutin de ballottage entre les candidats d'un nombre double de ceux

à élire et qui ont réuni le plus de voix au premier tour, et ceux qui, à ce scrutin de ballottage, obtiennent la majorité sont proclamés. En cas d'égalité de voix, le choix se fait au sort : la préférence n'est pas donnée au plus âgé (art. 34 des statuts).

Le mandat des administrateurs n'est pas gratuit ; ils touchent un traitement fixe déterminé par le ministre des Finances ; il ne leur est pas délivré de jetons de présence pour les séances auxquelles ils assistent ; toutefois, étant assimilés au personnel de la banque, ils participent aux bénéfices.

La durée du mandat d'administrateur est de quatre ans et les administrateurs sont rééligibles. A l'expiration de leurs pouvoirs l'Assemblée générale est appelée à procéder à de nouvelles élections. Toutefois cette disposition ne s'applique qu'à cinq administrateurs, les quatre autres étant désignés au sort parmi les administrateurs sortants. L'Assemblée générale est donc obligée de garder en fonctions un certain nombre d'administrateurs, choisis quatre ans auparavant par une autre Assemblée générale, et qui n'ont peut-être pas sa confiance. Il y a là une dérogation certaine à ce principe du droit commercial qui accorde aux sociétés par actions, dont les associés changent continuellement, liberté pleine et entière de choisir leurs mandataires. Le motif de cette restriction nous échappe. Si on voulait assurer au Conseil d'administration l'esprit de suite et la capa-

cité professionnelle, pourquoi n'avoir pas adopté le système du renouvellement partiel si simple et si usité ? En se renouvelant par fractions le Conseil ne change jamais complètement ses membres, mais aucun d'eux ne peut dépasser le délai légal et c'est toujours la volonté des actionnaires qui en fixe le choix. Ce système ne serait-il pas ici préférable à celui qui consiste à s'en rapporter au hasard pour cette désignation ?

En cas de vacances par décès, démission ou pour toute autre cause, en général, lorsque les administrateurs sont inférieurs au nombre de sept, l'Assemblée générale doit procéder à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs ainsi nommés ne demeurent en fonctions que pour le temps restant à courir à leurs prédécesseurs. Le gouverneur et le vice-gouverneur, quoique remplacés par deux administrateurs suppléants dans l'exercice de leur mandat, comptent encore comme administrateurs. Aussi il suffit qu'il reste en dehors d'eux cinq administrateurs pour que le Conseil puisse continuer à délibérer valablement. Si donc le Conseil ne juge pas nécessaire de procéder à de nouvelles élections, il peut toujours dans cette hypothèse surseoir à la convocation de l'Assemblée générale, en vue d'élire de nouveaux membres pour combler les vacances.

B) *Attributions*

Les attributions du Conseil d'Administration de la Banque de Chine ne diffèrent guère de celles qui sont confiées d'habitude aux mandataires d'une société anonyme, sous cette réserve, toutefois, que ceux-ci sont seuls chargés de l'administration de la société, tandis que le Conseil d'Administration de la Banque de Chine partage ses pouvoirs avec le gouverneur et avec le Conseil général.

D'après les statuts (art. 18, 20, 21, 23, 28, 38), le Conseil d'Administration arrête les comptes annuels qui doivent être soumis à l'Assemblée générale.

Il décide la création ou la suppression des succursales ainsi que le transfert du siège social ou des succursales. Il fixe les règlements intérieurs du siège social ou des succursales, autorise toutes constructions d'immeubles ainsi que tous baux, tous achats, toutes ventes et tous échanges d'immeubles utiles pour le commerce de la Banque.

C'est également le Conseil d'Administration qui demande la convocation de l'Assemblée générale extraordinaire, discute et consent tous contrats importants avec l'extérieur, tranche les conflits soulevés entre les divers bureaux de l'Etablissement, autorise les achats et ventes des titres d'emprunts publics. C'est lui, enfin, qui détermine le traitement des gou-

verneur et vice-gouverneur ainsi que le montant de leurs frais de représentation.

Le Conseil d'Administration donne aussi l'autorisation d'accepter en garantie des comptes courants ou de l'escompte des effets à court terme des immeubles, ainsi que des actions de sociétés ou de banques, s'il considère que ces immeubles ou titres représentent une valeur réelle (les prêts sur ces valeurs sont interdits). Il peut aussi permettre, s'il juge les circonstances défavorables, la prolongation du délai d'un an dans lequel doivent être mis en vente les immeubles ou actions de la Banque acceptés en paiement dans le cas où, à l'échéance, le débiteur et la caution sont insolvable et ne possèdent pas de valeurs mobilières pouvant faire l'objet d'une saisie. C'est enfin lui qui détermine les avances à consentir au Trésor et les sommes à employer sous forme de prêts, ainsi que les valeurs qui pourront être acceptées en garantie de ces opérations.

En dehors de ces attributions limitativement énumérées dans les statuts, les administrateurs ne peuvent accepter d'autres fonctions dans la Banque, sauf dans des circonstances exceptionnelles où le gouverneur les appelle à remplir provisoirement certaines fonctions déterminées ; encore faut-il qu'il indique les motifs et la durée de la commission dont il les investit sur un acte qui doit être déposé au ministère des Finances.

Les administrateurs se bornent donc à délibérer sur des questions d'ordre supérieur qui intéressent l'établissement tout entier, mais ne s'occupent pas des affaires d'ordre administratif qui touchent soit au bon fonctionnement de la Banque, soit à ses émissions fiduciaires, et en cela ils diffèrent des administrateurs des sociétés ordinaires et aussi de la plupart des Banques d'émission.

On sait que les quinze régents et les trois censeurs de la Banque de France sont répartis, pour la surveillance des opérations, en cinq comités dont l'un, celui de l'escompte, se réunit tous les jours. De même au sein du Conseil des Directeurs de la Banque d'Angleterre, existent de nombreux comités qui s'occupent des affaires courantes. Les gouverneurs de ces deux grandes institutions ne sont, en quelque sorte, que de simples présidents d'un gouvernement collégial, tandis que le gouverneur de la Banque de Chine est le seul chef de l'administration. C'est lui qui décide de presque toutes les opérations, qui met en mouvement et surveille tout le mécanisme administratif. L'établissement ne serait réellement administré par les représentants des actionnaires que s'ils étaient plus assidus dans leurs fonctions et plus intimement mêlés à la vie quotidienne de la Banque.

C) *Séances et délibérations*

Les séances du Conseil d'administration ont lieu deux fois par mois, les mercredis des première et troisième semaines du mois ; les séances extraordinaires se tiennent sur la convocation du gouverneur, soit sur sa propre initiative, soit à la demande de trois administrateurs et aussi souvent que l'intérêt de la Banque l'exige. Les administrateurs sont tenus de siéger en personne ; en cas d'empêchement absolu, ils doivent avertir le Conseil et se faire représenter par un de leurs collègues, mais chaque administrateur ne peut représenter, comme mandataire, qu'un seul de ses collègues. Aucune résolution ne peut faire l'objet d'une délibération du Conseil sans le concours de la moitié de ses membres ; la présence effective de cinq administrateurs est donc nécessaire pour la validité des délibérations ; celles-ci sont prises à la majorité absolue des membres présents.

L'administrateur qui représente un de ses collègues a deux voix. Par contre celui qui a un intérêt personnel dans la question n'a pas voix délibérative. En cas de partage, la voix du président, c'est-à-dire celle du gouverneur, est prépondérante.

Les résolutions, régulièrement prises, engagent le conseil tout entier. Aucun administrateur absent ne peut protester contre leur validité. La Direction, ou

plus exactement le Gouverneur, se charge de les exécuter, mais celui-ci a le droit, comme le Gouverneur de la Banque nationale de Belgique, de suspendre l'exécution des décisions du Conseil d'Administration pour les soumettre au Conseil Général réuni à cet effet, ou encore de demander au Conseil d'Administration une nouvelle délibération en lui exposant les faits qui font obstacle à toutes mesures exécutoires. Ce système de précautions excessives permet au gouverneur de réparer les erreurs commises par le Conseil d'Administration, mais il est douteux qu'il soit favorable à la célérité des affaires. Si le Gouverneur est de mauvaise foi, il pourra, sinon paralyser, tout au moins retarder l'action du conseil. Aussi serait-il préférable, à notre avis, de donner la plénitude des pouvoirs aux mandataires des actionnaires.

SECTION IV

Gouverneur

A la tête de l'administration, est placé un gouverneur. Son mode de désignation, depuis la constitution de la Banque, a subi, comme l'organisation de cet établissement même, des changements profonds. Avant 1915 le capital de la Banque, dont l'exploitation était considérée comme un service public, appartenait exclusivement à l'Etat. Le gouverneur était un

simple fonctionnaire ; on ne pouvait guère, dans ce système, concevoir d'autre mode de désignation pour lui que la nomination ; et, en effet, d'après les règlements de 1913 il était nommé par le gouvernement pour une durée de cinq ans, pouvait être révoqué par lui et était indéfiniment renouvelable. D'autre part comme l'intérêt de l'Etat et celui de la Banque ne faisaient qu'un, on n'avait pas à craindre que le Gouverneur fût un agent trop passif du gouvernement et ne se préoccupât pas de la bonne gestion et de la prospérité de l'établissement qu'il dirigeait. Aussi les statuts n'exigeaient pas de lui qu'il fût personnellement propriétaire d'un certain nombre d'actions ; du reste une pareille exigence n'aurait pas été possible pour la bonne raison qu'il n'existait pas d'actions privées en circulation.

Le règlement de 1915, en apportant d'importantes modifications au règlement de 1913, laissait intactes les dispositions concernant le Gouverneur ; il restait le représentant du gouvernement dans la Banque et servait de lien entre cet établissement et l'Etat. Bien que l'on assiste, à cette époque, à des tentatives de création d'un capital privé à côté de celui du gouvernement, on ne crut pas encore nécessaire de lier le Gouverneur au sort de la Banque et il pouvait, comme auparavant, être pris en dehors des actionnaires. Ce système ne donna pas de bons résultats. Ne partageant pas la bonne ou la mauvaise fortune

de la Banque, le Gouverneur portait naturellement moins d'intérêt à sa gestion, et à supposer même qu'il eût le désir de s'y consacrer entièrement, il lui aurait été difficile de le faire, puisque le gouvernement pouvait le révoquer *ad nutum* et aurait ainsi neutralisé son action.

Quelques Gouverneurs intelligents et probes avaient été obligés de donner leur démission pour avoir voulu diriger la Banque selon les principes des institutions d'émission et résister aux demandes exagérées du Trésor. D'autre part les gouvernements successifs cherchaient, à leur tour, à mettre les hommes de leur parti à ce poste, afin de les avoir entièrement dans leur main. C'est ainsi qu'on a vu se succéder plus de six Gouverneurs dans un intervalle de quatre ans, d'où résultaient des incohérences et un manque de suite dans la marche de l'établissement. Il était de la plus haute importance d'obvier à cet état de choses. M. Liang-chi-Tchao, ministre des Finances en 1917, chercha un remède à cette situation dans le changement du mode de désignation de ce haut fonctionnaire et fit adopter un système emprunté à la fois à la Banque de France et à la Banque d'Angleterre en vertu duquel le Gouverneur tout en continuant à être nommé par le gouvernement, est choisi parmi les administrateurs dont il suit la condition. D'une part, il ne perd pas sa qualité d'administrateur après avoir été nommé chef de l'établisse-

ment, d'autre part sa fonction prend fin en même temps que son mandat expire et il est considéré comme démissionnaire de plein droit dans le cas où il serait révoqué par l'Assemblée générale.

Pour entrer en fonctions il n'a pas d'autre cautionnement à fournir que celui qu'on exige de tous les administrateurs : il suffit qu'il justifie de la propriété de cent actions, tandis que dans certaines banques d'émission on exige du Gouverneur la possession d'un nombre plus élevé de titres. Par exemple les régents de la Banque de France sont tenus de justifier de la propriété de 30 actions, alors que le Gouverneur doit en posséder 100. A ce point de vue le Gouverneur actuel de la Banque de Chine ressemble un peu à l'administrateur délégué d'une société ordinaire choisi parmi les membres du Conseil d'Administration. Mais alors n'y a-t-il pas lieu de craindre qu'en agissant selon le désir des actionnaires qui cherchent avant tout à réaliser de gros bénéfices, le Gouverneur ne dirige la Banque à l'encontre des intérêts du pays ? Non ! pareille hypothèse ne saurait même se concevoir, puisque le ministre des Finances est armé d'un pouvoir de surveillance très puissant sur la Banque ; il pourrait arrêter non seulement les opérations qui seraient contraires aux règlements et statuts, mais encore celles qu'il jugerait nuisibles à l'intérêt de l'Etat. Ajoutons que ce pouvoir n'est pas purement nominal ; il est institué pour son exercice

à la Banque, un personnage portant le nom de commissaire spécial, dont nous indiquerons les fonctions dans le chapitre qui lui sera consacré. En fait, le Gouverneur de notre grande Banque dirige sa politique plutôt d'après les tendances du gouvernement que d'après celles des actionnaires ; la preuve en est que ces derniers se plaignent souvent que la gestion de la Banque ne soit pas conforme à leurs intérêts.

Quant aux fonctions du Gouverneur, elles restent les mêmes à travers toutes ces évolutions. Il convoque et préside l'Assemblée générale ainsi que le Conseil d'Administration et le Conseil général. Il exécute les décisions des différents corps délibérants. A lui appartiennent la présentation des comptes arrêtés par le Conseil d'Administration, la surveillance des divers services au point de vue de l'observation des règlements et statuts de la Banque, ainsi que l'administration générale de l'établissement. Il est le représentant de la Banque à l'extérieur et le chef suprême à l'intérieur.

Le choix et la révocation des agents sont aussi de son ressort. C'est à lui qu'incombe la responsabilité de toutes les opérations. Son poste n'est pas, comme dans certaines banques d'émission, une place purement lucrative et honorifique, mais une situation très puissante que convoitent les hommes politiques. Pour mettre son titulaire à l'abri de toutes les ambitions illégitimes, il faudrait distraire une partie de

ses pouvoirs soit pour l'attribuer au conseil d'administration, soit pour la répartir entre les multiples comités dont font partie les administrations. Sans doute, afin de donner plus d'unité et de force au fonctionnement de la Banque, le Gouverneur devrait rester à la tête de la Direction, mais dans ce cas, les Administrateurs qui sont ses égaux, ne lui seraient pas aussi soumis que de simples agents ou commis.

Auprès du Gouverneur est placé un Vice-Gouverneur. Il n'a pas d'attributions propres. Il assiste le Gouverneur dans toutes ses fonctions et le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. Il est vice-président de droit dans toutes les Assemblées et tous les conseils présidés par le Gouverneur, auquel il est complètement assimilé quant aux conditions d'admission et quant au mode de recrutement. Comme lui il est nommé par le gouvernement, parmi les administrateurs et pour quatre ans. On exige aussi qu'il soit propriétaire de cent actions. Prenant comme modèle la législation belge, la loi chinoise lui interdit, comme au Gouverneur, de cumuler le mandat législatif ainsi que toutes fonctions publiques avec son titre de Vice-Président. Toutefois, comme le Gouverneur, il peut être nommé directeur ou administrateur de la Banque du change ou à des fonctions ayant trait à la réforme monétaire.

SECTION V

Comité des Censeurs

Ce Comité se compose de cinq Censeurs. Il a connu les mêmes variations que le Conseil d'Administration dans le recrutement de ses membres. D'après le règlement de 1917, actuellement en vigueur, les Censeurs sont élus par l'Assemblée générale à la majorité absolue des voix. Leurs conditions d'éligibilité sont identiques à celles des Administrateurs ; ils sont soumis au même cautionnement (possession de cent actions) que ces derniers, sauf une légère distinction consistant en ce que les statuts qui exigent le dépôt des titres des administrateurs, ne stipulent pas la même disposition à l'égard de ceux des Censeurs. Comme, d'autre part, ces titres ne sont pas frappés d'inaliénabilité, on serait porté à conclure qu'ils pourraient être vendus après coup, mais ce serait là, semble-t-il, une erreur car s'il en était ainsi, la possession qui est précisément exigée pour garantir les actes que ces mandataires pourraient faire au cours de leur fonction, n'aurait plus de raison d'être. Pour éviter toute controverse à cet égard, mieux vaudrait établir une inaliénabilité expresse et générale qui frapperait tous les titres dont la possession est exigée en garantie de la bonne gestion,

aussi bien ceux des administrateurs que ceux des Censeurs.

Le mandat des Censeurs est rétribué et dure trois ans. A l'expiration de ce délai il est procédé à une réélection intégrale. Il n'est plus question ici pour le recrutement de ces fonctionnaires de renouvellement partiel ou de tirage au sort.

Le contrôle exercé par les Censeurs est permanent ; il a pour but de vérifier si le fonctionnement de la Banque est bien en règle. A cet effet, l'article 40 des statuts confère au Comité des Censeurs les attributions suivantes :

1° Garder les titres des Administrateurs fournis en cautionnement et vérifier si les actes des Gouverneurs, Vice-Gouverneur ou Administrateurs sont conformes aux statuts et délibérations de l'Assemblée générale ;

2° Examiner et apprécier les comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration. Aussi ces comptes doivent lui être communiqués vingt jours au plus tard avant la réunion de l'Assemblée générale et on doit joindre à leur appui les pièces ci-après : *a)* inventaire ; *b)* bilan ; *c)* rapport du Conseil ; *d)* compte de profits et pertes ; *e)* dividendes et réserves à proposer ;

3° S'enquérir d'une part sur la marche de la Banque, sa situation active et passive, exposer, d'autre part, ses opinions au Conseil d'Administration ;

4° Surveiller toutes les opérations de la Banque et vérifier ses livres, sa caisse, son portefeuille, ses valeurs, etc.

Le Conseil des Censeurs peut, en outre, à la suite d'un vote unanime de ses membres, provoquer la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire. Il est interdit aux Censeurs, comme aux Administrateurs, de se charger d'autres fonctions dans l'établissement que de celles qui leur sont attribuées par les statuts. Le Comité se réunit ordinairement deux fois par mois aux mêmes jours que le Conseil d'Administration, le mercredi des première et troisième semaines du mois ; l'heure de la réunion doit être communiquée trois jours auparavant à ses membres. Des séances extraordinaires peuvent avoir lieu sur la convocation du président ou sur la demande de deux Censeurs.

Un président élu parmi les membres du Comité préside toutes les séances. En son absence, le Comité désigne celui de ses membres qui doit remplir provisoirement les fonctions de président. Le Gouverneur et son suppléant peuvent être invités à assister aux séances, mais ils n'ont pas voix délibérative. En ce qui concerne le quorum et les délibérations du comité, l'article 42 des statuts renvoie aux règles qui s'appliquent au Conseil d'Administration.

SECTION VI

Conseil Général

La réunion des Gouverneurs, Vice-Gouverneur, Administrateurs et Censeurs constitue le Conseil Général. Tous les membres y ont voix délibérative, ce qui est bien différent du Conseil Général de la Banque de France où les censeurs ne font que donner un avis. Le rôle du Conseil Général est défini par l'article 44 des statuts fondamentaux : il consiste à :

1° Délibérer sur le dividende à distribuer et la participation aux bénéfices à répartir ;

2° Trancher les conflits que le Conseil d'Administration n'a pu résoudre ;

3° Arrêter les règlements intérieurs de la Banque et autres proposés par le Conseil d'Administration ;

4° Décider du transfert des succursales ou bureaux auxiliaires ;

5° Connaitre de toutes les questions qui ne relèvent ni du Conseil d'Administration, ni du Comité de Censure.

En vertu du dernier alinéa de cet article, les pouvoirs ci-dessus conférés au Conseil Général sont énonciatifs et non limitatifs de ses droits. C'est lui qui a la plénitude de compétence et la haute main sur l'administration ; il sert aussi de tribunal de con-

flits lorsqu'un désaccord sépare le Gouverneur du Conseil d'Administration, à propos de l'exécution des décisions de ce dernier. Grâce à la possibilité pour le Gouverneur de s'appuyer dans ce cas sur les Censeurs, il arrive à contrebalancer l'influence des Administrateurs.

Le Conseil Général, comme le Conseil d'Administration, est présidé par le Gouverneur. Ses Assemblées n'ont pas lieu à une époque fixe. Il se réunit chaque fois que le Gouverneur le convoque. Cet organe n'est donc pas, comme on le dit quelquefois, une copie fidèle du système belge. En effet à la Banque Nationale de Belgique, le Conseil Général tient ses séances au moins une fois par mois et fonctionne régulièrement et périodiquement, tandis que le Conseil Général de notre Haute Banque n'est mis en mouvement que par une décision du Gouverneur et dans des cas exceptionnels.

SECTION VII

Commissaire spécial

Pour assurer les rapports entre l'administration publique et la Banque, le Gouvernement Chinois, à l'instar du Gouvernement Japonais, du Gouvernement Belge et du Gouvernement Austro-Hongrois d'alors, entretient un commissaire spécial auprès de

la Banque. Ce commissaire rétribué par l'Etat est un fonctionnaire dans toute la force du mot. Sa mission spéciale consiste à exercer, sous la haute autorité du Ministre des Finances, un contrôle efficace et actif sur toutes les affaires de l'établissement. A cet effet il vérifie en tout temps et, au moins une fois par semaine, les livres et les caisses. Son inspection doit porter également sur le chiffre de la circulation et l'état du fond de garantie ; toutes les valeurs et écritures peuvent être soumises à son examen.

Il peut se faire donner tous les éclaircissements nécessaires à l'accomplissement de sa fonction ; en cas de besoin il a le droit de demander à la Banque de lui dresser des tableaux et des relevés de toute sorte ainsi que l'état sommaire de la situation ; tous ces documents seront d'ailleurs signés par le gouverneur. Le Commissaire doit faire chaque mois, avant le 5, au Ministre des Finances, un rapport sur le résultat de son inspection du mois précédent. Lorsqu'il estime qu'une opération effectuée est contraire aux statuts ou nuisible à l'intérêt du gouvernement, il est tenu d'en aviser immédiatement le Ministre des Finances. Il peut, s'il le juge convenable, proposer à celui-ci toutes les mesures nécessaires ou utiles et assister avec voix consultative aux séances des Conseils, du Comité de Censeurs et des Assemblées Générales.

Lors de la constitution de la Banque, il n'existait

qu'un seul Commissaire au siège central de Pékin ; un an plus tard, en 1914, à la suite de l'accroissement considérable des affaires, de l'augmentation des succursales et de l'importance prise par la place de Shanghai, il fut adjoint à ce Commissaire un Sous-Commissaire qui siégea à la succursale de cette dernière ville.

SECTION VIII

Personnel

Au sommet de la hiérarchie du personnel il est institué une Direction Générale par l'organe de laquelle le Gouverneur exerce ses pouvoirs. Elle est le rouage du siège central. Elle ne fait pas directement les opérations qui sont laissées aux soins de la succursale de Pékin dans la circonscription de la capitale et effectuées par d'autres succursales dans les provinces. Elle a la surveillance de l'ensemble des opérations et concentre les écritures et la comptabilité. Les succursales fonctionnent sous sa direction et son contrôle ; elle est en quelque sorte la cheville-ouvière de l'établissement.

Il existe dans son sein cinq sections, à savoir : le Secrétariat, la Section du contrôle, la Section de la Comptabilité, la Section de la Trésorerie et la Section des billets. A la tête de chacune d'elles est placé un chef qui dirige et surveille ses agents et commis

pour l'accomplissement des affaires de la section.

La tâche de ces chefs et agents est difficile et importante. Pour qu'elle soit bien remplie, il faut que la Banque procède à un choix judicieux de son personnel. On sait que les agents de la Banque de France en dehors des stagiaires et des garçons de bureau et de recette, sont entièrement recrutés au concours, et que les conditions de leur avancement sont strictement réglementées. La Banque d'Angleterre agit de la même façon : Les conditions de recrutement et d'avancement du personnel ont été l'objet d'études consciencieuses et approfondies ; les aptitudes professionnelles, le savoir, les connaissances économiques et financières étendues, la régularité dans la conduite sont les qualités primordiales, presque exclusives requises pour l'admission des candidats. C'est en grande partie à cette rigueur inflexible dans le choix de leur personnel que ces deux grandes institutions d'émission doivent la place prépondérante qu'elles occupent parmi les établissements similaires du monde entier.

A la Banque de Chine le système de recrutement et d'avancement laisse encore à désirer. Il est indispensable, si elle veut être pourvue d'agents capables et dévoués, qu'elle établisse des règles strictes à ce point de vue afin d'écarter le favoritisme et les recommandations extérieures.

D'autre part, pour que ces multiples agents puis-

sent consacrer toute leur activité à leur besogne, il faut aussi lui assurer une existence convenable dans le présent et dans l'avenir. A l'heure actuelle ils n'ont pas trop à se plaindre. Leur traitement ou leurs émoluments sont encore assez élevés en comparaison de ceux des employés des Banques privées, sans compter qu'ils ont droit, comme nous l'avons vu, à une participation aux bénéfices. Nous ne revendiquons pour eux que la constitution d'une caisse de retraite qui serait alimentée par un prélèvement sur l'excédent des bénéfices ou au moyen d'autres fonds ; ce système serait bien préférable à une retenue sur leur traitement ou sur leur salaire.

SECTION IX

Succursales

Si la Banque n'opérait qu'avec son siège central, son rayon d'action serait bien restreint. Mais tel n'était pas le but de la loi qui l'a instituée. Cette loi avait le désir de la voir étendre ses opérations sur toutes les parties du territoire. Aussi le règlement de 1913 avait prévu l'établissement de succursales. Son article 7 était ainsi conçu :

« La Banque de Chine aura son siège central où se trouve le gouvernement central ; elle établira, selon les circonstances, des succursales ou bureaux auxi-

liaires dans les chefs-lieux de provinces et dans les villes commerciales prospères, ou passera un contrat avec des banques locales pour en faire ses correspondantes, le tout sous l'approbation du ministre des Finances. » « Le gouvernement, continue le texte, pourra exiger de la Banque, s'il reconnaît l'importance de telle place qu'elle y augmente le nombre des bureaux auxiliaires ou correspondants. »

Conformément à ces instructions et aussi parce qu'elle sentait le besoin de se faire représenter en dehors de la capitale, la Banque a créé successivement des agences extérieures. Les textes fondamentaux qui les régissent sont les statuts dits, des succursales, rédigés, ou plutôt révisés en 1914 ; ils divisent ces établissements en trois classes : succursales, bureaux auxiliaires et agences de change. Leur hiérarchie par rapport au siège central est établie comme suit :

Banque centrale (direction générale).

Bureaux auxiliaires : Succursales, Agences de change.

La création et la suppression des succursales sont faites par une décision du Conseil d'Administration ; les pouvoirs publics n'interviennent que pour donner leur approbation (1).

1. L'art. 6 de la loi française du 30 juin 1840 stipule que les comptoirs d'escompte de la Banque de France ne pourront être établis ou supprimés qu'en vertu d'une ordonnance royale rendue

L'administration des succursales est confiée à un directeur auquel il sera adjoint un vice-directeur si l'activité des affaires l'exige. L'un et l'autre sont nommés par le Gouverneur et ne sont tenus de justifier de la possession d'aucune action. Ils ont sous leurs ordres des bureaux qui sont les suivants : Secrétariat, Bureau des opérations, Caisses, Comptabilité et Bureau de la Trésorerie. Dans le cas où la succursale s'occupe de la recette des impôts, il sera institué un service annexe de contributions fonctionnant sous la dépendance du Bureau de la Trésorerie.

Chaque bureau est dirigé par un chef. Le chef de la comptabilité est nommé directement par le Gouverneur. Ceux des opérations et de la caisse sont désignés également par lui, mais sur une liste présentée par le directeur en nombre double des candidats à nommer. Quant au choix des deux autres chefs, il appartient au directeur qui a aussi la nomination des différents employés et peut, en outre, admettre un certain nombre de stagiaires.

Il n'y a ni administrateurs, ni censeurs ; par conséquent la direction et la surveillance incombent au seul directeur. C'est lui qui est responsable de toutes les affaires de la succursale ainsi que des bureaux auxiliaires et agence de change qui se trouvent dans

sur la demande de son Conseil Général dans la forme de règlements d'administration publique.

la dépendance de celle-ci. Il est tenu de faire chaque année à la direction générale un rapport, d'une part sur la situation de l'établissement dont il a la gestion, et, d'autre part, sur le mérite et la conduite des employés.

Quoique dotées d'un personnel et d'une administration distinctes, les succursales sont étroitement liées à la Banque centrale. Leur capital est fourni par la Banque centrale qui détermine leur rôle. Chacune d'elles ne peut se livrer qu'à des opérations expressément autorisées par la direction générale. C'est la Banque centrale qui pourvoit à leurs dépenses, centralise leurs opérations et préside à leur fonctionnement. Elles sont en correspondance continue avec elle et doivent la tenir constamment au courant du marché monétaire ainsi que de la situation générale du commerce de leur circonscription respective.

Pour les affaires concernant le gouvernement les succursales n'entrent pas directement en négociations avec lui ; c'est la Banque centrale qui s'en charge. Sont soumises également à la ratification de cette dernière, les conventions que les succursales ont conclues avec des tiers.

En somme les succursales ne sont que des agents d'exécution de la Banque centrale et dépendent étroitement d'elle. Cependant elles ont à certains points de vue, une réelle autonomie. C'est ainsi que

les billets émis par chacune d'elles portent leur nom. Comme la circulation monétaire n'est pas encore, nous éprouvons quelque honte à le dire, unifiée en Chine, les billets émis en représentation des pièces locales sont naturellement confinés dans leur lieu d'émission et ne peuvent être remboursés par d'autres succursales, ce qui fait de l'établissement émetteur non seulement une banque indépendante des autres succursales, mais encore de la Banque centrale (1). Bien mieux les succursales sont encore quelquefois astreintes par les gouvernements de province à jouer le rôle conféré aux anciennes Banques provinciales et cela relâche encore davantage le lien qui les rattache à la Banque centrale; mais ces incohérences ne sauraient durer et nous espérons que l'ordre et l'unité seront bientôt rétablis dans la circulation et dans les finances. Ce jour-là les succursales perdront leur autonomie et deviendront des agences ordinaires de la Banque.

Au-dessous des succursales se trouvent les bureaux auxiliaires; leur création appartient aux succursales qui y procèdent soit de leur propre initiative, avec l'approbation de la Banque centrale,

1. Il importe toutefois de remarquer à ce sujet, que si les succursales de la Banque de Chine ne sont pas tenues d'accepter en paiement ou de rembourser les billets des autres succursales et de la Banque Centrale elle-même, il est extrêmement rare dans la pratique qu'elle refusent de le faire.

soit sur l'ordre de celle-ci. Leur organisation est presque identique à celle des succursales. Un gérant est à la tête de l'administration et cinq bureaux se répartissent le travail de l'établissement. Le personnel est recruté de la même façon que dans les succursales. Les bureaux auxiliaires effectuent les mêmes opérations que les succursales ; mais ils n'ont pas de relations directes avec la Banque centrale. C'est par les soins des succursales qu'ils communiquent avec elle. Leurs rapports avec les succursales sont ce que les rapports de ces dernières sont avec la Banque centrale. Ainsi ce sont les succursales qui les dotent d'un capital et pourvoient à leurs frais généraux. Ce sont elles aussi qui conduisent leurs opérations et dirigent leur fonctionnement.

Dans les centres dont l'activité sans être assez considérable pour justifier la création d'un bureau auxiliaire, mérite cependant d'être encouragée et entretenue, la Banque établit des agences dites « de change ». Le but de ces agences est d'attribuer aux villes dans lesquelles elles sont installées des facilités de change et des commodités de circulation fiduciaire. Aussi leur champ d'action est-il très restreint ; elles ne peuvent se livrer qu'aux trois opérations suivantes : change, achat d'or et d'argent ou de monnaies de toute sorte, émission de billets de banque. La pratique des autres opérations nécessite pour elles une autorisation expresse de la Banque

Centrale. La conséquence directe de cette restriction est la simplicité de l'organisation. Un gérant assisté de deux commis constitue toute l'administration.

Au point de vue du mode de leur établissement et du recrutement de leur personnel, ces agences sont assimilées aux bureaux auxiliaires ; elles se trouvent au même degré de la hiérarchie qu'eux et fonctionnent, comme eux, sous la direction et le contrôle des succursales.

Le nombre des succursales n'est pas considérable. Il s'est élevé à 2 en 1912, 7 en 1913, 12 en 1914, 18 en 1915 et 21 en 1917. Conformément à l'intention des fondateurs de la Banque, en dehors des villes commerciales prospères, chaque province doit être dotée au moins d'une succursale ; mais jusqu'ici trois provinces à savoir : Kouang-si, Kan-Sou et Turquestan n'en possèdent encore aucune. Nous souhaitons que cette lacune soit comblée dans le plus bref délai par de nouvelles créations.

Quant aux bureaux auxiliaires et agences de change, ils sont beaucoup plus nombreux. Ils se sont élevés respectivement à la fin de 1917 à 61 et 73, chiffre respectable mais insuffisant, surtout en égard à l'intensité de la population et à l'étendue du territoire de notre pays. Pour répandre l'usage des billets, faciliter les opérations de finance et accélérer le développement du crédit il faudrait élargir le cercle de l'influence de la Banque et multiplier ses agences

extérieures. Comme, d'une part, le gouvernement à la faculté d'imposer à la Banque l'augmentation du nombre de ses agences, et que, d'autre part, ces agences procurent des bénéfices importants à la Banque, il y a toute chance qu'elles aillent en croissant.

En ce qui concerne les sièges des succursales, leur date de création, l'origine de chacune d'elles ainsi que le nombre des bureaux auxiliaires et agences de change en dépendant, nous résumons toutes nos explications sur ces divers points dans le tableau ci-dessous.

SECTION X

Publication du bilan

De toutes les conditions que doit remplir une banque pour inspirer confiance, la première et la plus importante est de se mettre en rapports directs et constants avec le public en lui exposant clairement et loyalement sa situation à des époques fixes et périodiques. Cette condition est plus urgente encore lorsqu'il s'agit d'une Banque centrale qui exerce une grande influence sur la marche générale du crédit et en devient, pour ainsi dire, le thermomètre et le régulateur. Aussi de grandes Banques d'émission telles

que la Banque de France, la Banque d'Angleterre, etc., etc., livrent chaque semaine à la publicité leur bilan qui est lu avec avidité dans le monde financier et économique du pays.

Un des vices les plus manifestes de l'ancien système bancaire chinois consistait, avons-nous vu, précisément dans l'absence de toute publicité. C'est pour combler cette lacune fâcheuse que les lois récentes en la matière ont pris le soin d'obliger toutes les banques, de quelque nature qu'elles soient, de publier leur situation active et passive à une époque déterminée. Pour la Banque de Chine, cette obligation est confirmée par l'article 61 de ses statuts fondamentaux : « Les comptes annuels, est-il dit dans ce texte, *in fine*, seront soumis au vote de l'Assemblée générale ordinaire et après l'approbation du ministre des Finances seront immédiatement publiés. » En obéissant à ces dispositions légales et statutaires, la Banque à la fin de chaque exercice publie son bilan. (Voir dans quelle forme il est dressé, p. 149).

Parmi les articles de ce bilan il en est qui sont extrêmement importants : nous les expliquerons à propos de chaque opération que chacun d'eux résume. Pour le moment il suffit de faire remarquer que le délai d'un an qui sépare les publications est beaucoup trop étendu. Dans cet intervalle le public ignore complètement la situation exacte de la Banque.

SUCCURSALES DE

Dénomination	Abréviation	Lieu de siège	Circonscription
Succurs. de Pékin.	Succurs. de Kin.	Pékin.	Pékin.
— de Tien-Tsin.	— de Tsin.	Tien-Tsin.	Tchi-Ly.
— de Shanghai.	— de Hou.	Shanghai.	Shanghai.
— de H'an-Kô.	— de H'an.	Han-Kô.	Hou-Pèi.
— de Nankin.	— de Ning.	Nan-Kin.	Kiang-Sou.
— du Hou-Nan.	— de Hsiang.	Tchang-Cha.	Hou-Nan.
— du Chan-Tong.	— de Lou.	Tie-Nan.	Chang-Tong.
— du Ho-Nan.	— de Pién.	Kaï-Fang.	Ho-Nan.
— des 3 provinces de l'Est.	— de l'Est.	T'chang-Tchoûn.	Trois provinces de l'Est.
— du Fou-Kien.	— de Min.	Fou-Tcho.	Fou-Kien.
— du Kouang-Tong.	— de Yuai.	Canton.	Kouang-Tong.
— du Tchoe-Kiang.	— de Tchoë.	H'an-Tcho.	Tchoe-Kiang.
— du Chan-Hsi.	— de Tin.	Taï-Yuan.	Chan Hsi.
— de Tchong-Tsing.	— de Yû.	Tchong Tsing.	Sse-Tchouan.
— du Kouée-Tcho.	— de Tsièn.	Kouée-Yang.	Kouée-Tcho
— du Chen-Hsi.	— de Tsin.	Hsi-Ngan.	Chen-Hsi.
— de Kouée-Soui.	— de Kouée.	Kouée-Hwa- Tchèng.	Mongolie inté- rieure.
— du Ngan-Houée.	— de Woan.	Ngan-Tsing.	Ngan-Houée.
— du Yun-Nan.	— de Tyên.	Yun-Nan-Fou.	Yun-Nan.
— de Kouren.	— de Kou.	Kouren.	Mongolie extér ^{re}
— du Kiang-Hsi.	— de Kang.	Nan-Tchang.	Kiang-Hsi.

ANNUAIRE DE CHINE

Nombre des bureaux auxiliaires dépendants	Nombre des agences de change rattachées	Date de création	ORIGINE
1	7	1914	Transformation du siège central fondé en 1912.
1	8	1912	Création nouvelle.
0	0	1912	Création nouvelle.
2	0	1913	Création nouvelle.
5	2	1914	Création nouvelle.
0	0	1917	Transformation du bureau auxiliaire de Tchang-cha établi en 1913.
9	5	1913	Création nouvelle.
8	2	1913	Création nouvelle.
13	17	1914	Transformation du B. A. de Tchang-Tchoün établi en 1913.
1	7	1914	Création nouvelle.
3	3	1914	Création nouvelle.
6	4	1913	Création nouvelle.
1	2	1913	Création nouvelle.
4	2	1915	Création nouvelle.
0	0	1915	Création nouvelle.
1	2	1915	Création nouvelle.
1	1	1915	Transformation du B. A. de même dénomination, établi en 1914.
3	8	1915	Transformation du B. A. de Ngan. Tsing établi en 1914.
0	0	1917	Création nouvelle.
0	0	1917	Création nouvelle.
2	3	1915	Transformation du B. auxiliaire de Nantchang, établi en 1914.

Comment supposer qu'il puisse avoir confiance en elle. Si elle n'a pas réalisé tous les progrès qu'elle aurait pu, si malgré les dividendes élevés, ses titres s'écartent défavorablement du pair, le manque de confiance y est pour quelque chose. Aussi, c'est tant dans l'intérêt de la Banque que dans celui du public, que nous réclamons une publication plus fréquente de sa situation. Quelle est donc la raison qui l'empêche de mettre comme les grandes Banques d'émission des autres pays, son état hebdomadaire au grand jour ?

Sans doute la succursale de Shanghai, suivant l'habitude des banques étrangères opérant dans le pays, insère dans des journaux tous les huit jours, l'état de son encaisse métallique, mais pas plus que celles-ci, elle ne découvre aucun autre élément de son bilan, pas même le montant de sa circulation. Que signifie dans ces conditions cette publicité ? La solidité d'une banque ne dépend pas du chiffre absolu de l'encaisse mais de son chiffre relatif, c'est-à-dire de la comparaison de sa circulation et d'autres dettes exigibles. Sa situation peut être très solide même avec une encaisse réduite si les exigibilités sont minimales ; au contraire elle peut être critique, malgré une forte encaisse, si les disponibilités ne suffisent pas à faire face aux exigibilités.

A supposer que le bilan entier de la succursale en question soit affiché, il ne montrerait qu'une partie

Bilan de la Banque de Chine au 31 Décembre 1918

PASSIF	
Capital.	60.000.000 \$ ^{ch}
Réserves.	3.197.486,28 \$ ^{ch}
Dépôts à terme.	28.384.171,27 \$ ^{ch}
Dépôts à vue.	122.540.399,46 \$ ^{ch}
Compte destiné à compenser les créances en souffrance.	2.141.000 \$ ^{ch}
Circulation :	
Billets convertibles.	27.228.020,64
Billets à cours forcé.	24.942.278,61
Bénéfices de l'exercice.	3.790.011,18 \$ ^{ch}
Total.	272.223.367,44 \$ ^{ch}
ACTIF	
Capital non versé.	47.720.200 \$ ^{ch}
Prêts à terme.	29.588.308,70 \$ ^{ch}
{ au trésor	
{ central	2.520.205,95
{ aux trésors	
{ provinciaux	14.069.095,85
{ autres.	12.999.006,90
Escompte.	3.763.939,19 \$ ^{ch}
Prêts à vue.	116.076.812,94 \$ ^{ch}
{ Trésor C.	44.702.065,68
{ T. P.	4.420.608,52
{ autres.	60.954.138,74
Portefeuille.	10.487.658,34 \$ ^{ch}
Immeubles, matériel et mobilier.	2.343.359,03 \$ ^{ch}
Frais d'installation.	137.318,28 \$ ^{ch}
Frais de fabrication des billets.	1.377.492,05 \$ ^{ch}
Fonds de garantie de billets.	52.170.299,25 \$ ^{ch}
Encaisse métallique :	
p. billets convert.	19.236.981,64
p. billets c. forcé.	1.909.827,59
Total.	21.146.809,23
Titres :	
p. billets convert.	7.991.039
p. billets cours forcé.	23.032.451,02
Total.	31.023.490,02
Espèces en caisse.	14.557.979,66 \$ ^{ch}
Total.	272.223.367,44 \$ ^{ch}

de la situation de la Banque et cela ne saurait l'exonérer de la publicité hebdomadaire que nous venons de réclamer et à laquelle la plupart des Banques d'émission sont soumises.

CHAPITRE IV

Rapports de la Banque avec l'Etat

La Banque de Chine a contracté dès son origine une association étroite et intime avec l'Etat. L'Etat a, en effet, exigé d'elle : en échange du privilège d'émission qu'il lui concédait, de nombreux services. Tout d'abord elle est le banquier de l'Etat et lui fait à ce titre des avances à long ou à court terme, puis elle accorde son patronage ou prête son concours à certaines caisses et banques dont la création et l'existence sont considérées comme utiles et même nécessaires à l'intérêt économique du pays, par exemple à la Caisse d'épargne et à la Banque Industrielle.

Ce qui fait ressortir le mieux ce lien d'intimité, c'est d'une part le service du Trésor et d'autre part le service des emprunts dont la Banque est chargée. Aussi nous diviserons notre chapitre en trois sections :

Première section. — Service du Trésor et des emprunts.

Deuxième section. — Avances au Gouvernement.

Troisième section. — Patronage et concours prêtés à la Caisse d'épargne ainsi qu'à la Banque Industrielle.

SECTION I

Service du Trésor et des emprunts

Le service des caisses de l'Etat avait été prévu et réglé par un grand nombre de textes législatifs ou réglementaires. L'article 13 du règlement organique de la Banque de 1913 avait stipulé que « la Banque fera, si elle en est chargée par le gouvernement, le service de la trésorerie et celui des emprunts ». Le règlement du Trésor de la même année vint régler l'organisation et déterminer les conditions du premier service, c'est-à-dire celui de la trésorerie. La loi sur la comptabilité publique promulguée en 1914 affirma dans son article 35 le pouvoir du gouvernement de confier la gestion du Trésor à une banque.

En exécution de ces lois et règlements, la Banque est entrée successivement en possession de la presque totalité des Trésors. C'est là une grande innovation dans notre législation financière. Sous l'ancien régime le service du Trésor avait été confié aux agents subalternes de l'Etat. Comme ceux-ci se trouvaient sous les ordres et sous la dépendance des administrateurs ou des ordonnateurs principaux, c'était en réalité les mêmes fonctionnaires, ministre des Finances dans la capitale et intendants, généraux, préfets, sous-préfets, etc..., en province, qui avaient à la fois la disposition et le maniement des

fonds publics. Jamais l'idée n'était venue à personne de songer à charger un organe privé comme une banque d'une affaire publique aussi importante que le service du Trésor. D'ailleurs les Banques qui avaient existé jusqu'alors et dont nous avons donné la description dans la première partie de notre étude étaient entièrement incapables de jouer un tel rôle. Sans doute dans les temps modernes il est arrivé quelquefois que les autorités provinciales se sont servi des banques de leur région pour effectuer une partie des recettes ou des dépenses locales. Mais comme la compétence de ces banques et les conditions dans lesquelles le service de trésorerie devait s'opérer, n'étaient pas fixées, on était encore loin du système de la Banque caissière de l'Etat tel qu'il existe de nos jours. On ne peut, en réalité, voir son origine et son germe que dans l'article 22 du règlement de la Banque du Hou-Pou (1), ainsi conçu : « La Banque du Hou-Pou effectuera toutes les recettes et dépenses pour le compte du Hou-Pou (ministère des Finances). »

Le règlement de la Banque Impériale élargit la compétence de la Banque successeur en stipulant que « la Banque Impériale sera chargée du service du Trésor ainsi que de toutes autres recettes et dépenses publiques ». En conformité de cet article

1. Voir première partie, chap. III.

et en vue d'unifier le service de trésorerie, l'Assemblée consultative ou Tseu-Tcheng-Yuan réunie en 1910 présenta, d'accord avec le ministre des Finances, à l'Empereur qui lui donna sa sanction, un projet de loi dit « du Trésor » contenant 15 articles. D'après ce projet toutes les recettes de l'Empire devaient être versées à la Banque et toutes les dépenses ne pouvaient être effectuées que par elle comme caissière de l'Etat. Mesure hardie et opportune ! Malheureusement elle resta comme tant d'autres impliquée. Si la Banque avait obtenu une partie des fonds publics, en dépôt, c'était plutôt par la diplomatie et l'habileté de ses directeurs de succursales que par l'application de la loi. Toutefois cette loi n'est pas tout à fait inutile, car elle a préparé le terrain pour le règlement actuel du Trésor, lequel d'ailleurs lui emprunte de nombreuses dispositions.

Voici quels sont, d'après ce règlement, l'organisation du Trésor et son lien avec la Banque de Chine :

L'article 2 dispose que « dès la constitution du Trésor toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Etat seront effectuées par lui sauf dispositions spéciales ». Il y a donc une consécration du principe de l'unité du Trésor, c'est-à-dire la réunion de tous les fonds en une seule masse où l'on versera tous les revenus de l'Etat et d'où l'on tirera toutes les sommes nécessaires pour effectuer les paiements publics, consécration qui est d'ailleurs plus tard confirmée

par les articles 14 et 16 de la loi sur la comptabilité publique.

La hiérarchie de l'administration du Trésor est établie comme suit :

Trésor Central (à la Capitale).

Trésors divisionnaires (en province).

Trésors auxiliaires (préfectures, sous-préfectures, etc...)

C'est l'article 5 qui fait de la Banque de Chine la caissière de l'Etat : « Le service du Trésor central et d'autres, dit-il, seront confiés par le ministre des Finances, à la Banque de Chine qui pourra d'ailleurs sous l'approbation du ministre déléguer une partie de ses pouvoirs à d'autres banques. » A ce titre de caissière la Banque reçoit les versements de toutes les recettes et fait les paiements de toutes les dépenses pour le compte de l'Etat, et cela aussi bien au siège central que dans les agences des provinces ; en outre elle est chargée de l'émission et du remboursement des emprunts ainsi que du paiement des intérêts. On voit que ses fonctions à ce point de vue sont difficiles et multiples ; aussi pour les remplir convenablement, la Banque a institué tout un personnel spécial. Ce sont la section du Trésor au siège et les Bureaux de la même dénomination dans les agences. Elle est responsable vis-à-vis du Gouvernement aussi bien de la gestion du Trésor central que de celle des autres Trésors (art. 7 du règlement).

Il n'est admis d'exception que dans le cas de force majeure dont l'existence et l'application aux fonds publics ont été dûment constatées (art. 31 de la loi sur la comptabilité publique).

Ce système est en grande partie copié sur le système belge. On sait qu'en Belgique depuis 1850 la Banque Nationale est chargée de remplir sous sa responsabilité personnelle et sous le contrôle du ministre des Finances les fonctions de caissier de l'Etat, mais si celle-ci n'a que le service matériel de caisse, la Banque de Chine est chargée également de la partie juridique du service. D'une part la perception de certains impôts peut lui être confiée comme nous l'avons vu, et d'autre part l'article 18 de la loi sur la comptabilité publique lui défend de payer les ordonnancements en contravention des lois ou règlements. En conséquence avant de déboursier, elle doit se livrer à certaines opérations de contrôle. La somme ordonnancée est-elle prévue dans le budget ? ne dépasse-t-elle point les prévisions ? l'ordonnance remplit-elle toutes les conditions prescrites ? la quittance est-elle en forme ? Autant de points qui doivent faire l'objet d'un examen attentif de la part de la Banque.

Le contrôle exercé dans d'autres pays par les comptables sur les ordonnateurs est ici rempli par la Banque. Comme il n'existe pas à côté de la Banque de fonctionnaires semblables aux Agents du Trésor

belges qui se chargent du visa des ordonnances, c'est la Banque qui remplit toutes les fonctions d'un comptable de l'Etat, visa, paiements, etc. En conséquence elle est soumise à toutes les conditions et obligations prescrites à l'égard des comptables publics. Comme eux, elle est sujette à l'inspection de fonctionnaires délégués soit par la Cour des Comptes, soit par le ministre des Finances qui pourra, du reste, s'il le juge utile, procéder lui-même à ces inspections.

Le nombre et les formes des journaux et registres sont arrêtés par le ministre des Finances. D'après le règlement provisoire du Trésor, la Banque doit tenir au moins quatre registres principaux, à savoir : le registre des recettes ordinaires, le registre des recettes des emprunts, le registre des dépenses ordinaires, le registre des dépenses des emprunts.

La Banque adresse à la fin de chaque mois à la direction de la trésorerie au ministère des Finances :
a) un compte des recettes du mois courant divisé en compte des recettes ordinaires et compte des recettes des emprunts ; *b)* un compte des dépenses dressé dans une forme analogue.

Elle soumet, en outre, à la Cour des Comptes par l'intermédiaire du ministre des Finances, au plus tard le 15 de chaque mois, un état de sa gestion du mois précédent auquel sont jointes les pièces justificatives.

Quant aux encaisses, notre législation les soumet à un régime particulier dans ce sens que les fonds du Trésor sont détenus par la Banque séparément des siens propres. La Banque n'a pas la disposition de l'encaisse du Trésor ; seule la garde lui en est confiée. C'est encore là une différence avec le système belge sur lequel le nôtre s'est modelé. A la Banque nationale de Belgique, l'encaisse du Trésor est en effet confondue avec celle de la Banque. De même en Angleterre, tous les fonds provenant du recouvrement des revenus publics sont remis à la Banque d'Angleterre qui, après les avoir inscrits au crédit du compte de l'échiquier, les confond avec ses propres fonds et en a, par conséquent, la disposition. Cependant la règle de la séparation des encaisses n'est pas absolue dans notre système. En vertu d'instructions du ministre des Finances ou sur la demande de la Banque, une partie de l'encaisse du Trésor peut être convertie en dépôts que la Banque pourra utiliser, comme toutes autres disponibilités, aux opérations qu'elle jugera les plus convenables et les plus productives. Tels sont le mécanisme du Trésor et le lien qui le rattache à la Banque de Chine.

Examinons maintenant quel résultat donne ce système de la Banque caissière ?

Profite-t-il ou non à l'État ? Il faut répondre franchement par l'affirmative. D'abord le service étant fait gratuitement par la Banque, l'État n'a rien à

dépenser ; c'est la Banque qui supporte les frais d'administration, de matériel, de transport et de virement des fonds. D'autre part, l'Etat a tiré de cette organisation ingénieuse du Trésor d'autres avantages non moins appréciables. Elle lui permet de réaliser le principe de la séparation entre les administrateurs ou ordonnateurs d'une part et les receveurs ou payeurs de l'autre. Grâce au contrôle exercé par les uns sur les autres il est possible d'éviter les malversations et le gaspillage dans les dépenses, les vexations et la partialité dans les recettes, faits regrettables qui se produisaient si souvent dans nos finances.

En second lieu avec la Banque caissière le service de Trésorerie est effectué avec plus de rapidité et de simplicité. La Banque possédant des succursales, des agences sur tout le territoire et étant pourvue d'un personnel technique qui accomplit journellement pour le compte des particuliers des recouvrements et des paiements, peut aisément effectuer pour le compte de l'Etat les mêmes opérations, et cela plus rapidement que les fonctionnaires habitués aux lenteurs de la bureaucratie.

D'autre part toutes les sorties et rentrées des fonds publics se font par l'intermédiaire de la Banque au moyen d'une simple écriture au compte de l'Etat ; on s'est débarrassé de cette façon des formalités minutieuses de l'ancien régime et on a intro-

duit beaucoup plus de simplicité dans le service de la trésorerie. Enfin, en épargnant à l'Etat le souci d'organiser un autre service avec un personnel et un matériel nouveaux qui entraîneraient des frais considérables, on arrive, grâce à cette combinaison, à réaliser de sérieuses économies, sans compter la gratuité du service. Tel est l'intérêt de l'Etat ; celui de la Banque n'est pas moins évident. Elle retire d'abord de ce système un bénéfice moral. Le seul fait que l'Etat confie son Trésor à la Banque est la démonstration qu'il a confiance dans le crédit et la solidité de celle-ci ; il lui donne un prestige énorme aux yeux du public et en même temps lui confère une garantie de premier ordre. En outre les rapports incessants qui s'établissent entre les créanciers de l'Etat et la Banque sont de nature à augmenter la clientèle privée de cette dernière ; enfin comme la jeune Banque s'attire difficilement des capitaux, le dépôt de l'Etat qui s'élève souvent à des sommes considérables est une chose précieuse pour elle. Une simple comparaison entre les totaux des chiffres du passif et de l'actif figurant aux bilans des années antérieures aux systèmes de la Banque caissière et des années postérieures à son application, montrera l'importance et l'utilité de cet élément pour la Banque.

Années antérieures à l'application du système de la Banque caissière	Totaux du passif et de l'actif du bilan annuel	Année postérieure à l'application du système de la Banque caissière	Totaux du passif et de l'actif du bilan annuel
1912	23.815.368 \$ ch.	1914	272 362.440 \$ ch.
1913	63.426.316 —	1915	416.323.128 —
		1916	449.691.128 —
		1917	572.974.508 —
		1918	544.446.734 —

Le chiffre de 1914, date à laquelle la Banque est entrée en possession de différents Trésors, fait ressortir une augmentation d'affaires de plus de 300 pour 100 sur l'année 1913. Certes la gestion du Trésor par la Banque n'est pas l'unique cause de cet accroissement énorme du chiffre d'affaires, mais il n'est pas contestable qu'elle y soit pour la plus grande partie ; puis ce mouvement de croissance s'est développé au fur et à mesure que le prestige de la Banque en sa qualité de caissière s'est étendu dans les diverses parties du pays. Même si l'on jugeait ces avantages insuffisants pour la Banque le privilège d'émission, c'est-à-dire, en définitive, le droit de crédit gratuit, peut justifier les services que l'Etat lui a imposés et même la gratuité du service de trésorerie.

Aussi nous ne pouvons que féliciter le gouvernement d'avoir suivi l'exemple des Belges en confiant le service du Trésor à notre Banque Centrale. Mais

affirmer que le système de la Banque caissière est parfait et à l'abri de toute critique, serait téméraire. D'une part le rattachement trop intime d'une Banque à son gouvernement fait souvent courir de grands dangers à cette Banque. Combien de fois n'est-il pas arrivé que les hommes politiques ont abusé de cette situation pour exiger de cette Banque des avances démesurées et ruineuses auxquelles celle-ci n'a pu se soustraire ! Cela a été, comme nous le verrons tout à l'heure, bien souvent le cas pour la Banque de Chine. D'autre part, si la Banque après avoir entamé l'encaisse du Trésor ne peut plus faire face aux dépenses publiques, ce sera la banqueroute de l'Etat. Sans doute en ce qui concerne la Chine notre législation prescrit formellement la séparation des encaisses, mais qui ne voit que l'argent étant une chose fongible, celui qui le détient en a, en réalité la disposition ! Qui pourra donc certifier que la Banque à une époque de crise et d'embarras observera scrupuleusement la règle de la séparation des encaisses en fermant ses guichets plutôt que de toucher aux fonds publics laissés entièrement à sa disposition ?

Tels sont les inconvénients résultant de tous les systèmes de Banques caissières de l'Etat, telles sont les craintes que peuvent susciter des liens trop étroits unissant les Banques d'émission à l'Etat.

Un autre grand défaut de cette organisation en ce

qui concerne la Chine tient aux particularités de notre organisation du Trésor.

Nous avons vu que la Banque est chargée non seulement de la partie matérielle du service, mais aussi de la partie juridique. Or il existe en Chine, comme ailleurs, pour le recouvrement des créances et le paiement des dettes de l'Etat des règles dont la stricte observation est la condition même du bon ordre financier. Les agents de la Banque qui n'ont qu'à appliquer pour le compte de leurs clients ordinaires le droit commun peuvent-ils bien connaître toutes ces règles et tenir ferme la main à leur stricte observation ?

En cas de négative la gestion des finances publiques en souffrira. Si, d'autre part on stipule la responsabilité de la Banque pour la moindre inobservation des règlements, celle-ci sera amenée à exagérer la rigueur de ces règlements et à soumettre tous ceux qui sont en relations avec elle à des vexations de toute nature. On revient alors à l'ancien régime formaliste et on perd les avantages que l'on espérait de rapidité et de simplicité.

Dans les agences où la Banque se charge de la perception des impôts, la tâche sera encore plus absorbante. On ne se trouvera plus en présence d'une Banque, mais d'un receveur et d'un véritable fonctionnaire de l'Etat. Que reste-t-il dans ces conditions du système de la Banque caissière ?

La conclusion de ce qui précède est qu'une imitation complète du système belge s'impose. On divisera comme en Belgique le service du Trésor en deux parties : la partie juridique et la partie matérielle. La première sera confiée à des fonctionnaires qui percevront les recettes conformément aux lois et règlements, vérifieront la régularité des ordonnances de paiement et apposeront leur « Vu, Bon à payer ». La seconde sera réservée à la Banque qui se bornera à effectuer les versements matériels aux créanciers de l'Etat après une simple vérification de l'identité et de la capacité des parties prenantes. C'est seulement avec cette division du travail que l'on pourra éviter les inconvénients du système de Banque caissière ou tout au moins ceux qui tiennent à la confusion des compétences.

Quoi qu'il en soit, le règlement du Trésor de 1913 à la différence de celui de 1910, est bien appliqué. D'après les rapports des différentes provinces présentés à la fin de 1915, en dehors de 3 territoires, 19 provinces sur 22 ont transféré leur service de trésorerie à la Banque de Chine. Il semble que ce service soit fait avec régularité.

Les totaux des recouvrements et des paiements effectués par les diverses succursales de la Banque à titre de caissières de l'Etat s'élèvent chaque année à des sommes considérables. Le tableau ci-après que nous empruntons à M. Kia-ché-I dans son *His-*

toire financière de la République Chinoise (1), le montre bien.

Si l'on compare ces chiffres à la somme totale des recettes à percevoir et des dépenses à effectuer dans ces diverses provinces pour l'année 1916, on voit qu'ils dépassent même cette somme (2), car la Banque ne sert pas seulement de caissière à l'Etat, elle assure aussi le service de trésorerie pour le compte d'autres unités administratives : provinces, préfectures, sous-préfectures, établissements publics, etc... (Voir p. 168).

Cependant la Banque de Chine n'est pas la caissière unique de l'Etat. L'article 8 du règlement du Trésor de 1913, qui a consacré l'unité du Trésor, admet par ces termes « sauf disposition spéciale » des exceptions à cette règle en ce qui concerne les recettes et les dépenses présentant un caractère particulier. C'est ainsi que le service des encaissements et des paiements est confié à des banques spéciales, par exemple à la « Banque pour l'industrie du sel » pour la gabelle ; à des banques étrangères pour les emprunts extérieurs ; à la Banque des Communica-

1. Kia-ché-I, *Histoire financière de la République Chinoise*, année 1917. Shang-Haï, 1^{re} édit., t. II, p. 73.

2. Ces chiffres sont également empruntés à M. Kia-ché-i, *op. cit.*

Trésoreries titulaires	Agences caissières	Date d'entrée en fonction d'agences
Trésor divis. de Tien-Tsin	Succursale de Tien-Tsin	1914
— — Kiang-Ning	— Nankin	1914
— — H'ang Tcho	— Tche-Kiang	1914
— — T'ai-Yuan	— Chan-Hsi	1914
— — Tie-Nan	— Chan-Tong	1913
— — Fou-Kien	— Fou-Kien	1914
— — Ngan-Tsin	— Ngan-Houée	1914
— — Kouang-Tong	— Kouang-Tong	1914
— — Ghirin	Bureau auxil. de Ghirin	1915
— — Moukden	— — Moukden	1914
— — Amour	— — Amour	1914
— — Kouée-Tcho	Succursale de Kouée-Tcho	1915
— — Kiang-Hsi	— Kiang-Hsi	1915
— — Chen-Hsi	— Chen-Hsi	1916
— — Sse-Tchoan	Bureau auxil. de Tchong-Tou	1915
— — Tchong-Cha	Succursale de Hou-Nan	1916
— — Kouée-Souï	— Kouée-Souï	1915
— — H'an-Kô	— H'an-Kô	1916
— — Yun-Nan	— Yun-Nan	1917
— — Ch'ahar	Agence de ch. de Fang-chen	1915
— — Pékin	Succursale de Pékin	1914
— — Kai-Fong	— Ho-Nan	1913

1. 2.760.000 proviennent des recettes ordinaires et 510.000 des recettes extra-

2. Le service de trésorerie est partagé entre la Banque de Chine et la Banque

Recettes annuelles	Dépenses annuelles	Totaux des recettes et des dépenses annuelles
11.000.000 \$ ch.	11.000.000 \$ ch.	22.000.000 \$ ch.
13.820.000 —	11.310.000 —	25.130.000 —
15.000.000 —	14.000.000 —	29.000.000 —
9.000.000 —	8.800.000 —	17.800.000 —
12.000.000 —	11.000.000 —	23.000.000 —
3.270.000 — (1)	2.500.000 —	5.000.000 —
6.940.000 —	6.940.000 —	13.000.000 —
18.000.000 —	20.000.000 —	38.000.000 —
5.000.000 —	6.000.000 —	11.600.000 —
11.800.000 —	12.000.000 —	23.800.000 —
5.200.000 —	5.820.000 —	11.020.000 —
3.000.000 —	3.000.000 —	6.000.000 —
chiffre manque	chiffre manque	chiffre manque
— —	— —	— —
— —	— —	— —
— —	— —	— —
700.000 \$ ch.	1.060.000 \$ ch.	1.760.000 \$ ch.
chiffre manque	chiffre manque	chiffre manque
— —	— —	— —
— —	— —	— —
— —	— —	— —
chiffre manque (2)	— —	— —

ordinaires.
des Communications.

Provinces	Recettes	Dépenses	Totaux
Tchi-Ly	2.208.377 \$ ^{ch}	9.868.693 \$ ^{ch}	12 077.070 \$ ^{ch}
Kiang-Sou	17.732.536 —	12.278.605 —	30.031.141 —
Tchæ-Kiang	13.972.845 —	8 466.549 —	22.439.394 —
Chan-Hsi	7 410.338 —	5.476.485 —	12 886 823 —
Chan-Tong	11.524.815 —	9.253.989 —	20.778.804 —
Fou-Kien	6.475.327 —	4.490.797 —	10 966.124 —
Ngan-Houée	7.592.467 —	6.725.565 —	14.318.023 —
Kouang-Tong	21.440.980 —	14.045.374 —	35.486.154 —
Ghirin	5.818.582 —	5.274.064 —	11.092.646 —
Moukden	12.858.818 —	9.552.465 —	22.411.283 —
Amour	4.815 215 —	5 325.224 —	10.140.439 —
Kouée-Tcho	1.590.983 —	2 850.637 —	4.441.620 —
Kiang-Hsi	9.609.110 —	5.403.811 —	15.012.921 —
Chen-Hsi	7.833.390 —	5.927.147 —	13.760 537 —
Sse-Tchoan	11.551 052 —	10.876.297 —	22.427.349 —
Hou-Nan	7.442.095 —	6.177.726 —	13.619.821 —
Kouée-Souï (territoire milit.)	458.812 —	1.033.373 —	1.512.185 —
Hou-Pei	11.331.683 —	9.438.960 —	20 770.643 —
Yun-Nan	2.903 155 —	6.086.363 —	8 989.518 —
Ch'ahar (territoire militaire)	610.305 —	687.208 —	1.297.513 —
Pékin	316.728.760 (1)	316.175.475 (2)	632.904.235 —
Hlo-nan	10.796.061 \$ ^{ch}	9.304.468 —	20 100.539 —
(3)			

tions (4) concurremment avec la Banque de Chine pour les emprunts intérieurs. Là où il n'existe pas

1. Ce chiffre comprend deux nombres : l'un, s'élevant à 315.870.447 dollars, représente la somme totale des recettes du gouvernement central ; l'autre, s'élevant à 858.313 dollars, représente la même somme totale pour le district de la capitale.

2. 315.175.188 dollars pour les dépenses du gouvernement central et 1.000.287 dollars pour celles du district de la Capitale.

3. Nous laissons de côté les chiffres des provinces et des territoires dont le service du trésor n'est pas encore confié à la Banque de Chine.

4. La Banque des Communications dont nous décrirons ultérieu-

d'agences de la Banque de Chine, ce sont des agences de la Banque des Communications qui servent de caissières à l'Etat. A défaut de celles-ci le service de trésorerie est effectué soit par les banques locales, soit par les agents subalternes des administrateurs comme par le passé. Mais la plus grande partie des rentrées et des sorties des fonds publics est effectuée par la Banque de Chine. D'autre part les fonctions des autres banques, en qualité de caissières, n'ont qu'un caractère purement provisoire; la tendance

rement l'organisation, a le caractère d'une Société par actions, comme beaucoup de banques privées, avec cette différence qu'elle est chargée du service du Trésor et investie du droit d'émission. Ces fonctions sont d'une telle importance pour elle qu'on la considère comme une Banque centrale parallèle à la Banque de Chine.

Laissons de côté pour le moment son droit d'émission et voyons quelle est la ligne de démarcation entre ses attributs de caissière et ceux de la Banque de Chine. D'après la convention qu'elle a conclue en 1913 avec le Ministre des Finances à ce sujet, sa fonction de caissière est limitée à des emprunts et des comptes spéciaux dont la gestion lui est confiée par un texte spécial. Il n'y a d'exceptions que dans les deux cas suivants :

1° Dans les localités où ses agences fonctionnent, à défaut de toute agence de la Banque de Chine, ce sont elles qui assurent le service de caissier de l'Etat.

2° Dans les localités où le service du Trésor est trop chargé, ses agences partagent le travail avec celles de la Banque de Chine ; c'est notamment ce qui se passe dans la province du Ho-Nan. L'article 1^{er} de la Convention s'exprime à ce sujet en ces termes : « Avant le vote par le Parlement de la loi sur le Trésor, une partie du service de Trésorerie est provisoirement confiée à la Banque des Communications ». C'est la consécration du caractère provisoire de ces fonctions. Notre organisation de Trésor est donc toujours dominée par le principe de l'unité.

est vers l'unité du Trésor et tout porte à croire que cette unité ne tardera pas à être réalisée.

SECTION II

Avances au Gouvernement

Il est légitime que dans un pays une banque privilégiée et puissante vienne en aide au Gouvernement en lui consentant des avances, soit pour faire face aux premiers besoins d'une guerre, lesquels ne pourraient pas être alimentés autrement sans compromettre les opérations militaires — tel est le cas de la Banque de France au début des hostilités — soit pour assurer la circulation des Bons du Trésor à un moment où le rendement tardif des impôts ne permet pas de couvrir des dépenses urgentes — tel est le cas de la Banque d'Angleterre.

C'est aussi un devoir impérieux pour le Gouvernement de ne pas puiser incessamment, en dehors de ces cas exceptionnels, ses ressources dans les réserves de la Banque et c'est même un devoir pour celle-ci de résister avec la dernière énergie à toute demande de fonds exagérée et ruineuse. Lorsque les billets remis à titre d'avances dépassent les besoins du commerce ils ne peuvent se maintenir dans la circulation qu'avec le cours forcé, et, dans ce cas, leur dépréciation et avec elle la hausse des prix ne vont

pas tarder à se produire. Tout l'ordre social s'en trouvera bouleversé, et l'Etat et la Banque en souffriront les premiers, l'Etat en payant plus cher ses services et ses achats, la Banque en perdant son crédit et sa solidité.

C'est pour avoir abusé de la pratique des avances, ou pour ne pas avoir eu le courage de l'écartier en créant d'autres ressources, que bien des gouvernements ont fait sombrer ou ont compromis leurs banques d'émission. La Banque de Chine n'est pas autre chose qu'une de ces innombrables victimes : elle a été appelée dès sa constitution à donner son appui financier au Gouvernement, mais au début les avances qu'elle a consenties n'avaient qu'un caractère de simples mesures de trésorerie destinées à satisfaire aux dépenses urgentes, en attendant la rentrée des ressources ordinaires et extraordinaires ; elles devaient être remboursées à bref délai. Malheureusement les embarras du Gouvernement ne lui permettaient pas de tenir parole. Non seulement il se trouvait dans l'impossibilité de rembourser les avances qui lui avaient été faites, mais chaque année il en sollicitait de nouvelles. Nous donnons dans le tableau ci-dessous leurs chiffres respectifs, tels que nous les indique M. Tchang Wo Kiuen dans son article « Banque de Chine depuis un an et demi » publié dans *The Bankers Weekly* (1).

Années	Avances
1913	1.440.000 \$ ch.
1914	4.060.000 —
1915	6.540.000 —
1916	10.370.000 —
1917	14.250.000 —

La situation globale des avances envisagée par année se présentait donc de la façon suivante :

Années	Total des avances
1913	1.440.000 \$ ch.
1914	5.500.000 —
1915	12.040.000 —
1916	22.410.000 —
1917	36.660.000 —

Si on ajoute à ce chiffre 5.000.000 de dollars représentant les intérêts échus mais non payés et 4.700.000 de dollars représentant des avances aux différentes administrations, visées au compte du ministre des Finances, le total des avances consenties au Gouvernement par la Banque depuis 1913 s'élevait à la fin de 1917 à plus de 46.300.000 dollars, somme énorme pour un pays comme le nôtre où l'argent possède une puissance d'achat considérable.

La comparaison entre le chiffre total des avances et celui de l'actif du bilan de chaque année nous per-

met de mieux saisir encore l'importance de ces prêts.

Années	Chiffre total des années	Chiffre total de l'actif	Proportion des avances dans l'actif
1913	1.440.000 \$ ch.	31.713.158 \$ ch.	4 1/2 0/0
1914	5.500.000 —	136 281.220 —	4 0/0
1915	12.040.000 —	208 161.564 —	5 0/0
1916	22.410.000 —	224.845.606 —	10 0/0
1917	46.300.000 —	286.487 254 —	16 0/0

C'est en 1916 et 1917 que l'exagération des avances était arrivée à son point culminant ; cette situation était due à la campagne de restauration menée par Yuan-Ché-Kaï. Après avoir épuisé les autres ressources du pays le dictateur s'empara de la Banque de Chine dont la prospérité commençait à éblouir le public et exigea d'elle avances sur avances. Sa convoitise ne connaissait d'autres limites que les besoins de son budget qui était hélas ! un gouffre sans fond. Lorsque la planche à assignats s'arrêta après l'échec de Yan-Ché-Kaï la Banque était saignée à blanc et dans l'impossibilité absolue de se rétablir. Elle était surtout paralysée par la circulation surabondante et dépréciée de billets à cours forcé, émis en contre

partie d'avances démesurées, qui gênait considérablement le marché de Pékin.

Après l'essai de quelques palliatifs (rachats des billets dépréciés, acceptation d'une partie de ces billets en paiement des impôts, etc...) sans effet, le Gouvernement fut en 1918 invité par la Banque à envisager une mesure radicale pour mettre fin à cet état de choses. Il accepta sa proposition et décréta l'émission de deux emprunts dont le montant total fut fixé à 93.000.000 de dollars dont 49.000.000 furent remis à la Banque de Chine. Il avait été convenu que le produit des titres serait entièrement destiné au remboursement des avances. Trois souscriptions successives faites par les soins de la Banque donnèrent à la fin de mars 1918 une somme totale de 36.300.000 dollars dont 34.350.000 en billets et 1.955.000 en espèces. En compensant cette somme de 36.300.000 avec l'ensemble des avances ci-dessus indiquées, soit 46.300.000, on obtenait le résultat suivant : $46.300.000 - 36.300.000 = 10.000.000$ représentant le reliquat dû par le Gouvernement. Plus de 78 o/o des avances étaient remboursées et la situation de la Banque se serait sensiblement améliorée si entre temps d'autres avances ne lui avaient pas été demandées.

D'après l'article de M. Tchang-Wo-Kinên, les sommes avancées entre fin septembre 1917 et fin septembre 1918, c'est-à-dire dans la période où les

anciennes avances étaient successivement amorties par les produits des emprunts de 1918, s'élevaient à 171.700.000 dollars. Donc en réalité le Gouvernement n'en remboursait que 36.300.000 (produit des emprunts) moins 17.700.000 (nouvelles avances), c'est-à-dire 18.600.000 et les emprunts n'atteignaient pas leur but. Il fallait chercher d'autres moyens de ménager le crédit de la Banque et surtout de ne pas aggraver sa situation.

M. Tsao-Jou-Lin, ministre des Finances d'alors, adressa le 4 octobre 1918 une lettre à la Banque en lui promettant qu'aucune nouvelle avance ne lui serait plus demandée à partir du 12 du même mois. (1). Mais sa parole ne fut pas respectée par ses successeurs et la Banque ne tarda pas à être mise de nouveau à contribution. Si l'on consulte la demande de mise en accusation du Gouverneur de la Banque de Chine, inculpé d'avoir fourni des ressources occultes au Gouvernement, votée le 12 décembre 1919 par la nouvelle Chambre des députés (2), on constate que les avances consenties au Gouvernement depuis les emprunts de 1918 se sont élevées au chiffre de 27.000.000 de dollars (les 17.000.000 indiqués par M. Tchang-Wo-Kiuên y compris), lesquels, additionnés au reliquat de 10.000.000 ci-dessus indiqué,

1. *The Eastern Times*, n° des 13 et 14 décembre 1919.

2. On la nomme ainsi par opposition à l'ancienne Chambre qui fonctionne actuellement à Canton.

donnent un total de 37.000.000 de dollars. Une notable partie de l'actif de la Banque reste toujours immobilisée et la circulation fiduciaire de Pékin n'en est point améliorée. Telles sont les conséquences les plus fâcheuses du système des avances non proportionnées aux facultés de la Banque.

Les partisans rares, d'ailleurs, de la liberté des banques ne manquèrent pas de déclarer la faillite ou tout au moins la non acclimatation dans notre pays du système de la Banque centrale ; ils considéraient ces avances et cette circulation exagérée comme une conséquence inévitable du lien étroit et forcé qui unit la Banque centrale au Gouvernement. Nous ne nions pas les défauts de notre Banque centrale, mais les notables progrès qu'elle a réalisés sur les anciennes et multiples petites banques les compensent largement. D'ailleurs le mal n'est pas sans remède. Qu'on confère une indépendance plus grande à la Banque en donnant à son capital un caractère entièrement privé par l'élimination des actions gouvernementales et par la transmission du pouvoir suprême de direction du Gouvernement au Conseil d'Administration et elle pourra alors mieux résister aux demandes illégitimes du Gouvernement et éviter le retour de la situation fâcheuse dans laquelle elle se trouve actuellement. En tout cas si l'on veut réformer nos finances et unifier notre circulation, tant monétaire que fiduciaire, une Banque centrale puis-

sante nous est indispensable, fût-elle entachée de quelques imperfections.

SECTION III

Patronage et concours prêtés à la Banque d'épargne et à la Banque industrielle.

C'est en sa qualité de Banque centrale et privilégiée que la Banque de Chine a été désignée par le Gouvernement pour prêter concurremment avec la Banque des communications, son patronage et son concours à la Banque d'épargne et à la Banque industrielle ; les services qu'elle rend à cette occasion sont donc la conséquence des rapports qui l'unissent à l'Etat. Aussi nous les traiterons dans le chapitre que nous consacrerons à cette étude.

Notre section se divisera en deux paragraphes :
A) Banque d'épargne ; B) Banque industrielle.

A) Banque d'Epargne

Les banques d'épargne n'ont été connues en Chine que dans les dernières années de l'Empire Mandchou. Un règlement sur les banques d'épargne fut promulgué en janvier 1908, et conformément à ses prescriptions un certain nombre de ces banques furent fon-

dées. Le Gouvernement impérial chercha de son côté à développer l'esprit d'épargne et surtout à déraciner les habitudes de thésaurisation dont les habitants de la Chine étaient si fortement imprégnés. A cet effet fut instituée en mars 1908 une Banque officielle d'Epargne dont la gestion était confiée à la Banque impériale. Cent mille Kuping taëls furent versés à cette dernière en vue de la constitution du capital de cette Banque et bientôt les dépôts des particuliers atteignirent un chiffre important. Mais après la Révolution de 1911 les retraits se multiplièrent et la Banque officielle d'épargne ainsi que plusieurs banques privées se virent dans la nécessité de cesser leurs opérations. En 1914 le Gouvernement républicain, en présence du manque de disponibilités sur le marché et de l'improductivité des capitaux thésaurisés par leurs propriétaires, reconnut qu'il était utile de reconstruire l'œuvre de l'Empire et de ressusciter la Banque d'Epargne. De cette conception sortit la « Banque d'épargne de la nouvelle Chine ». Son capital, fixé à 1.000.000 de dollars, fut divisé en dix mille actions entièrement souscrites par la Banque de Chine et la Banque des communications ; mais ces dernières ne tardèrent pas, ainsi que nous l'avons rappelé plus haut, à se trouver en butte aux sollicitations incessantes du Gouvernement, et furent bientôt dans l'impossibilité de libérer complètement les actions souscrites par elles. A la fin de 1917 elles

n'avaient en réalité versé à cet effet que 15.000 dollars et étaient dans l'impossibilité de faire davantage. Dans ces conditions la Banque d'épargne se vit obligée de remanier ses statuts, afin de pouvoir réaliser son capital par un autre procédé.

Après l'approbation des nouveaux statuts par le Président de la République, le 19 décembre 1915, la moitié des actions, soit 5.000, fut l'objet d'une souscription publique, l'autre moitié restant la propriété de la Banque de Chine et de la Banque des Communications. En même temps il fut demandé à ces deux Banques un versement supplémentaire de 10.000 dollars, lesquels ajoutés aux 15.000 précédemment versés, donnèrent un chiffre de 25.000 dollars représentant exactement la moitié de la somme totale des 5.000 actions qu'elles conservaient. Tel fut le concours prêté par nos deux Banques centrales à la Banque d'épargne à l'occasion de sa constitution. Celui qu'elles lui apportent dans son fonctionnement n'est pas moins précieux.

Une des opérations les plus importantes de la Banque d'Epargne est l'émission des Bons d'Epargne. Il s'agit d'une espèce d'emprunt à lots. Chaque bon est émis au prix des dix dollars ; les porteurs des numéros sortis touchent une prime variant entre 20 dollars et 100.000 dollars ; les porteurs non favorisés reçoivent le remboursement de leur capital au bout de trois ans. C'est là une pratique condam-

nable. Au lieu d'introduire dans les mœurs les qualités d'économie et de prévoyance, on augmente le goût de l'aléa. Nous attarder à des critiques à ce sujet nous amènerait à sortir du cadre de notre étude. Nous nous bornerons à dire que ce sont la Banque de Chine et la Banque des Communications qui assurent en grande partie le service de ces titres de loterie (émission, remboursement, prime, etc.).

En outre d'autres relations se sont établies entre la Banque de Chine et la Banque des Communications, d'une part, et la Banque d'Epargne de l'autre. Tout d'abord, chaque année, après l'inventaire, un quart des dépôts placés en titres ou restant en argent comptant doit être remis à la Banque de Chine ou à la Banque des Communications pour constituer le fonds de garantie du remboursement. D'autre part les disponibilités peuvent être placées soit en emprunts de l'Etat ou en emprunts garantis par l'Etat, soit en dépôts à terme ou à vue à la Banque de Chine ou à la Banque des Communications. Enfin la Banque d'Epargne peut demander à ces deux Banques patronnes des avances sur titres achetés avec ses disponibilités. En résumé, la Banque d'Epargne est la filiale de nos deux Banques centrales qui lui ont fourni le capital et accordé leur patronage.

B) *Banque industrielle de Chine*

Pour favoriser et aider plus particulièrement encore l'agriculture et l'industrie, il a été créé, le 15 août 1915, une Banque spéciale désignée sous la dénomination de « Banque Industrielle de Chine » (1) dont le rôle principal consiste à consentir des prêts à long terme. La Banque de Chine fut appelée encore une fois à prêter son concours à cette entreprise ; seulement au lieu d'agir de concert avec la Banque des Communications, elle participa seule à cette œuvre. La moitié du capital, soit 10.000.000 de dollars divisés en 100.000 actions, devait être fournie par elle pour le compte de l'Etat. Malheureusement le même motif qui l'avait empêchée de libérer ses actions de la Banque d'Epargne devait neutraliser ici encore les effets de son concours vis-à-vis de la Banque Industrielle ; elle ne put pas verser la somme promise. En août 1917 on lui reprit 60.000 actions pour les vendre aux particuliers. Ainsi sur un capital de 20.000.000 dollars, 16.000.000 ont été souscrits par les particuliers et 4 000.000 seulement restent à la charge de la Banque de Chine.

Telle est l'aide plus ou moins efficace apportée par la Haute Banque à notre agriculture et à notre industrie.

1. Il ne faut pas confondre cette Banque avec une Banque franco-chinoise qui porte le même nom et dont le siège social est à Paris.

CHAPITRE V

Emission des Billets

L'émission est une des fonctions principales et les plus importantes de la Banque de Chine. C'est surtout en vue d'unifier et d'assainir la circulation fiduciaire que cette Banque a été fondée. Aussi cette opération doit attirer particulièrement notre attention et nous nous proposons de l'examiner sous tous ses aspects en divisant notre chapitre en cinq sections :

SECTION I. — Législation chinoise sur l'émission des billets de banque.

SECTION II. — Circulation des billets de la Banque de Chine.

SECTION III. — Conséquences du cours forcé. Moyens employés ou simplement proposés pour le combattre.

SECTION IV. — Unification de la circulation financière et rôle à cette occasion de la Banque de Chine.

SECTION V. — Rôle de la Banque de Chine dans la réforme monétaire.

SECTION I

Législation chinoise sur l'émission des billets de banque

En matière d'émission nous trouvons deux thèses en présence, à savoir : le « Currency principle » ou principe métallique et le « Banking principle » ou principe du crédit (1).

D'après la première, la circulation doit se régler uniquement sur la quantité de numéraire qui se trouve dans l'encaisse de la Banque; c'est le système imposé à la Banque d'Angleterre. Il présente une garantie, une sécurité absolue aux porteurs de billets, mais il manque totalement d'élasticité. On en trouve la preuve dans ce fait qu'à diverses reprises déjà (1847, 1857, 1866, 1914) il a fallu suspendre l'Act de 1844 et permettre à la Banque d'Angleterre de franchir la limite fatale.

D'après la seconde thèse, l'émission doit suivre les besoins du marché qui lui servent de frein naturel. Toute réglementation légale est ici inutile et gênante (2). C'est le système adopté par les statuts de la Banque de France qui n'impose aucune limite à sa

1. R. G. Lévy, *Banques d'émission et Trésors publics*. Edit. 1913, p. 286.

2. Voir Courcelle-Seneuil, opérations de Banque. *Traité théorique et pratique*, année 1909, p. 471.

faculté d'émission ni aucun rapport entre le chiffre de l'encaisse et celui de la circulation. Il est évidemment plus logique. Puisque la banque est un établissement de crédit il faut que la considération du commerce passe avant toute autre. D'ailleurs un portefeuille bien choisi comme celui de la Banque de France, qui ne se compose que d'effets revêtus en général de trois signatures solvables, offre une garantie presque aussi solide que l'encaisse métallique elle-même. Pourquoi dès lors se forger des craintes chimériques !

Mais une latitude aussi étendue donnée à la Banque pourrait avoir de graves inconvénients. Un manque de sagesse ou de prudence de la part de la Direction, caractérisé par une circulation surabondante et dépréciée, placerait la Banque dans une situation critique et au lieu de prévenir ou d'atténuer les crises, les hâterait ou les aggraverait. Si l'entrave de la rigidité du « Currency principle » est un mal, le danger de la liberté du « Banking principle » est pire encore. Aussi le système de la liberté absolue sans réglementation d'aucune sorte de l'émission n'est guère réalisé en pratique, et, dans presque tous les pays la loi réglemente l'émission des billets de banque (1). Les systèmes de réglementation varient suivant les pays et parfois dans un même pays suivant les banques,

1. Arnauné, *La monnaie, le crédit et le change*, année 1913, p. 426.

mais en prenant quelques-uns d'entre eux comme types, on peut les classer sous quatre chefs (1).

1° *Limitation du montant des billets en circulation au montant de l'encaisse.* — C'est à peu près le régime de la Banque d'Angleterre imposé par l'Act fameux de 1844, dit Robert Peel. Aux termes de cette loi, la Banque ne peut émettre des billets qu'à concurrence du montant de son encaisse plus une marge qui s'élève actuellement à 18.445.000 de livres lesquels constituent son capital fictif représenté pour la plus grosse part par une vieille créance sur l'Etat et, pour le restant, par des titres de rentes ;

2° *Fixation d'une certaine proportion généralement un tiers entre le montant de l'encaisse et celui des billets en circulation.* — C'est le régime de la Reichbank et aussi celui de beaucoup d'autres pays, Autriche, Espagne, Suisse, Italie, Hollande, Russie, etc.

3° *Fixation d'un maximum d'émission.* — C'est le système mis en pratique en France par la loi du 12 août 1870 qui, au début de la guerre franco-allemande, en donnant de nouveau cours forcé aux billets de la Banque de France, fixa, comme en 1848, un maximum d'émission. Limité d'abord à 1.800 millions, ce chiffre maximum avait été successivement

1. Gide, *Cours d'économie politique*, année 1913, p. 512.

élevé et à la veille de la guerre, il montait à 6.800 millions. La loi du 5 août 1914 et des décrets subséquents l'ont considérablement augmenté et il est actuellement de 40 milliards (art. 2 de la loi du 17 juillet 1919).

4° *Obligation pour les banques de garantir les billets qu'elles émettent par des valeurs sûres, en général par des titres de rentes sur l'Etat représentant une valeur au moins égale à celle des billets.* -- C'était le système pratiqué aux Etats-Unis avant la loi du 23 décembre 1913.

Voyons maintenant lequel de ces deux principes « Banking principle » ou « Currency principle » a prévalu dans notre législation de l'émission, et, dans la seconde hypothèse, demandons-nous dans lequel des quatre types ci-dessus énumérés entre notre système. A ces questions une réponse unique ne serait pas suffisante, car la Chine a successivement pratiqué l'un et l'autre système.

Sous l'ancien régime la faculté d'émission était (1) du domaine public. Le premier venu pouvait se l'arroger ; aucune limite n'était imposée à la circulation. Le législateur s'en rapportait à la sagesse des banques émettrices qui avaient tout intérêt, croyait-il, à ménager leur propre crédit et à la prudence du public qui savait à qui il devait accorder sa confiance en.

1. Voir première partie, chapitre II de notre étude.

acceptant des billets. C'était le « Banking principe » dans toute sa beauté. Ce n'est qu'après la manifestation éclatante des inconvénients multiples de la liberté d'émission et qu'après des réclamations venues de toutes parts en vue de l'établissement de mesures restrictives que le gouvernement songea à mettre un frein au « laissez-faire ».

Le règlement sur la monnaie de papier du 16 mai 1910 en même temps qu'il concéda le monopole d'émission à la Banque Impériale établit dans son article 3, un rapport de cinq dixièmes entre le chiffre de l'encaisse métallique et celui de la circulation. La liberté faisait ainsi place à la réglementation. Quant au type de système adopté ce fut le deuxième qui fut choisi, c'est-à-dire qui fixe une certaine proportion entre l'encaisse métallique et le montant des billets en circulation. L'article 6 du même règlement admet, néanmoins, une exception à cette règle de moitié. Il dispose que la Banque Impériale, dans les moments de grands besoins du marché, pourra augmenter son émission au-dessus du chiffre fixé par l'article 3, c'est-à-dire au-dessous du double de l'encaisse métallique, à la condition d'obtenir l'autorisation du ministre des Finances et moyennant un impôt de 6 o/o sur le montant des billets émis en sus. C'est une latitude dont les autres pays du même groupe ne jouissent pas. Le règlement, dit restrictif de la monnaie fiduciaire, du 20 octobre 1915, qui

régit les autres banques d'émission de Chine leur impose la même proportion. Son article 4 est ainsi conçu : « En vue de garantir le remboursement de leurs billets, les Banques sont tenues d'avoir une encaisse métallique au moins égale à la moitié de la valeur des billets en circulation. » Le règlement organique de la Banque de Chine de 1913 n'a imposé aucune limite à la faculté d'émission de notre nouvelle institution. Son article 12 s'est borné à dire que : « La Banque de Chine émettra des billets convertibles aux conditions déterminées par une loi ultérieure sur la matière. » « Avant la promulgation de la dite loi, continue l'alinéa du même article, l'émission est régie par l'arrêté du Ministère des Finances du 5 juillet 1913. » Jusqu'à présent la loi annoncée n'est pas intervenue; la circulation de la Banque de Chine est toujours soumise à l'arrêté de 1912.

Quel est donc le système établi? L'arrêté de 1912 contient cinq articles dont aucun ne parle de limite à l'émission ni de proportion quelconque entre l'encaisse et la circulation (1). On laisse à la Banque de Chine la latitude dont jouissait la Banque de France avant la loi de 1870, ci-dessus citée, et on permet au « Banking principle » de prendre sa revanche. Mais si la Banque de France n'a jamais abusé de sa liberté, on peut douter de la sagesse des administrateurs des

1. L'article 2 accorde force libératoire aux billets de la Banque de Chine dans toutes les parties du pays.

autres banques. En fait, notre institution d'émission a conservé jusqu'ici une encaisse suffisante. Dans le bilan au 31 décembre 1918, le fonds de garantie métallique s'élevait à 19.236.981 \$ (1), pour une circulation de 27.228.020 \$. En y ajoutant les 14.557.979 \$ en espèces qui se trouvaient en caisse à cette époque, on obtient une encaisse métallique de 33.794.960 \$ et la circulation était plus que couverte. Si la Banque de Chine se conduit toujours avec la même prudence, une réglementation légale sera certainement inutile, mais qui répondra de l'avenir? D'ailleurs eût-il existé une limite à la circulation, la Banque aurait eu un prétexte pour refuser au Gouvernement des avances répétées. Sans doute celui-ci aurait pu lui forcer la main, mais dans ce cas sa responsabilité aurait été couverte aux yeux du public. C'est pour ces raisons que nous croyons nécessaire et indispensable de mettre une limite aux droits de la Banque au point de vue de l'émission, cela tant pour rassurer le public sur la convertibilité des billets que pour protéger la Banque contre les entraînements du Gouvernement.

Quant à la règle à imposer, nous croyons que la plus sévère serait la meilleure pour un pays comme le nôtre encore partiellement soumis à un régime de

1. Le fonds de garantie (couverture) qui doit être égal à la circulation, se compose de deux parties : le fonds métallique et le portefeuille.

cours forcé. Dans ce cas, le système de la Banque de Russie pourrait nous servir de modèle. On fixerait un chiffre maximum au-dessous duquel la Banque serait autorisée à émettre des billets avec une couverture métallique partielle : la moitié, le quart ou toute autre proportion. Pour ce qui dépasserait ce chiffre chaque billet devrait avoir sa contre-partie métallique dans la caisse de la Banque, de telle sorte qu'il deviendrait une simple monnaie représentative. Le jour où le crédit de la Banque fortement ébranlé par le cours forcé sera rétabli et que le public sera disposé à garder ses billets, il sera possible d'atténuer la rigueur du système, mais ce jour-là est encore éloigné. Pour le moment c'est le « Currency principle » qui devrait être la base de notre législation d'émission. D'aucuns prétendent qu'une réglementation aussi rigide serait de nature à gêner le commerce et à détourner la Banque de son rôle principal de dispensatrice du crédit. Nous ne nions pas le bien fondé de ces critiques. Remarquons cependant que pour consentir du crédit aux autres il faut qu'on en ait soi-même. Si la Banque n'a qu'un crédit peu solide, il est extrêmement dangereux pour elle d'émettre des billets au-delà de l'encaisse métallique, car, le public n'ayant pas confiance en ses billets ne tardera pas à les rapporter à ses caisses, et, comme elle ne sera pas en mesure de les rembourser, elle se trouvera submergée dans ce flot.

Aussi en réclamant une limite rigoureuse nous n'entendons nullement entraver l'action bienfaisante de la Banque ; nous voulons simplement prévenir, dans l'intérêt du commerce, des crises qui pourraient résulter de la banqueroute ou du cours forcé.

SECTION II

Circulation des billets de la Banque de Chine (Simultanéité des deux sortes de billets, billets convertibles et billets à cours forcé).

Le billet de banque peut se présenter sous deux formes : forme convertible et forme à cours forcé.

Dans le premier cas le billet peut être en tout temps transformé en espèces métalliques qu'il représente. C'est le système normal qui correspond au caractère du billet de banque, puisqu'il est avant tout un effet de commerce portant promesse de payer à vue.

Dans le second cas, la banque est dispensée de rembourser des billets et alors la nature économique de ce billet change ; d'une créance exigible et réalisable à toute époque il devient un véritable papier-monnaie, c'est-à-dire un papier faisant l'office de monnaie. On est ici en présence d'une mesure anormale, d'un moyen extrême auquel on ne recourt que dans des circonstances exceptionnelles, en général à la suite de grosses avances accordées à l'Etat qui

mettent la Banque dans l'impossibilité de faire face à ses dettes exigibles.

C'est d'ailleurs là un mal nécessaire qui s'est produit dans presque tous les pays et a fait depuis longtemps déjà le tour du monde. Quoique sa durée et ses conséquences ne soient pas partout les mêmes, il présente ce caractère commun, qu'une fois le cours forcé proclamé, les billets inconvertibles circulent sur tout le territoire, à l'exclusion de tout autre billet de banque.

Jamais on n'a assisté à une circulation simultanée des deux sortes de billets, billets convertibles et billets à cours forcé émis par le même établissement. Et cependant le cas s'est produit pour la Banque de Chine, dont les billets de Pékin sont soumis au cours forcé, alors que ceux qui circulent à Shanghai et dans presque toutes les autres provinces, conservent leur convertibilité. Pour comprendre cette énigme et cette bizarrerie, il faut remonter à son origine, et pour cela il est indispensable de faire un exposé historique des billets de notre institution d'émission.

La Banque de Chine a émis des billets depuis sa constitution de fait, c'est-à-dire depuis le mois d'août 1912. C'étaient des billets remboursables en espèces, mais comme leur force libératoire n'était pas légalement reconnue, ils n'avaient qu'une circulation très restreinte dont le montant total ne s'élevait à la fin de l'année 1912, qu'à 1.061.636 \$ ch., chiffre bien

inférieur à celui de la circulation de la Banque Impériale qui était montée à la fin de juin de l'année précédente à plus de 18 millions de \$ ch. Un arrêté ministériel vint, le 5 janvier 1913, accorder à ces billets le cours légal et ordonner qu'ils fussent acceptés partout et pour tout paiement, tant public que privé. Depuis cette époque, les billets de la Banque de Chine avaient pris un développement de plus en plus étendu et chaque nouveau bilan dressé à la fin de l'année dénotait, comme on peut en juger par le tableau ci-dessous, une augmentation sensible de leur circulation :

Années	Montant de la circulation
—	—
1912.....	1.061.363 \$ ch.
1913.....	5.020.995 —
1914.....	16.398.178 —
1915.....	38.449.228 —

La proportion de l'accroissement sur l'année précédente est 370 0/0 pour l'année 1913, de 220 0/0 pour l'année 1914, de 130 0/0 pour l'année 1915.

Le chiffre de 1915 avait presque doublé la circulation de la Banque Impériale en 1911. Le public commençait à avoir confiance dans notre jeune Banque d'émission. Ses billets circulaient partout avec facilité et étaient acceptés de préférence à ceux des banques privées ou des banques officielles de province. Les billets émis par les banques étrangères elles-

mêmes allaient être obligés de leur céder la place prépondérante qu'ils avaient occupée jusque-là dans notre circulation intérieure en raison de leur qualité et de leur solidité (1). Nous marchions vers la circulation unique et nationale rêvée et élaborée depuis si longtemps. Malheureusement un coup de foudre vint en 1916 effondrer tout l'édifice de crédit que la Banque avait mis quatre ans à construire. Nous faisons allusion au décret de Yuan-ché-Kai du 12 mai 1916 qui proclama le régime de cours forcé.

Pour mener à bonne fin sa campagne monarchique, Yuan-ché-Kai avait besoin de beaucoup d'argent. Après avoir épuisé la Banque des Communications dont le directeur M. Liang-Sse-Y, un des promoteurs de la campagne, avait mis toutes les richesses de son établissement au service de la nouvelle dynastie, il s'attaqua à la Banque de Chine. Non content d'exiger d'elle de grosses avances, il voulut s'emparer de toute son encaisse en vue de faire face aux dépenses de guerre (guerre contre les révolutionnaires du Sud, mais non guerre contre une puissance étrangère). A la différence de ce qui se passe dans les autres pays où c'est en général la Banque qui demande d'être dispensée du remboursement de ses billets en espèces, ce fut ici le Gouvernement qui interdit à la Banque de Chine tout paie-

1. *Histoire sommaire de la Banque de Chine*, article publié dans *The Bankers Weekly*, n° 74 du 5 novembre 1918, p. 15.

ment en espèces. Voici en quels termes était conçu le décret célèbre du 12 mai 1916 :

« Vu que dans les pays étrangers, aux moments
« de crise on a eu recours au cours forcé qui relève
« la Banque d'émission de l'obligation de rembourser
« ses billets et de restituer ses dépôts en espèces ; vu
« qu'une telle mesure est opportune et nécessaire
« pour notre pays, dans les circonstances où nous
« nous trouvons, nous ordonnons ce qui suit :

« 1^o A partir du jour de la notification de la pré-
« sente la Banque de Chine et la Banque des Commu-
« nications cesseront provisoirement jusqu'à nouvel
« ordre tout paiement en espèces, qu'il s'agisse de
« billets qu'elles ont émis, ou des dépôts qui leur ont
« été confiés ;

« 2^o Les encaisses des dites banques seront scel-
« lées ;

« 3^o Les Gouverneurs militaires et civils, ainsi que
« toutes les autorités locales, veilleront à ce que les
« dites banques n'aillent pas à l'encontre du présent
« décret en remboursant secrètement leurs billets ou
« leurs dépôts en espèces, et à ce que personne ne
« vienne troubler l'ordre public sous prétexte de
« réclamation de remboursement ;

« 4^o Toute personne qui aura refusé les billets des
« dites banques ou en aura trafiqué au-dessous de
« leur valeur légale, sera passible de la peine édictée

« par l'article 9 du règlement sur la monnaie (1) ;

« 5° Les diverses autorités publiques doivent agir
« de concert avec les Chambres de Commerce et les
« deux susdites banques pour toutes mesures rela-
« tives à l'exécution du présent acte ;

« 6° Les deux susdites banques communiqueront
« sans retard au ministère des Finances les montants
« respectifs de leurs billets actuellement en circula-
« tion, afin de prévenir toute émission excessive. »

Le cours forcé était donc proclamé pour tous les billets de la Banque de Chine et de la Banque des Communications circulant sur n'importe quelle partie du territoire et émis par n'importe quelle succursale (2). S'il eût produit son plein effet la Chine serait encore une fois inondée de ces assignats dont nos pères avaient déjà souffert, à tant de reprises, au cours de l'histoire financière de notre pays. Mais la campagne monarchique échoua et l'autorité de Yuan-ché-Kai ne tarda pas à décroître dans les provinces. La succursale de la Banque de Chine de Shanghai manifesta, la première, sa protestation

1. C'est à l'article 9 du règlement du 8 février 1914 rendu en application du règlement sur la monnaie que ce passage du décret fait allusion. D'après cet article, ceux qui auront commis une infraction aux rapports légaux fixés entre les différentes pièces monétaires seront passibles d'une amende de 1 à 1.000 \$ (les fonctionnaires et les gérants de régies seront passibles pour la même infraction d'une amende de 5 à 5.000 \$).

2. Les billets émis par les autres banques privées ou officielles devaient rester en dehors de l'application de ce régime.

contre le décret du 12 mai qu'elle considérait comme ruineux pour la banque et néfaste pour le pays tout entier. A l'issue de la réunion des actionnaires de la Banque de Chine tenue aussitôt après la réception du dit décret, elle décida :

1° Que la succursale serait soumise à la direction du comité, dit des actionnaires, qui nommerait un censeur pour surveiller la marche de ses affaires ;

2° Que son actif et son passif seraient confiés à des avocats étrangers qui auraient en qualité de mandataires des actionnaires le pouvoir de vérifier les comptes ;

3° Que l'encaisse serait transmise à ces mandataires étrangers, en vue de garantir le remboursement en espèces des billets émis par elle ;

4° Que les dépôts seraient restitués en espèces aussitôt l'échéance arrivée ;

5° Que les actionnaires s'engageraient personnellement vis-à-vis des créanciers de la succursale, pour les pertes que ceux-ci pourraient éprouver en continuant leurs relations avec elle.

Telle fut la première brèche au régime du cours forcé ; ce ne fut pas la dernière. La résistance — nous pourrions dire plus exactement la légitime défense — de la succursale de Shanghai amena bien vite des partisans à la Banque de Chine. Les différentes provinces vinrent successivement solliciter du gouvernement, sous prétexte de maintenir l'ordre public, des

exceptions ou des tempéraments à la rigueur du décret du 12 mai.

Les mesures adoptées par les diverses provinces varièrent avec les circonstances. Parmi ces provinces les unes maintinrent purement et simplement le *statu quo*, c'est-à-dire la convertibilité des billets et la restitution libre des dépôts : tel fut le cas des provinces du Moukden, d'Amour, du Chen-Hai, du Chan-Hai, du Hou-Pei, etc ; d'autres procédèrent à cette mesure avec certaines restrictions, soit en fixant un chiffre maximum du remboursement des billets, soit en limitant le retrait des dépôts, soit enfin en interdisant l'exportation des espèces métalliques. Ce fut la façon d'agir des provinces du Kiang-Sou, du Ngan-Houéc, etc. En fin de compte il n'y eut que Pékin, Tien-Tsin et quelques agences de la Banque des Communications à Shanghai qui appliquèrent le régime du cours forcé ; presque toutes les autres provinces continuèrent à rembourser les billets émis par la Banque de Chine et la Banque des Communications.

Telle fut l'origine de ce régime bizarre de circulation simultanée de deux sortes de billets émis par les mêmes banques et dans un même pays.

Laisant de côté la circulation de la Banque des Communications qui dépasse le cadre de notre étude nous examinerons celle de la Banque de Chine. Cette matière se subdivise en deux parties : la circulation

des billets à cours forcé et la circulation des billets convertibles.

A) Circulation des billets à cours forcé

Après que Tien-Tsin eût repris ses paiements en espèces, Pékin resta, pour ainsi dire, la seule ville soumise au cours forcé et ce ne fut que beaucoup plus tard que vinrent se joindre à lui les provinces du Kouang-Tong et du Sse-Tchoan. Aussi quand on parle aujourd'hui des billets inconvertibles de la Banque de Chine on fait toujours allusion aux billets émis par la succursale de Pékin et qui circulent dans la capitale. Nous verrons dans la section suivante à quelles conséquences fâcheuses ces billets ont donné lieu et quels furent les moyens employés ou simplement proposés pour les convertir en billets remboursables. Pour le moment nous nous bornerons à indiquer les chiffres de leur circulation aux différentes dates les plus importantes.

On verra par le tableau suivant que l'augmentation de la circulation se manifestait surtout après les suspensions de paiement en espèces; elle atteignit à la fin de 1917, c'est-à-dire trois mois avant l'émission des emprunts de 1918 destinés précisément à absorber les billets à cours forcé, le chiffre le plus élevé (32.089.059 \$ chinois). Ce n'est qu'à partir de juin 1918, date à laquelle le public commença seulement

à souscrire aux dits emprunts, qu'elle tendait à diminuer.

A la fin 1919, d'après les déclarations du Commissaire du Gouvernement qui figurent dans la demande

Dates	Billets inconvertibles de la Banque de Chine circulant à Pékin
12 mai 1916. — Date de la proclamation du cours forcé.	6.010.460 \$ ch.
25 octobre 1916. — Date de la reprise des paiements en espèces.	21 675 020 \$ ch.
30 novembre 1916. — Date de la remise en vigueur du cours forcé.	12.921.221 \$ ch.
30 décembre 1916. — Date qui précède l'émission des emprunts de 1918 destinés à diminuer la circulation inconvertible de la capitale.	32.089.059 \$ ch.

de mise en accusation ci-dessus citée (1), cette circulation inconvertible s'est encore élevée dans la Capitale à 10.500.000 \$ ch. Telle est l'histoire sommaire et la situation actuelle des billets inconvertibles de la Banque de Chine.

1. Voir 2^e partie, chapitre IV, section II, avances au Gouvernement.

• B) *Billets convertibles*

Les billets émis par les succursales de la Banque de Chine, sauf celles du Kouang-Tong et de Tchong-Tsing, ont été jusqu'ici, malgré le cours forcé, soumis au régime de la convertibilité et ont circulé au pair. De plus, ils ne sont plus confinés, tout au moins dans la pratique, dans leur lieu d'émission, les différentes succursales acceptant mutuellement les billets qu'elles émettent. C'est là un très grand progrès réalisé sur les anciens billets émis par de multiples petites banques dont nous avons parlé dans la première partie, chapitre II, de notre étude. Cependant le crédit de ces billets convertibles n'en est pas moins atteint par le décret du 12 mai, car le public, dans la crainte qu'ils ne puissent devenir éventuellement inconvertibles comme ceux qui circulent à Pékin, est moins disposé à les garder. C'est là le principal motif pour lequel leur circulation n'a pas atteint son développement normal. Le montant total des billets remboursables en circulation ne s'est élevé qu'à 20.720.000 \$ ch. fin 1917 et à 25.230.000 fin 1918, chiffres eux-mêmes inférieurs à ceux de la circulation de 1915 ci-dessus reproduits (38 millions 449.228 \$ ch.). Telles sont l'histoire sommaire et la situation actuelle des billets convertibles de la Banque de Chine.

Pour donner une vue d'ensemble de cette double circulation, nous en reproduisons dans le tableau ci-dessous, le chiffre total à la fin de chaque année de 1912 jusqu'à 1918 :

Années	Total de la circulation	
1912	1.061.636 \$ ch.	Billets purement convertibles.
1913	5.020.995 —	
1914	16.396.178 —	
1915	38.449.228 —	
1916	46.437.234 —	Total des billets convertibles et des billets à cours forcés.
1917	72.984.307 —	
1918	52.170.299	

Il convient de noter en terminant notre section que les billets de la Banque de Chine sont généralement émis en petites coupures, 1, 5, 10, 20, 50 et 100 dollars, et même en subdivisions de dollars, comme dans les trois provinces de l'Est, à Canton, au Fou Kien, etc. Une telle pratique qui semble contraire au but des billets de banque, lesquels doivent s'employer, surtout dans les gros paiements, est une conséquence de nos mœurs commerciales. Le pouvoir d'achat de la monnaie étant, en effet, encore très considérable en Chine, l'échange ne nécessite

pas pour s'effectuer l'emploi d'une grande quantité de moyens de paiement.

SECTION III

Conséquences funestes du cours forcé et moyens employés ou simplement proposés pour y remédier.

Les billets à cours forcé dont nous avons tracé l'histoire dans la section précédente n'ont pu, malgré la peine édictée par le décret du 12 mai 1916 qui les a créés, maintenir leur valeur légale. Reçus au pair au début ils subirent une dépréciation de 7 0/0, deux mois à peine après leur création (en juillet 1916). Cette dépréciation devait atteindre, en août et septembre de la même année, jusqu'à 15 0/0. Depuis la baisse n'a fait que s'accroître ; le billet d'un dollar ne valait plus à la fin de 1919 que 0,40 et quelques centimes (1). Mais entre temps, il y eut des oscillations tantôt dans le sens de la hausse, tantôt dans celui de la baisse. Pour se rendre compte de ce mouvement, il suffit de reproduire les cours cotés aux différentes dates indiquées par Mr. Tchang-Wo-Kiuen dans son article ci-dessus cité (2).

1. *The Bankers Weekly*, n° 127 du 2 décembre 1919, p. 47.

2. Voir *suprà*, chapitre IV, section II, en note.

Fin du mois		Cours des billets inconvertibles de la Banque de Chine	
—		—	
Août	1917.....	0,76	\$ ch.
Septembre	—	0,745	—
Octobre	—	0,741	—
Novembre	—	0,638	—
Décembre	—	0,613	—
Janvier	1918.....	0,592	—
Février	—	0,592	—
Mars	—	0,660	—
Avril	—	0,658	—
Mai	—	0,609	—
Juin	—	0,605	—
Juillet	—	0,5855	—
Août	—	0,5595	—
Septembre	—	0,528	—
Octobre	—	0,5068	—
Novembre	—	0,476	—
Décembre	—	0,514	—
Janvier	1919.....	0,642	—
Février	—	0,727	—
Mars	—	0,648	—

Dans un intervalle de vingt mois l'oscillation marqua un écart de 30 o/o entre le cours le plus bas : 0,476 et le cours le plus haut : 0,76. En novembre 1919, lorsque le bruit courut que le Ministre des Finances allait racheter une grande quantité de billets, le cours sauta dans une seule journée de 0,48 à 0,58 pour redescendre en décembre à moins de 0,50. On peut se rendre compte par là de ce que sont la dépréciation des billets et l'oscillation de

leurs cours. Ce ne sont pas les seules conséquences du cours forcé. Il y en a d'autres, par exemple la hausse des prix et leur instabilité. Mais ce qui trouble le plus le marché de Pékin, c'est la spéculation sur la hausse ou la baisse des billets.

Comme le cours forcé ne joue pas pleinement et que le Gouvernement laisse s'établir une prime sur la monnaie métallique, les billets de banque deviennent l'objet principal de la bourse de Pékin. Une vingtaine d'établissements ont été créés depuis 1916 sous le nom de banques pour se livrer aux opérations à terme sur ces titres qui ne doivent servir que d'instrument d'échange (1). Un coup violent de hausse ou de baisse suffit pour bouleverser l'ordre économique de la société pékinoise. C'est ainsi qu'en décembre 1919 lorsque le cours des billets sauta de 0,48 à 0,58 plusieurs de ces pseudo-banques sombrèrent dans une seule journée. Ce n'était pour elles qu'une juste punition mais les créanciers de bonne foi, victimes de leur faillite, étaient à plaindre. Du reste c'est dans une large mesure la spéculation qui a mis en échec les différentes tentatives de la Banque de remédier à la mauvaise situation du marché de la Capitale. Il est de toute urgence que l'autorité publique intervienne pour faire cesser une pratique aussi scandaleuse qu'illicite.

1. *The Bankers Weekly*, 2 décembre 1919, p. 47 : « Danger du marché de Pékin ».

Examinons maintenant quels sont les moyens employés ou simplement proposés, soit de la part de la Banque, soit de la part de l'autorité publique, pour mettre fin à cette situation funeste du cours forcé ou, tout au moins, pour en atténuer les effets.

A) *Moyens employés*

1° *Reprise pure et simple du paiement en espèces.*

— C'est le procédé qui a été employé par la Banque sur l'initiative de son gouverneur, M. Siü-Ngen-Yuan, cinq mois après l'établissement du cours forcé, exactement le 25 octobre 1916. Mais comme l'encaisse reconstituée était inférieure à la valeur des billets en circulation et que les porteurs, pour la plupart envoyés par les spéculateurs qui détenaient de grandes quantités de billets, se présentaient chaque jour en masse, la Banque se voyait bientôt obligée de fermer ses guichets et de proclamer, le 31 décembre de la même année (1916), pour la deuxième fois, la suspension du paiement en espèces.

2° *Remboursement limitatif.* — C'est le procédé essayé par la Banque après l'échec du précédent. On continuait à rembourser les billets d'un dollar, ceux d'une valeur supérieure étant de nouveau déclarés inconvertibles. Le but de cette mesure était de faciliter le petit commerce et de permettre aux classes pauvres de vivre. De nombreux offices de change

furent institués à cet effet dans les différents quartiers de Pékin. On distribuait des numéros à la veille du paiement mais les porteurs devaient attendre très longtemps pour le change d'un billet d'un dollar. Aussi beaucoup d'entre eux, les plus riches, préféraient subir une perte que de se faire écraser par la foule. Il n'y avait guère que des vagabonds, agissant pour le compte de spéculateurs, qui assiégeaient les banques et leurs succursales. En présence de l'inefficacité de cette mesure et du scandale qui en résultait, le Gouverneur, M. Wang-Ko-Ming, proposa en 1917 sa suppression. Le Gouvernement accepta cette suggestion et Pékin est revenu, ainsi, depuis 1917, au régime complet du cours forcé.

3° *Remboursement par le Gouvernement des avances qui lui ont été consenties.* — Nous avons vu que les deux emprunts émis en 1918, en vue du remboursement des avances consenties au Gouvernement, n'ont pas atteint leur but à la suite des nouvelles avances demandées (1) entre temps par le Gouvernement.

4° *Rachat par la Banque des billets dépréciés.* — Ce procédé aurait été de nature à diminuer la circulation et par conséquent à relever le cours des billets à la condition de procéder ensuite à l'annulation des billets rachetés mais comme la Banque était obligée

1. Deuxième partie, ch. IV, section II, *Avances au Gouvernement.*

à raison du manque de disponibilités de les mettre en circulation, celle-ci momentanément diminuée ne devait pas tarder à s'enfler de nouveau. La mesure resta donc sans effet.

5° *Elargissement du rayon de la circulation.* — Une circulaire du Ministère des Finances fut adressée en juin 1917 aux différentes régies de chemins de fer, aux administrations des contributions et autres bureaux de revenus publics pour leur recommander d'exiger que les paiements fussent effectués en totalité en billets de banque. Cette mesure produisit les effets qu'on en attendait et le cours des billets ne tarda pas à remonter sensiblement. Mais bientôt la guerre éclata entre le Nord et le Sud et par suite de la diminution des revenus du Gouvernement de Pékin, la circulation des billets se trouva de nouveau très restreinte. D'autre part, les embarras financiers avaient obligé le Gouvernement de Pékin à remettre les billets reçus en circulation et leur cours avait baissé de nouveau. En fin de compte la situation ne s'était nullement améliorée.

B) *Moyens simplement proposés*

6° *Echange des billets contre des Bons du Trésor.* — Une proposition de cette nature est susceptible d'assainir le marché de Pékin, en le débarrassant

immédiatement des billets dépréciés. Mais les Bons du Trésor ne sont pas des moyens de paiement et ne sont pas aptes à remplacer les billets de banque sous peine de gêner leurs porteurs qui peuvent avoir besoin de numéraire.

7° *Echange de billets contre des titres d'emprunts publics à émettre.* — Ces titres sont encore moins commodes pour les porteurs de billets que les Bons du Trésor.

8° *Fixation de la date du remboursement en espèces.* — Dans ce cas, le cours des billets devrait monter sensiblement car le public est en droit de compter sur leur remboursement. Mais encore faut-il que le Gouvernement tienne sa parole et si, le jour fixé, l'exécution de la promesse se trouve retardée, le crédit de la Banque sera encore plus atteint qu'il ne l'est aujourd'hui.

9° *Remboursement limitatif combiné avec l'échange contre les Bons du Trésor.* — Dans cette combinaison on rembourserait les billets d'un dollar, et les billets supérieurs à cinq dollars resteraient soumis au cours forcé, tout en pouvant être échangés, si telle était la volonté de leurs porteurs, contre les Bons du Trésor. La conception est certainement ingénieuse, mais nous ne concevons pas pourquoi la combinaison de ces deux moyens produirait des résultats plus efficaces que leur emploi séparé.

10° *Bonification d'un intérêt aux billets.* — La sti-

pulation d'un intérêt sur les billets serait certainement de nature à en augmenter la valeur mais la dépense de l'opération resterait à la Banque. D'ailleurs, nous ne serions pas en présence d'une mesure radicale permettant de nous débarrasser de ces billets dépréciés, qui continueraient à peser sur le marché de Pékin.

11° *Remplacement des billets de banque par des billets d'Etat également inconvertibles.* — De toutes les propositions qui ont été faites, c'est celle-là qui nous paraît la moins sensée, car le public sachant que la circulation excessive de la Banque provient des avances consenties à l'Etat, ne pourrait pas avoir plus de confiance dans le crédit de ce dernier que dans celui de la Banque. Ses billets subiraient une dépréciation peut-être encore plus sensible. A supposer que la perte fût égale, il y aurait encore perte de temps et augmentation de frais à fabriquer de nouveaux titres.

Tels sont les moyens employés ou simplement proposés pour sortir du cours forcé et pour éviter les conséquences funestes auxquelles il a abouti ou pourrait aboutir. A notre avis la mesure la plus efficace, la seule qui serait de nature à donner des résultats, serait la suivante :

Il faudrait que la Banque renonce à jamais à consentir des avances au Gouvernement, et que d'autre part le Gouvernement restreigne ses dépenses.

inutiles si nombreuses, hélas ! afin d'être à même de rembourser successivement à la Banque ses avances.

Lorsque l'encaisse de la Banque aura été reconstituée, deux moyens seront à envisager pour revenir au régime normal, c'est-à-dire au paiement en espèces. Ou bien on rembourserait purement et simplement les billets, ou bien on se bornerait à détruire les billets au fur et à mesure de leur rentrée dans les caisses de la Banque ou dans celles de l'Etat.

Par le premier moyen la Banque pourra rétablir immédiatement son crédit ébranlé par le cours forcé, car le public, en constatant qu'elle ne fait pas perdre un centime aux porteurs de ses billets, aura désormais confiance en son honnêteté et en sa solvabilité. Seulement il appartiendra à la Banque de payer l'écart entre la valeur de la monnaie métallique et celle des billets, d'où résulterait surtout un profit pour les spéculateurs qui pourraient être enclins à ramasser au dernier moment des billets en grande quantité.

Le deuxième moyen serait plus équitable et aussi plus économique pour la Banque, mais, comme l'opération passerait inaperçue, elle frapperait moins l'opinion publique.

Jusqu'ici nos explications n'ont concerné que les billets inconvertibles de la Banque de Chine circulant à Pékin. Ajoutons maintenant que les billets circulant dans les provinces du Kouang-Tong et du Sse-

Tchouan sont aussi devenus inconvertibles, après que les encaisses métalliques des succursales du Kouang-Tong et de Tchong-Tsing eurent été enlevées lors de la réforme dite « de la Constitution » en 1917 par le gouvernement de Canton (1) et le Gouvernement provincial du Ssé-Tchouan.

Ces billets attirent moins l'attention et nous croyons en trouver l'explication dans les deux motifs suivants :

1° Le mal est moins sensible, les billets en circulation dans ces deux provinces ne subissant qu'une perte de 20 o/o, tandis que la dépréciation de ceux qui circulent à Pékin a atteint à un moment donné jusqu'à 50 o/o et plus (novembre 1918) ;

2° La Banque est en négociations avec les deux gouvernements ci-dessus cités (2), lesquels ont d'ailleurs déjà assigné certaines de leurs ressources à cette destination (emprunt par le Gouvernement de Canton et excédent de la gabelle par le Gouvernement du Sse-Tchouan), en vue de se faire restituer leurs encaisses enlevées et, il y a toute apparence que les billets en circulation dans ces deux provinces redeviennent convertibles avant ceux qui circulent à Pékin. Cepen-

1. C'est-à-dire le gouvernement fédéral du Sud.

2. Article de M. Tchong-Wo-Kiuen, déjà cité.

dant le chiffre de leur circulation s'est élevée à une somme considérable (près de 14 millions à la fin 1917) ; aussi importe-t-il de les supprimer également à bref délai.

SECTION IV*

L'Unification de la circulation fiduciaire et la Banque de Chine

Quoique créée pour jouer le rôle de Banque d'émission centrale et privilégiée la Banque de Chine n'a pas joui jusqu'ici du droit exclusif d'émission : à côté d'elle il existe d'autres banques qui émettent des billets, soit avec l'autorisation expresse des pouvoirs publics, soit simplement en vertu d'une espèce de droit acquis. Ces banques sont très nombreuses mais nous pouvons les classer *grosso modo* sous les quatre rubriques ci-dessous :

A) *Banque des Communications*. — La Banque des Communications est une société par actions fondée en 1907. Son capital primitivement fixé à 5.000.000, de Kuping-taëls fut porté, lors du remaniement de ses statuts en 1914, à 10.000.000, de Kuping-taëls, divisés en 100.000 actions dont 40.000 fournies par le ministère des communications et 60.000 souscrites par le public.

Sa fonction essentielle était, comme son titre l'indique, de faciliter les entreprises de communications (chemins de fer, bateaux, postes, télégraphes, etc.). En 1912 après la mise en liquidation de la Banque Impériale et avant la constitution de la Banque de Chine, le Gouvernement, désireux de se procurer un concours dans l'administration de ses finances, lui confia un service de trésorerie. En échange elle obtint de lui, en 1914, par l'approbation gouvernementale de l'article 13 de ses nouveaux statuts, le droit d'émission dont elle avait, en réalité, déjà fait usage comme toutes les autres banques qui s'étaient établies à cette époque. Elle est considérée aujourd'hui comme une Banque centrale parallèlement à la Banque de Chine et est complètement assimilée à cette dernière tant au point de vue de l'émission qu'au point de vue de ses rapports avec le Trésor public. Son émission est soumise aux mêmes règles que celle de la Banque de Chine. Sa circulation est également régie par le décret du 15 mai 1916 qui établit le cours forcé aussi bien pour ses billets que pour ceux de la Banque de Chine et par des mesures exceptionnelles adoptées par les différentes provinces et s'appliquant également aux deux Banques. Elle se compose aujourd'hui, comme celle de la Banque de Chine, de deux sortes de billets : billets convertibles et billets à cours forcé, dont le total s'est élevé au 31 décembre 1918 à 35.144.563 \$ ch. chiffre bien

inférieur à celui de la circulation de la Banque de Chine à la même date (52.170.299 \$).

Son chiffre d'affaires est aussi beaucoup moins important. Le total de l'actif et du passif de son bilan au 31 décembre 1918 ne s'élevait qu'à 253 millions 268.760 \$ ch. tandis que pour la Banque de Chine ce même chiffre était de 544.446.734 \$ ch. Au surplus les fonctions d'émission et de trésorerie n'ont pour la Banque des Communications qu'un caractère provisoire. Le jour où ces matières auront été entièrement unifiées, elles lui seront retirées pour être attribuées exclusivement à la Banque de Chine qui est toute désignée pour cette fonction.

B) *Banques étrangères.*

Le droit d'émission était, avant le règlement du 20 octobre 1910, entièrement libre. Aussi les banques étrangères établies en Chine ne manquèrent pas d'en tirer parti ; elles émirent des billets de banque sur notre territoire, ce qu'elles ne pouvaient pas faire dans leur pays d'origine. Parmi ces banques nous citerons le « Chartered Bank of India, Australia and China », la « Hong-Kong and Shanghai Banking corporation » (banques anglaises) ; la « Banque de l'Indo-Chine », la Banque Industrielle de Chine » (banques françaises), l'« International Banking corporation » (banque américaine) ; la « Banque belge

pour l'étranger » (banque belge) ; la Deutsche Asiatiscbe Bank (banque allemande, mise en liquidation depuis la déclaration de guerre par la Chine à l'Allemagne) ; la « Banque Russo-Asiatique » (banque russe) ; la « Yokohama Specie Bank, la « Banque de Formose » ; la « Banque de Corée » (banques japonaises).

Bien organisées et pourvues d'un capital relativement considérable en comparaison des banques chinoises, ces banques exercent une grande influence tant dans le domaine du commerce que dans celui des finances publiques. Leur émission est réglée par leurs propres statuts ou par les lois de leur pays d'origine, mais jamais par les lois chinoises. Les billets émis par elles ont rencontré un bon accueil dans nos sociétés et ont même circulé de préférence aux billets de nos banques, surtout dans les ports maritimes où le commerce extérieur a pris un certain essor. Nous ne nions pas qu'elles nous aient rendu de précieux services en alimentant une partie de notre circulation fiduciaire par leurs billets de premier ordre. Cependant une circulation étrangère sans contrôle aucun de nos pouvoirs publics ne nous paraît pas sans danger d'autant plus qu'elle porte atteinte à notre souveraineté. D'autre part elle est de nature à jeter le trouble sur nos marchés. C'est ainsi que les habitants des trois provinces de l'Est après avoir subi de lourdes pertes par suite de la baisse des bil-

lets — roubles émis par la Banque Russo Asiatique et dont toute la région était inondée — sont actuellement encombrés de papiers monnaie de la Banque de Corée (japonaise) lesquels ont perdu jusqu'à 30 o/o de leur valeur normale en monnaie chinoise (1).

Quant au montant total des billets émis par les banques étrangères opérant en Chine il est impossible de donner à ce sujet aucun renseignement précis, car beaucoup de ces banques ne publient pas dans leur bilan le chiffre de leur circulation et d'autres se bornent à indiquer la somme globale de leurs billets dont une partie ne circule pas en Chine. Un petit nombre seulement publient le chiffre de leur circulation dans notre pays ; citons, par exemple « la Banque belge pour l'étranger. »

C) *Banques officielles des provinces.* — Ces banques proviennent généralement de la transformation des anciens établissements financiers demi-officiels des gouvernements de provinces, dont l'origine ne remonte guère qu'à une vingtaine d'années. Il en existait dans chaque province une ou plusieurs. Leurs fonctions principales étaient de faciliter le change, d'émettre des billets de banque, de servir de caissier au gouvernements provinciaux qui avaient fourni, en tout ou en partie, leur capital. Leurs billets avaient une circulation purement locale, ne dépass-

1. *The Eastern Times*, La question des billets de la Banque de Corée, 10 décembre 1919,

sant pas la limite de leurs provinces respectives. Comme, d'autre part, leur émission n'excédait jamais une proportion raisonnable, ils étaient très favorablement acceptés par le public et parfois même faisaient prime sur les pièces métalliques, grâce à leur commodité.

Après la Révolution de 1911 un grand nombre de gouvernements de provinces n'avaient cessé de puiser leurs revenus dans le réservoir de leurs banques officielles, et, comme celles-ci s'étaient vues obligées de mettre en circulation d'énormes quantités de billets, il en était résulté une dépréciation très prononcée de ces billets laquelle avait atteint pendant l'année 1914-1915 jusqu'à 38 o/o pour les provinces du Kiang-Nan, 40 o/o pour la province du Hou-Nan (1). Cette dépréciation était moins sensible pour d'autres provinces, mais il était rare de voir les billets de provinces circuler au pair. Le chiffre total des billets émis par cette catégorie de banques, après le retrait d'une aussi forte quantité, s'élevait encore, à la fin de 1915, à 130.000.000 de dollars (2).

D) *Banques privées*. — Elles peuvent se subdiviser

1. *China Year book*, 1916.

2. Voir le rapport sur les causes du développement peu étendu des billets de la Banque de Chine et les moyens d'y remédier, présenté en novembre 1915 au Président de la République par le ministre des Finances, Liang-Chi-Tchao.

en deux groupes, les anciennes banques chinoises et les nouvelles banques organisées à l'européenne. Dans le premier groupe, citons les banques du Chan-Hsi, dont l'origine remonte à une date très reculée (plus de 2.000 ans) (1), et les changeurs ou Tsien-Pou.

L'opération principale des banquiers du Chan-Hsi consistait dans le transfert de l'argent d'une place sur une autre, au moyen de lettres de change ou Houéi-Pia tirées par eux sur leurs agences établies dans une autre place. Quant aux changeurs, leur rôle consistait à effectuer le change des diverses monnaies en circulation et à consentir quelquefois des prêts aux commerçants. Les uns et les autres émettaient des billets et provoquaient parfois par des circulations mal couvertes des désastres sur nos marchés. A raison de leur organisation surannée ces établissements tendent de plus en plus à disparaître ou à se transformer en Banques nouvelles ; aussi leur circulation est-elle aujourd'hui presque insignifiante.

Les nouvelles banques chinoises sont généralement des sociétés par actions fondées en vue de faciliter le commerce ou l'industrie. Elles ont depuis quelques années pris une assez grande extension. Certaines d'entre elles se sont mises à émettre des billets. Citons

1. *The Eastern Miscellany*, *Banque de Chan-Hsi*, volume XIV, n° 6 (juin 1917).

comme exemple « The Commercial Bank of China », la « Banque Sse Ming de Shanghai (banque commerciale et d'épargne) et « la Banque Industrielle de Tche-Kiang ». Le chiffre total des billets en circulation était de 1.500.000 \$, en 1905, pour la première (depuis cette date il n'y a pas eu d'augmentation) ; de 190.000 \$ pour la deuxième, en 1914, et de 300.000 environ pour la troisième, en 1914. Depuis la mise en vigueur du règlement du 20 octobre 1915 ci-dessus énoncé, la Banque Industrielle de Tché-Kiang a renoncé à l'émission de ses propres billets, pour émettre les billets de la Banque de Chine. Les autres ont été obligées de restreindre leur circulation. En résumé les billets émis par les banques privées anciennes ou nouvelles n'ont plus une grande importance.

De ce qui précède on voit que malgré les affirmations répétées des pouvoirs publics, le monopole d'émission ne joue pas en fait. Cependant le Gouvernement n'en poursuivait pas moins obstinément et énergiquement sa politique de concentration de l'émission. Un règlement dit restrictif de la monnaie fiduciaire vint, le 20 octobre 1915, ressusciter des restrictions imposées à l'émission des billets de banque, proclamée par le règlement du 7 juin 1909 resté lettre morte. Voici en quoi consistent ses restrictions :

L'article 2 du règlement de 1915 déclare que « les banques qui s'établiront après la mise en vigueur du présent règlement et les banques existantes qui ne se sont pas jusqu'ici livrées à l'émission, ne pourront désormais émettre des billets de banque ».

L'article 3 du même règlement dispose que « les banques établies avant le règlement et ayant déjà émis des billets de banque conservent leur droit d'émission jusqu'à la fin de leur durée, si ce droit leur a été accordé par les dispositions légales ou réglementaires ». « Les banques se livrant actuellement, continue l'alinéa premier du même article, à l'émission sous investiture légale ou réglementaire peuvent continuer provisoirement d'émettre des billets dont le maximum ne pourra pas dépasser le chiffre moyen de leur circulation pendant les trois dernières années, mais devront les retirer successivement dans un délai à fixer par le ministre des Finances ».

Examinons maintenant les mesures prises en 1918 par le ministre des Finances, M. Tsao-Joû-Lin, vis-à-vis de ces différentes catégories de banques au point de vue de l'unification de la circulation fiduciaire.

A) *Mesures concernant la Banque des Communications.* — Son droit d'émission au lieu d'être retiré a été confirmé par ce passage du rapport du ministre M. Tsao-Joû Lin. « La Banque de Chine et la Banque des Communications déclarées formellement en 1916

par le Gouvernement comme Banques centrales, conservent entièrement leur droit d'émission (1). » Mais l'opinion dominante veut que cette dernière rentre dans son rôle primitif qui est de faciliter les entreprises de communications et laisse la plénitude du droit d'émission à la Banque de Chine qui est toute désignée pour cela. Nous espérons que cette opinion finira par prévaloir et que nous aurons un jour une circulation fiduciaire unique pour toute la Chine.

B) *Mesures concernant les Banques officielles de province.* — 1° Le Bureau de la Monnaie se fera communiquer par les Banques officielles le chiffre de leur circulation pendant les trois dernières années et fixera un chiffre maximum que leur circulation ne pourra désormais dépasser ;

2° Le dit Bureau fixera un délai dans lequel les Banques officielles devront retirer successivement leurs billets de la circulation. La date à partir de laquelle le retrait devra commencer et les procédés au moyen desquels il devra s'effectuer (remboursement de ces billets en monnaie métallique nationale ou en billets de la Banque de Chine ou de la Banque des Communications qui la représentent) seront fixés par ledit Bureau selon les circonstances.

1. Aperçu de la réforme monétaire annexé au rapport sur la politique monétaire présenté au Président de la République par le ministre, publié dans le *Journal officiel* du 10 août 1918.

3° Le dit Bureau fixera avant le retrait complet des billets appartenant à ces banques, une proportion convenable entre leur circulation et leur encaisse métallique, lesquelles devront, d'ailleurs, être tenues séparément des autres disponibilités afin de faciliter le contrôle de l'administration publique ;

4° Le dit Bureau examinera s'il y a lieu, et dans quelles mesures, d'accorder le cours légal aux billets de ces banques avant leur retrait complet ;

5° Après le retrait complet des billets de ces banques leur droit d'émission reviendra à la Banque de Chine ou à la Banque des Communications (1). Ces banques pourront, si le dit Bureau le juge convenable, demander à la Banque de Chine ou à la Banque des Communications, une certaine quantité de billets qu'elles émettront au fur et à mesure de leurs besoins.

C) *Mesures concernant les Banques privées chinoises.* — Elles sont les mêmes que celles concernant les banques officielles avec cette seule différence que les banques privées devront faire garantir leur circulation par cinq commerçants notables.

D) *Mesures concernant les Banques étrangères.*
— On classe ces banques en deux groupes :

1. A vrai dire ni la Banque de Chine, ni la Banque des Communications n'ont besoin de la disparition d'autres banques pour augmenter leur émission, car, à la différence de la Banque d'Angleterre et de la Reich-Bank, aucun contingent ne leur est imposé.

1° Les banques étrangères qui ont obtenu le droit d'émission du Gouvernement chinois moyennant l'engagement de retirer leurs billets après la promulgation de la loi sur la monnaie fiduciaire, devront procéder au retrait de leurs billets dans le délai et à la date à fixer par l'autorité chinoise ; celle de ces banques étrangères qui ont pratiqué l'opération d'émission en vertu d'une longue tradition seront soumises aux mêmes règles que les banques chinoises officielles ou privées. On leur fixera d'abord un chiffre maximum que leur circulation ne pourra désormais dépasser, puis un délai dans lequel leurs billets devront être successivement retirés de la circulation. Elles pourront d'ailleurs, comme les banques chinoises, demander des billets à la Banque de Chine ou à la Banque des Communications pour les émettre selon leurs besoins.

Ces mesures apparaissent très hardies et très énergiques, mais quels résultats en a-t-on obtenu ?

Pour ce qui est des mesures concernant les banques étrangères aucune suite n'y a été donnée jusqu'ici. Mais pour mettre un terme à l'anarchie monétaire qui a été une gêne aussi bien pour les étrangers en relations commerciales avec nous que pour nous-mêmes, nous estimons qu'elles sont indispensables et nous ne croyons pas que ces banques étrangères refusent de prêter la main à leur exécution. D'autre part l'émission n'est pas pour elles une

opération aussi fructueuse qu'on le suppose. La preuve en est que certaines d'entre elles y ont déjà renoncé, par exemple la Banque de l'Indo-Chine. Si beaucoup d'autres ont continué à la pratiquer c'est probablement à raisons des défectuosités de notre circulation. Le jour où cette circulation sera assainie il n'y aura plus de raisons pour les banques étrangères de garder un droit que nous refusons à nos banques nationales. Au surplus si par la concentration de l'émission la Banque de Chine devenait un jour puissante et capable de jouer le rôle de banque des banques, les banques étrangères pourraient comme toutes les banques chinoises trouver auprès d'elle un précieux appui comme le font aujourd'hui les banques en Europe auprès des grandes banques centrales. Cette ressource les dispenserait de conserver une très lourde couverture pour leur circulation et leur permettrait d'employer toutes leurs disponibilités à des opérations autrement productives que l'émission des billets. Elles ne perdraient donc pas en nous aidant à accélérer notre réforme en cette matière.

Autrement intéressants sont les résultats de l'application des mesures concernant les banques chinoises, privées ou officielles. Parmi les banques privées beaucoup ont renoncé à l'émission ; d'autres se bornent à la restreindre ; enfin certaines d'entre elles ont passé un contrat avec la Banque de Chine en vue de l'émission des billets de cette dernière. Tel est le

cas de la banque industrielle du Tchœ Kiang. Sa circulation (nous parlons des billets de la Banque de Chine émis par son intermédiaire) s'élevait à la fin de 1916, à 1.900.000 \$ ch. contre une encaisse métallique de 1.425.000 \$ dont 950.000 ont été remis avec 475.000 de titres à la Banque de Chine pour constituer la couverture (1).

Pour les banques officielles, la chose est plus compliquée. Les unes conservent purement et simplement leur droit d'émission ; tel est le cas des provinces de l'Est, de la province du Kouang-Si, etc. D'autres le cèdent à la Banque de Chine qui se charge de retirer leurs billets en circulation, au moyen des avances à elles consenties ; tel est le cas des provinces du Chang-Tong, du Ngan-Houéi, etc...

D'autres enfin émettent des billets de la Banque de Chine ; il en est ainsi de la province du Chen-Si. Mais le moyen le plus usité et le plus rapide est le rachat des billets par le gouvernement central, soit avec des fonds du Trésor, soit avec des avances consenties spécialement par la Banque de Chine. Ce système a été notamment employé pour les provinces du Kouang-Tong, du Sse-Tchoan, du Kiang-Si, du Hou-Nan, du Tchœ-Kiang, etc.

Les billets rachetés, non pas à leur valeur nomi-

1. La Banque de Chine bonifie aux sommes déposées comme couverture des billets par les autres banques un intérêt dont le taux est fixé par la volonté des deux parties.

nale, mais au cours du jour, se sont élevés souvent à des sommes considérables et c'est ainsi que pour la seule province de Kouang-Tong, ils ont monté, au 31 juillet 1914, date de clôture du rachat, à 36.645.504 \$ (1).

En général, après le rachat des billets, le droit d'émission est attribué à la Banque de Chine qui établit une succursale en remplacement de la Banque officielle de province et en vue des opérations d'émission.

Plus les billets provinciaux seront rachetés, plus le droit d'émission de la Banque de Chine s'étendra et ceci explique l'activité avec laquelle cette dernière aide le Gouvernement dans cette matière. Des négociations ont été entamées avec presque toutes les provinces en vue du rachat. Si elles n'ont pas partout abouti cela ne tient pas à la mauvaise volonté des gouvernements provinciaux, mais au manque de moyens de remboursement des grosses avances qui leur ont été consenties par leurs Banques officielles. Le jour où le Gouvernement central ou les gouvernements provinciaux feront preuve de bonne volonté et chercheront à restreindre leurs dépenses souvent engagées mal à propos en consacrant une partie de

1. Rapport du ministre des finances sur la politique monétaire, ci-dessus cité, *Journal officiel* du 10 août 1918.

leurs recettes ordinaires ou extraordinaires (1) à cette opération utile entre toutes, nous assisterons à la disposition complète des billets des provinces et nous serons tout près d'avoir réalisé l'unité de la circulation fiduciaire.

En résumé c'est par l'initiative de la Banque de Chine et en sa faveur que cette politique unitaire a été si ardemment poursuivie ; cela suffit à lui donner d'ores et déjà une situation prépondérante sur la Banque des Communications et présage l'éclipse de cette dernière en tant que Banque d'émission centrale.

SECTION V

Rôle de la Banque de Chine dans la réforme monétaire

Avant d'examiner le rôle joué par la Banque de Chine dans la réforme monétaire, nous croyons utile de présenter un aperçu historique de cette réforme (2).

A la suite de la malheureuse guerre sino-japonaise (1894-1895) un grand nombre de Chinois appartenant à la classe la plus éclairée furent convaincus

1. Nous faisons allusion à des nombreux emprunts extérieurs contractés par notre gouvernement depuis ces dernières années et qui ont été gaspillés en dépenses plus ou moins occultes.

2. Voir Ki-Tsong-Mong, *Réforme monétaire en Chine* Paris 1920.

de la nécessité de refondre notre vieille civilisation, et c'est alors que nous assistons à un mouvement réformiste d'un caractère général dont la réforme monétaire ne devait être qu'un aspect. Il est vrai que cette réforme fût très importante par ses répercussions tant sur le peuple lui-même que sur les milieux étrangers en relations commerciales constantes avec notre pays. De nombreux projets avaient été mis en avant mais ils n'avaient abouti à aucun résultat positif. Après les troubles des Boxers le besoin de réforme se fit sentir davantage et la question monétaire fut envisagée plus attentivement.

L'article 2 du traité de Mackay entre la Grande-Bretagne et la Chine signé à Shanghai en septembre 1902 était ainsi conçu : « La Chine consent à prendre les mesures nécessaires pour établir un étalon national uniforme qui servira de monnaie légale pour le paiement de tous droits, toutes taxes, et toutes autres dettes, dans l'Empire chinois et cela aussi bien pour les sujets chinois. »

En 1903 une commission internationale de réforme monétaire fut constituée sur l'initiative conjointe des gouvernements mexicain et chinois avec l'appui effectif du Gouvernement des Etats-Unis. A l'issue de cette conférence diverses propositions et suggestions furent faites par la Commission. La plus importante fut celle du professeur américain Jenks d'après laquelle la Chine devait adopter le système de l'éta-

lon d'or, l'unité étant fixée à un poids d'or qui correspondait à la valeur d'un taël ou à une valeur un peu au-dessus d'une piastre mexicaine. Tchang-Tché-Tong, (1) alors vice-roi du Liang-Hou, s'opposa à l'adaption d'un pareil système. D'après lui l'étalon d'argent devait mieux convenir à nos sociétés où le coût de la vie était très bas. Son opinion prévalut et cet étalon fut adopté par le gouvernement chinois. En 1908 un décret impérial annonça l'adoption du taël-kuping ou taël du Trésor comme unité monétaire et donna l'ordre de frapper de nouvelles monnaies de taël. Très heureusement des conseils plus sages finirent par prévaloir et l'adoption d'une monnaie moins encombrante fut décidée. Deux ans plus tard l'unité taël fut remplacée par l'unité dollar. Plusieurs règlements furent rendus à ce sujet au mois de mai 1910.

Le 15 avril 1911 une convention fut signée entre le ministre des Finances, le duc Tsai-tché, d'une part, et les représentants des Banques des quatre puissances occidentales : France, Angleterre, Allemagne et Etats-Unis de l'autre, en vue d'un emprunt de 10.000.000 de livres sterling dont 8.500.000 étaient destinées à la réforme monétaire en Chine. Cette tentative avait des chances de réussir, malheureusement la Révolution éclata au mois d'août 1911 et tout le

1. *The China Year Nook*, 1919, page 366.

travail à peine commencé se trouva arrêté. La question ne fut reprise qu'après l'établissement du régime républicain en 1912. Le Dr Vissering, président de la Banque de Java à cette époque, et conseiller monétaire auprès du gouvernement chinois depuis le mois d'octobre 1911, proposa dans son remarquable ouvrage *Currency in China* l'adoption à l'instar de Java, des Indes, des Philippines, etc, de l'étalon d'échange d'or. Une commission fut nommée en 1913, sous la présidence du Dr Tchang-Tsong-Yuan, pour examiner la question de la réforme monétaire. La proposition du Dr Vissering y fit l'objet de sérieuses discussions et finalement on se contenta d'un système transitoire ayant pour base l'étalon d'argent.

Le 8 avril 1914 fut promulgué le règlement dit « de la monnaie nationale » aux termes duquel l'unité était le Yuen ou dollar contenant 72 0/0 de kuping-taël ou 36.642.167.2 grammes, au titre de 900 fin d'argent, avec des pièces divisionnaires d'argent ou de cuivre dont le cours légal était limité.

L'étalon d'argent était donc définitivement adopté, mais les partisans de l'étalon d'or n'en voulaient pas. Parmi eux figurait le ministre des Finances, M. Tsao-Jon-Ling, qui fit prendre, le 10 août 1918, un règlement dit « des certificats ou billets d'or » aux termes duquel l'unité nouvelle devait être le Yuan d'or contenant 0, 722.318 grammes d'or pur. Avant la frappe des pièces d'or la Banque de Chine et la Banque des

Communications devaient mettre en circulation des certificats ou billets d'or qui les représenteraient et que les porteurs pourraient échanger contre des monnaies étrangères ou des lingots d'or. Le rapport entre le Yuan d'or et le Yuan d'argent n'était pas fixé pour le moment et, en attendant, ils s'échangeaient au cours du jour de l'or. Voilà donc une mesure qui paraît bien avancée. Malheureusement elle n'a pas été exécutée, les certificats prévus n'ayant pas été mis en circulation, ce qui fait que nous sommes, en réalité, encore soumis au régime d'étalon d'argent monométalliste. Telle est l'histoire de la réforme monétaire en Chine, laquelle n'est pas d'ailleurs terminée.

Passons maintenant au rôle de la Banque de Chine dans la réforme. Suivant l'exemple de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, notre législation a confié à la Banque de Chine, comme d'ailleurs elle l'avait déjà fait avec la Banque Impériale, un rôle très actif dans la réforme monétaire de notre pays. Cette Banque est, en effet, chargée, dit l'article 14 de son règlement organique de 1913, de mettre en circulation des monnaies nationales, la circulation monétaire comme la circulation fiduciaire étant une de ses fonctions les plus importantes ; elle veille à ce que les nouvelles pièces soient fabriquées conformément aux poids et titres du règlement sur la monnaie. C'est à elle qu'incombe la tâche de défendre

le nouvel étalon. Les différentes pièces doivent être reçues et échangées à sa caisse au cours légal et d'après les rapports fixés entre elles, par exemple, 10 kos (1/10 dollar) doivent être échangées contre un dollar, ni plus ni moins, les pertes qui résulteraient de cette opération étant mises à la charge du budget.

Grâce à sa double qualité de Banque Centrale et de Caissière de l'Etat qui lui procure plus d'occasions qu'à n'importe qui de manier de l'argent, la Banque de Chine a pu jusqu'ici remplir son rôle monétaire sans difficulté. C'est grâce à ses efforts que le dollar tend à voir son cours se stabiliser et à remplacer le taël comme étalon et mesure de valeur de toutes les autres marchandises. L'intérêt de l'Etat et du public à la chose est évident et celui de la Banque n'est pas moins appréciable. En émettant ces billets, à la place des espèces qu'elle a, soit reçues de l'Hôtel des Monnaies, soit retirées de la circulation, la Banque de Chine pourra étendre sa circulation fiduciaire sans danger puisque ses billets ont tous leur contre-partie métallique dans la caisse de la Banque. C'est là un des buts qu'a cherché à atteindre le législateur en confiant ce rôle important à notre Institution d'émission et c'est là aussi le motif pour lequel nous traitons cette question monétaire dans le chapitre qui est consacré à l'émission des billets de Banque.

CHAPITRE VI

Opérations de banque proprement dites

Les opérations de la Banque de Chine se divisent en trois groupes principaux qui sont subdivisés, à leur tour, en des catégories secondaires répondant aux besoins multiples que la Banque est appelée à satisfaire. Ces trois divisions d'ordre supérieur comprennent : 1^o les services de caissière d'Etat ; 2^o l'émission des billets de banque ; 3^o les opérations de banque proprement dites. Nous avons déjà consacré un chapitre spécial à chacun des deux premiers groupes, il ne nous reste plus que le troisième à examiner. Il a trait à des opérations commerciales analogues en principe à celles des autres banques, mais ces opérations n'ont pas toutes la même importance dans notre Banque centrale. Si certaines sont pratiquées par elle sur une grande échelle, d'autres n'y occupent qu'une place médiocre. Il n'y a pas lieu d'insister sur chacune d'elles. Nous nous bornerons à jeter un coup d'œil sur leur ensemble et nous étudierons ensuite en détail celles qui sont les plus importantes

ou qui devraient l'être. Notre chapitre se divisera comme suit :

SECTION PREMIERE. — Ensemble des opérations de banque proprement dites.

SECTION II. — Escompte.

SECTION III. — Avances.

SECTION IV. — Dépôts.

SECTION V. — Change.

SECTION PREMIÈRE

Ensemble des opérations de banque proprement dites

Les opérations de banque proprement dites de la Banque de Chine ont été déterminées par les articles 9, 10 et 11 du règlement organique de 1913 auquel elle doit son existence juridique et dont les deux règlements postérieurs de 1915 et 1917 ont reproduit intégralement le texte, à l'exception de certains points qui ont été l'objet de modifications. Il faut y ajouter les articles 17 à 21 des statuts fondamentaux de 1918. Ces opérations consistent :

1° A acheter ou escompter des bons du Trésor, lettres de change et autres effets de commerce à ordre de première qualité ;

2° A faire des opérations de change c'est-à-dire à transférer des fonds d'une place sur une autre et à délivrer des billets à ordre ;

3° A acheter ou à vendre des lingots ou monnaies étrangères d'or et d'argent de toute espèce ;

4° A accepter à titre de dépôts (à terme, à vue ou en compte courant) des sommes qui lui sont versées par des particuliers ou des établissements publics et à recevoir en garde tous titres et objets précieux ;

5° A se charger pour le compte de banques, sociétés, commerçants, particuliers qui sont en relations constantes avec elle, du recouvrement des effets qui lui sont remis ;

6° A consentir des avances sur des objets ou des lingots d'or ou d'argent ;

7° A consentir des avances à terme ou à vue sur des titres d'emprunts publics ou autres effets émis ou garantis par l'Etat. Les sommes destinées à cette opération et le taux de l'intérêt à percevoir à cette occasion doivent être déterminés par le Gouverneur, le Vice-Gouverneur, les administrateurs et les censeurs réunis en Conseil Général et être soumises à l'approbation du ministre des Finances ;

8° A acheter ou à vendre, après délibération du Conseil d'Administration et approbation du ministre des Finances, des titres des emprunts publics.

Telle est la liste complète des opérations réglementaires de la Banque de Chine ; elle est strictement limitative. En dehors de cette liste aucune opération n'est permise à la Banque de Chine, mais pour éviter toute infraction éventuelle ou déguisée

l'article 11 du même règlement a énuméré formellement les opérations qui lui sont absolument interdites. En voici la liste :

1° Consentir des prêts sur des immeubles ou sur des actions d'autres banques ou sociétés ;

2° Acheter ses propres actions ou les accepter en garantie de prêts ;

3° Acheter ou accepter en paiement des immeubles qui ne seraient pas utiles au fonctionnement de ses services ;

4° S'engager directement ou indirectement dans des entreprises commerciales ou industrielles.

La rigueur de ces restrictions avait beaucoup entravé l'action de la Banque. Aussi lors de la rédaction des statuts en 1918, il y a été apporté des tempéraments qui figurent dans les articles 20 et 21 des statuts. Ce sont les suivants :

1° Les immeubles et les actions des sociétés ou autres banques pourront être acceptés en garantie du compte courant ou de l'escompte des effets à courte échéance, si le conseil d'administration estime que ces immeubles ou actions présentent une valeur réelle ;

2° Les propres actions de la Banque et des immeubles pourront être acceptés en paiement si, au jour de l'échéance de la dette, le débiteur et la caution ne possèdent pas d'autres valeurs mobilières pouvant faire l'objet d'une saisie, mais les immeubles ou

les actions, ainsi reçus, devront être vendus dans un délai d'un an, lequel pourra, d'ailleurs, être prorogé si l'on ne trouve pas d'acquéreur ou si le Conseil d'Administration juge le moment inopportun pour vendre ces immeubles ou ces actions.

Depuis cette époque le champ d'activité de la Banque s'est considérablement élargi. On ne peut regretter qu'une chose, c'est qu'il n'ait pas pu en profiter davantage. En effet la plupart des opérations de cette nature ne sont pratiquées que dans une mesure très restreinte ou même insignifiante. Seuls les dépôts, les avances et les opérations de change se font sur une grande échelle et accusent un accroissement sensible ; il n'en est pas moins vrai que leur ensemble présente beaucoup moins d'importance que l'ensemble des services de la trésorerie et de l'émission des billets. D'autre part parmi ces opérations actives (dépôts, avances, etc.) ce sont les dépôts publics et les avances consenties à différentes administrations qui occupent la place prépondérante. Aussi peut-on dire sans exagération de la Banque de Chine qu'elle est plus une Banque de l'administration qu'une Banque du commerce privé. Nous espérons cependant qu'un heureux changement s'opérera dans cette situation et que le rôle commercial de notre Banque centrale ira en grandissant au fur et à mesure que la richesse et l'activité économique de notre pays se développeront.

SECTION II

Escompte

Si l'escompte est un moyen sûr et commode pour les banques de dépôt d'utiliser leurs disponibilités, il l'est encore plus pour les banques d'émission en ce qui concerne la constitution de leur portefeuille qui garantit la circulation productive, c'est-à-dire non couverte par l'encaisse métallique. En effet les billets de banque sont essentiellement payables à vue; pour pouvoir faire face aux demandes de remboursement, il faut que les banques d'émission possèdent un actif non seulement solide mais encore facilement réalisable. Or l'escompte permet précisément d'obtenir ce résultat. D'une part, les effets de commerce (lettres de change, billets à ordre, etc...) sont garantis par un double gage, d'abord par l'opération commerciale à la suite de laquelle ils ont été créés, puis par la solvabilité des consignataires. D'autre part, les effets escomptés étant payables à un très court terme lequel au maximum, ne dépasse pas une centaine de jours, l'argent prêté rentrera rapidement dans la caisse de la banque qui les a escomptés.

Pendant longtemps l'escompte a été la cause principale de l'émission et l'émission a servi de corollaire à l'escompte. C'est en grande partie pour faciliter l'escompte que les premières banques de circulation ont été fondées. Dans la pensée de Napoléon, qui

avait pris une part active à la discussion de la loi du 22 avril 1806, la Banque de France était principalement destinée à être tout à la fois une banque d'émission et une banque d'escompte. Elle devait avoir pour fonction de distribuer « le crédit à bon marché ». « Je ne conçois clairement, disait-il, dans les opérations de la Banque que l'escompte et j'attribue la dernière crise de cet établissement, la plus forte qu'on ait éprouvée depuis Law, à ce que l'escompte a été mal fait (1). » Si de nos jours l'escompte ne donne plus lieu nécessairement à une émission de billets (il peut être suivi d'une inscription au crédit d'un compte courant dont il sera disposé ultérieurement par un mandat de virement ou par un chèque) et si l'émission du billet de banque est plutôt la contre-partie des apports en numéraire du public (cela était particulièrement vrai pour la Banque de France avant la guerre) l'escompte n'en reste pas moins une des opérations principales et les plus importantes des banques d'émission.

C'est par l'escompte qu'une banque d'émission vient en aide au commerce et à l'industrie. En faisant escompter par une banque des lettres de change ou des billets à ordre qui ne sont pas autre chose que des créances à terme, les commerçants et les industriels obtiennent d'elle de l'argent comptant dont ils ont besoin pour faire face à leurs dépenses immé-

1. Séance du 17 mars 1806 au Conseil d'État.

diales. C'est aussi par l'escompte qu'une banque d'émission joue le rôle de banque des banques. En faisant réescompter leurs portefeuilles par la Banque d'émission, les banques de dépôts trouvent le moyen nécessaire pour rembourser leurs dépôts. Ce point d'appui est pour eux aussi appréciable qu'indispensable et on se demande ce que seraient devenues les banques anglaises et françaises au début de la guerre si la Banque d'Angleterre et la Banque de France n'avaient pas consenti à réescompter leurs portefeuilles moratoriés. Le fondateur du « Crédit Lyonnais » avait parfaitement raison lorsqu'il déclarait que si la Banque de France n'existait pas, il serait obligé de fermer les portes de son établissement.

Telle est l'importance de l'escompte dans les grandes banques d'émission européennes. Examinons maintenant quelle place il occupe dans la banque de Chine. Parmi les opérations auxquelles doit se limiter l'activité de cette Banque, opérations que nous avons énumérées ci-dessus, l'escompte se trouve mentionné en première ligne. Il devrait jouer dans cet établissement le même rôle et même un rôle plus actif que dans les établissements similaires des principaux pays de l'Europe, puisqu'aucune règle restrictive, telle que l'exigence de trois signatures, ne lui est imposée, et cependant lorsqu'on consulte les bilans respectifs de ces différentes Banques on est frappé du contraste existant entre elles. Autant l'es-

compte est développé dans la Banque de France, la Banque d'Angleterre et la Reich Bank, autant il est médiocre dans notre institution d'émission. Les bilans des deux premiers exercices de la Banque de Chine, c'est-à-dire de 1912 et de 1913, ne contenaient même pas la rubrique du portefeuille résultant de l'escompte. Ce n'est qu'à partir de 1914 que cette rubrique a commencé à figurer dans ses bilans, mais ses chiffres n'ont été jusqu'ici que très modestes. Nous ne voulons pas les comparer à ceux des portefeuilles des grandes banques d'émission européennes qui s'élèvent à des milliards de francs — la différence serait trop grande pour supporter une comparaison. — Nous voulons simplement mettre en regard du portefeuille d'escompte de notre banque centrale les chiffres de ses avances ou prêts (opérations qui sont pour elle les plus actives et les plus productives) mentionnés dans ses bilans, afin de faire ressortir leur importance respective.

A fin d'année	Portefeuille d'escompte	Avances ou prêts à terme ou à préavis	Proportion de l'escompte dans les avances
1912	Zéro \$ ch.	900.667 \$ ch.	»
1913	Zéro —	6 419.043 —	»
1914	1.079.796 —	48.889.999 —	2,2 0/0
1915	4.076.164 —	82.870.552 —	4,9 0/0
1916	2.512.882 —	109.377.790 —	2,2 0/0
1917	3 053.746 —	136.466.996 —	2,2 0/0
1918	3.763.939 —	139.665.120 —	2,6 0/0

On voit que le portefeuille d'escompte est presque insignifiant à côté des avances ou prêts. D'autre part ceux-ci ont une tendance marquée à augmenter tandis que l'escompte reste, pour ainsi dire, stationnaire. Il est en outre à noter que ce portefeuille d'escompte ne se compose pas exclusivement d'effets de commerce et qu'une partie en est constituée par des Bons du Trésor et des ordonnances ou mandats de paiement que leurs porteurs font escompter par la Banque de Chine avant leur échéance.

L'aide que cet établissement prête au commerce et à l'industrie est donc très minime. Quant au réescompte qui lie les banques particulières à une banque centrale, il est presque inconnu dans notre pays ; aucun rapport intime ne s'est établi entre la Banque de Chine et les autres établissements de crédit. Sans doute la Banque intervient fréquemment pour sauver les marchés locaux des crises monétaires, en prêtant de l'argent soit à la Chambre de commerce, soit à un groupe de commerçants, mais ce sont là des mesures exceptionnelles et non un moyen normal comme l'escompte, lequel permet aux banques privées de trouver une aide sûre et continue auprès de la Banque centrale du pays. A ce point de vue M. Srinivas R. Wager (1) n'a pas eu tort de dire que la Banque de Chine n'est pas une banque centrale

1. *Chinese Currency and Banking*. Shanghai, 1915, p. 358.

au sens strict du mot. Cependant on ne peut rien lui reprocher : la part infime de l'escompte tient aux mœurs commerciales de notre pays, à la rareté des effets de commerce qui, peu répandus dans l'usage, ne se rencontrent que dans les grands ports maritimes plus ou moins européenisés. D'ailleurs l'escompte n'occupe pas une place plus importante dans les autres banques privées de Chine lorsqu'on le compare aux prêts et avances qu'elles consentent. Le tableau ci-dessous nous en fournira une preuve décisive.

Établissements de Crédit	Portefeuille d'escompte	Avances ou prêts	Clôture de l'exercice
Banque des communications.....	3.471.707 \$ ch.	63.688 989 \$ ch.	Fin 1917
Banque industrielle du Tché-Kiang.....	8.944 —	4.693.221 —	Fin fév. 1916
Banq. comm. d'Epargne de Shanghai.....	18.448 —	1.642.543 —	Fin juin 1917
Banque Tsong-Fou.....	59.276 —	2.194.975 —	Fin juin 1917
Banque du Kiang-Sou..	19.930 —	1.781.929 —	Fin juin 1917

La disette des effets de commerce ne rend pas seulement impossible la pratique de l'escompte qui alimente, en grande partie, l'activité des banques des

1. Ces chiffres sont empruntés, sauf ceux de la Banque des Communications qui figurent sur son bilan de 1917, à un article intitulé « Comparaison entre l'escompte et les avances », publié dans *The Bankers Weekly*, 2^e volume, n° 11, année 1918, p. 9.

autres pays, elle entraîne encore le développement des affaires en général car, à défaut de crédit, les marchés ne peuvent se conclure qu'au comptant. Or l'usage du comptant exige une certaine quantité de capitaux toujours disponibles, les commerçants étant obligés de se ménager une réserve de fonds afin de pouvoir continuer leurs opérations. « Telle organisation n'est supportable, dit M. Arnauné, que dans les sociétés primitives ; le premier acte d'une société qui progresse est de briser les entraves du comptant » (1). Il est donc de la plus haute importance de répandre l'usage des instruments de crédit si l'on veut que la richesse et l'activité économique de notre pays se développent, mais avant de proposer des moyens d'agir, il faut rechercher quelles sont chez nous les causes de la disette des effets de commerce ; ces causes sont multiples. Nous nous bornerons à en indiquer les deux principales (2).

A) *Défaut de garanties de paiement*

Si les effets de commerce peuvent circuler à l'instar de la monnaie dans les pays prospères c'est qu'ils en sont l'équivalent et qu'ils se convertissent facile-

1. Arnauné, *op. cit.*, p. 76.

2. Voir « *Les motifs de la pratique restreinte de l'escompte dans notre pays et les moyens d'y remédier* ». Bankers Weekly, 2^e volume, n^o 12, année 1918, p. 7.

ment en numéraire. Et la raison pour laquelle cette équivalence et cette convertibilité ne font pas défaut réside dans l'existence dans les législations de ces pays, des règles sévères destinées à assurer le respect des lois. Or rien de tout cela n'existe dans notre législation. C'est en vain que l'on chercherait dans le Code de commerce chinois et dans les lois spéciales commerciales, des dispositions analogues à celles qui sont contenues dans le titre huitième du Code de commerce français et dans certaines lois spéciales françaises, par exemple dans les lois de 1865 et de 1874 sur le chèque et dans la loi de 1918 sur le chèque postal. La solidarité qui constitue en cette matière une garantie efficace du paiement est inconnue chez nous et le récit d'un procès qui s'est déroulé il y a quelques années en Chine nous montrera jusqu'où peuvent aller les inconvénients de cette situation :

Une banque de Shanghai avait escompté un effet de commerce ayant pour endosseur un riche libraire. A l'échéance de cet effet le débiteur principal était tombé en faillite. La Banque réclama le paiement au libraire en sa qualité d'endosseur ; mais ce dernier refusa de s'acquitter en prétextant que par l'endossement il avait entendu agir comme un vendeur du titre et non comme garant. Un procès s'engagea et le tribunal saisi fut fort embarrassé. Il ne pouvait appliquer la loi puisqu'elle était complètement muette,

ni recourir aux usages commerciaux car il n'y avait pas de précédent. Aucune solution ne paraissait possible et jusqu'à présent les juges n'ont rien trouvé de mieux que de suspendre leur décision.

Il n'est pas surprenant qu'en face de pareilles situations nos banques ne se soucient pas de développer leur portefeuille d'escompte.

B) *Difficultés de circulation*

De cette attitude réservée des banques en ce qui concerne leur acceptation à l'escompte et de l'absence de tout autre organe apte à faciliter leur négociation, il résulte que les effets de commerce ne peuvent pas circuler comme de la monnaie.

Ils servent uniquement de preuve de prêts et ne peuvent être couverts en numéraire qu'à l'échéance. Les commerçants qui prévoient que des disponibilités leur seront nécessaires dans l'intervalle devront exiger de leurs débiteurs des paiements au comptant, ou bien, s'ils peuvent leur faire crédit, ils ne tireront aucun avantage de leur papier. Ils ne peuvent en faire autre chose que de le conserver dans leur portefeuille en attendant son échéance. Telle est la deuxième raison principale pour laquelle les effets de commerce sont si peu répandus dans notre pays où les marchés à terme étaient cependant pratiqués dans l'antiquité la plus reculée.

Maintenant que nous connaissons les causes de la rareté des papiers de commerce en Chine, demandons-nous quels remèdes on peut apporter à cette situation. Ces remèdes nous paraissent être au nombre de deux :

A. — Il faudrait voter dans le plus bref délai une loi sur les effets de commerce. Cette tâche incombe au législateur.

B. — Il faut établir un marché d'escompte. La loi votée resterait, en effet, lettre morte si les banques ne présentaient pas leur concours à son application. Ces banques pourraient même agir dès à présent et avant même la promulgation de la loi. Nous ne voulons pas dire qu'elles devraient accepter à leurs risques et périls des papiers peu sûrs. Ce serait là une exigence excessive. Nous leur demandons simplement d'accorder de grandes facilités à l'escompte des effets garantis par un gage réel, par exemple par des traites documentaires dont l'usage commence à se développer dans nos grandes villes de commerce. Voilà le devoir qui s'impose à toutes les banques si elles veulent donner aux effets de commerce une extension désirable.

A ce sujet un rôle particulièrement actif est assigné à la Banque de Chine. Elle devra réescompter le papier escompté par d'autres banques notoirement solvables et jouissant d'un crédit indiscutable. Celles-ci sûres de trouver, grâce au réescompte, des dispo-

nibilités en cas de besoin n'hésiteront pas à conserver ces effets dans leurs portefeuilles. Ce sera le moyen le plus efficace pour elle de développer son crédit et d'étendre son activité. Nous sommes convaincus que la Banque de Chine ne déclinera pas cette fonction que doivent remplir les banques centrales de tous les pays.

SECTION III

Avances ou prêts sur titres ou lingots

Nous avons indiqué dans le chapitre précédent les chiffres des créances résultant des avances ou prêts consentis par la Banque de Chine ; dans les bilans, ces créances se divisent en deux rubriques bien distinctes : prêts à terme et prêts à préavis. En effet ces deux sortes de prêts n'ont pas le même caractère : les prêts à préavis constituent une créance immédiatement disponible, tandis que la Banque ne pourra disposer des prêts à terme qu'après un certain temps. C'est pour avoir un actif liquide mobilisable à tout instant que la Banque cherche surtout à étendre ses prêts à préavis qui progressent chaque jour alors que les prêts à terme ont une tendance à rester stationnaires. Le tableau ci-dessous nous permet de nous rendre compte de leurs mouvements respectifs.

Années	Prêts à terme	Prêts à préavis
1912	900.667 \$ ch.	Zéro
1913	6.419.043 —	Zéro
1914	12.389.947 —	36.498.052 \$ ch.
1915	29.498.674 —	53.371.878 —
1916	23.917.149 —	75.460.641 —
1917	28.860.022 —	107.606.973 —
1918	29.588.308 —	110.076.812 —

Puis les rubriques se subdivisent à leur tour en articles. Les voici tels que nous les trouvons dans le bilan de 1918 ci-dessus reproduit (1).

Prêts à terme

Prêts au Ministère des Finances.....	2.520.206 \$ ch.
Prêts aux délégations financières en province.....	14.069.096 — ch.
Autres prêts (aux particuliers).....	12.999.007 — ch.
	29.588.309 — ch.

Prêts à préavis

Prêts au Ministère des Finances.....	44.702.066 \$ ch.
Prêts aux délégations financières des provinces.....	4.420.608 — ch.
Autres prêts (aux particuliers).....	60.954.139 — ch.
	110.076.813 — ch.

Ce tableau fait ressortir une créance considérable de la Banque sur l'Etat ; elle est à peu près égale à

1. Chapitre III, section X.

la moitié des prêts consentis par la Banque. C'est là, fait-on remarquer, une conséquence inévitable de leurs rapports intimes ; la Banque étant à la fois le banquier et le caissier de l'Etat, il est tout naturel qu'elle lui prête les sommes nécessaires pour faire face à ses dépenses immédiates en attendant que les impôts rentrent dans la caisse du Trésor. D'ailleurs, ajoute-t-on, cette créance est garantie par les revenus publics et par conséquent tout à fait sûre, à moins que l'Etat ne fasse banqueroute.

Nous ne doutons pas de la solvabilité et de l'honnêteté de l'Etat. Nous ferons, cependant, remarquer que le remboursement des prêts qui lui sont consentis est parfois différé à la suite d'une rentrée insuffisante ou tardive des ressources publiques ce qui occasionne une gêne considérable à la Banque de Chine. Celle-ci a, en effet, en regard de ses créances, une grosse dette exigible constituée, d'une part, par ses billets en circulation, et, de l'autre, par des dépôts à vue qui se montent, nous le verrons dans le chapitre suivant, à un chiffre très élevé par rapport à son actif. Si l'on ne veut pas ébranler le crédit de la Banque il faut que l'Etat demande à cet établissement le moins possible de prêts, fussent-ils même temporaires.

Quant aux prêts aux particuliers, ils sont pour la Banque d'excellentes créances. C'est qu'ici à la différence de la Banque Impériale qui avait consenti,

comme nous l'avons vu, des prêts à la légère et sans aucune garantie sérieuse, la Banque de Chine n'agit qu'avec une extrême prudence. Ses statuts et ses règlements intérieurs lui ont, d'ailleurs, imposé des conditions très sévères pour ce genre d'opérations :

1° Il faut que l'emprunteur remette un gage à la constitution duquel sont seuls admis les monnaie ou lingots d'or ou d'argent et les titres émis ou garantis par l'Etat. Les prêts sur crédit personnel, très rares du reste, ne sont pratiqués que lorsque la direction a la certitude d'être remboursée ; dans le cas où une baisse surviendrait dans la valeur des titres mis en gage, l'emprunteur sera tenu de faire une remise en numéraire ou de donner un gage supplémentaire ;

2° Outre son gage, l'emprunteur doit fournir une caution qui est solidairement responsable avec lui ;

3° Avant de consentir un prêt une enquête doit être faite sur l'honorabilité et la solvabilité de l'emprunteur, ainsi que sur ses rapports avec la caution ;

4° Les agents préposés à ce genre d'opérations sont responsables du remboursement des prêts consentis et considérés en quelque sorte comme garants de l'emprunteur ;

5° Au cas où la somme à prêter atteindrait une

certaine importance, il est nécessaire de demander l'autorisation préalable du siège central.

Voilà à quelles règles rigoureuses est soumise la Banque de Chine pour ses opérations de prêts. Elle s'est beaucoup plainte de la situation qui lui est faite à ce sujet. En effet le mauvais souvenir laissé par la Banque Impériale ne saurait justifier une rigueur si excessive.

A défaut de l'escompte, les prêts sont le seul moyen pour la Banque de faire fructifier ses dépôts qu'elle bonifie d'ailleurs d'un intérêt très élevé. Il n'y a donc pas d'intérêt à trop restreindre cette source de bénéfices pour elle. Dès lors, du moment qu'il existe un gage réel, pourquoi s'attacher tant aux considérations personnelles ? La caution et l'enquête sont-elles vraiment indispensables ? Les commerçants chinois qui avaient l'habitude d'emprunter sur leur crédit trouvent désobligeant qu'on leur demande un gage réel. L'enquête est encore plus insupportable pour eux. Souvent ils préfèrent recourir à un usurier que de subir ces formalités. Tels sont les motifs pour lesquels les prêts aux particuliers ne sont pas aussi développés qu'ils devraient l'être.

Le taux de l'intérêt de la Banque de Chine (1) est en moyenne de 8 à 9 o/o, chiffre inférieur à celui exigé

1. « Situation sommaire de la Banque de Chine », article publié dans la revue *The Great Chung-Hwa Magazine*, deuxième volume, n° 2, année 1916, p. 11.

par les anciennes banques chinoises — les banques du Chan-Hsi ou les changeurs —, mais supérieurs à celui que demandent les Banques étrangères opérant en Chine. L'ensemble des intérêts payés chaque année par les emprunteurs, Etat et particuliers, constitue un bénéfice très important pour la Banque de Chine. Dans le compte des profits de 1918 il est de 4.610.195 \$ ch. sur un total de 10.816.007 \$ ch.

SECTION IV

Dépôts

Pour satisfaire aux demandes d'escomptes ou d'avances une banque d'émission dispose de trois sortes de capitaux : ceux qui lui appartiennent, ceux qui résultent de l'émission de ses billets et ceux qui proviennent des dépôts. Or la Banque de Chine, n'ayant qu'un capital d'à peu près 12 millions de dollars, ne peut et ne doit songer à l'employer. C'est un fonds de garantie et non un fonds d'écoulement. Quand à l'émission, quoique non soumise à des règles restrictives, elle ne peut pas dépasser beaucoup son encaisse, car son crédit a été fort ébranlé par le décret du 12 mai 1916 qui établit, comme nous l'avons dit, le régime du cours forcé et le public n'est pas très disposé à garder ses billets : aussitôt qu'il les reçoit, il les rapporte à la Banque.

Il ne reste plus à celle-ci que les dépôts qu'elle peut utiliser. Toutefois ceux-ci, bien qu'augmentant chaque année, ne se sont pas élevés jusqu'ici à une somme très importante. Voici leurs chiffres mentionnés dans les bilans des différents exercices.

Années	Dépôts à terme	Dépôts à vue	Totaux
1912	209.116 \$ ^{ch.}	1.812.147 \$ ^{ch.}	2.021.263 \$ ^{ch.}
1913	7.060.884 —	4.246.641 —	11.307.525 —
1914	8.909.379 —	49.482.306 —	58.391.685 —
1915	18.386.821 —	86.973.218 —	105.360.039 —
1916	10.362.856 —	103.213.488 —	113.576.344 —
1917	20.320.360 —	128.394.605 —	148.714.965 —
1918	28.384.171 —	122.540.399 —	150.924.507 —

La modicité de ces dépôts tient à de nombreuses causes. D'abord l'épargne, sous forme monétaire, est relativement peu abondant dans notre pays où le commerce et surtout l'industrie ne sont pas très développés ; puis, dans les provinces du Nord-Ouest, les habitants, fortement imprégnés de l'esprit de thésaurisation, ne se rendent pas très bien compte de l'utilité des dépôts ; enfin dans les grandes villes et les ports maritimes, ceux des capitalistes et des commerçants, qui tiennent à avoir le maximum de sécurité, déposent leurs capitaux chez les banques étrangères opérant en Chine, et ceux d'entre eux, qui veulent bénéficier d'un gros intérêt ou de faci-

lités de retrait, confient leurs fonds aux changeurs qui leur versent, en effet, un intérêt allant quelquefois jusqu'à 10 o/o et leur restituent leurs dépôts sans aucune formalité.

La Banque de Chine a, cependant, employé tous les moyens possibles pour attirer les dépôts. Elle est allée même jusqu'à bonifier un intérêt très élevé dont le taux moyen est de 2 ou 3 o/o pour les dépôts à vue, 3 o/o pour les dépôts à trois mois, 4 o/o pour les dépôts à six mois, 5 o/o pour les dépôts à un an, chiffres inférieurs aux intérêts donnés par les changeurs, mais supérieurs à ceux stipulés par les banques étrangères opérant en Chine (1).

Cette pratique contraire aux habitudes des grandes banques d'émission comme la Banque de France, la Banque d'Angleterre et la Reichbank qui ne servent pas d'intérêt au déposant, nous paraît d'autant plus dangereuse que les dépôts de la Banque de Chine sont, pour la plus grande part, des dépôts à vue, par conséquent des dettes immédiatement exigibles. Dans le cas où la Banque ne trouverait pas l'occasion d'utiliser ses dépôts d'une façon suffisamment productive, elle se trouvera placée devant ce dilemme, ou bien de perdre l'intérêt qu'elle aura à payer, ou bien d'employer ses dépôts à des opérations qui ne lui conviendront pas, par exemple, à des prêts à

1. « Situation sommaire de la Banque de Chine », article ci-dessus cité, pp. 7, 9 et 10.

un terme plus ou moins long, ou insuffisamment garantis. L'une ou l'autre de ces hypothèses ne peut que compromettre sa situation.

D'autre part, la politique suivie par la Banque n'a pas produit le résultat cherché ; les sommes déposées par les particuliers dans ses caisses ne constituent qu'une petite partie du total de ses dépôts. La majeure partie lui est confiée par les diverses administrations. Ne vaudrait-il pas mieux, dans ces conditions, pour la Banque de Chine, de supprimer tout intérêt ou de bonifier qu'un intérêt très modéré, qui lui permettrait de conserver ses dépôts pendant un certain temps, sans subir une grosse perte ? En réalité, ce que prennent en considération les déposants, c'est surtout la sécurité de leurs capitaux. Un intérêt plus ou moins élevé ne constitue, à leurs yeux, qu'une prime minime et insuffisante à compenser les risques qu'ils vont courir ou auxquels ils se croient exposés. A notre avis il n'y a pas de meilleur moyen pour la Banque d'augmenter ses dépôts que de consolider son crédit. Le jour où elle aura inspiré la confiance qu'inspirent à leurs clients la Banque d'Angleterre et la Banque de France, le public viendra tout naturellement lui confier des fonds sans même lui demander un intérêt.

SECTION V

Du change

Cette section se divisera en deux paragraphes : *le change extérieur et le change intérieur.*

A) *Change extérieur*

Le change de notre pays a été pendant longtemps entre les mains des banques étrangères, opérant en Chine, lesquelles servaient d'intermédiaires entre nous et les marchés étrangers tant pour le règlement des engagements particuliers que pour le service des emprunts extérieurs et des indemnités. Il va de soi que tout en réalisant de beaux bénéfices elles ne se préoccupaient pas de soutenir notre change. Chaque fois qu'un paiement important devait être effectué au dehors, la livre sterling s'élevait dans de très fortes proportions et notre Trésor subissait de ce fait une perte sensible. C'est pour remédier à cet état de choses que fut instituée en 1912 sur le modèle de la « Yokohama Specie Bank » une Banque spéciale, dite de change, dont les principales fonctions consistaient :

1° A constituer une large réserve d'or à l'étranger devant servir de base à l'adoption de l'étalon d'échange d'or ;

2° A nouer des relations directes de crédit avec les marchés étrangers afin de nous permettre de contracter nous-mêmes, en cas de besoin, des emprunts extérieurs, et de nous passer de l'intermédiaire des banques étrangères établies en Chine qui se font payer souvent des commissions onéreuses ;

3° A soutenir notre change dans les moments de gros paiements à effectuer à l'étranger ;

4° A faciliter notre commerce extérieur.

Malheureusement jusqu'ici cette Banque de Change n'a pas fonctionné et la Banque de Chine de son côté n'a presque pas fait d'opérations de change. C'est toujours en cette matière aux Banques étrangères que l'on a recours. Nous estimons, quant à nous, que le rôle principal et actif doit être ici plutôt confié à la Banque de Chine qu'à une Banque spéciale. Et, en effet, pour pouvoir soutenir le change à l'extérieur, il faut posséder une forte encaisse métallique et exercer un pouvoir puissant sur le marché de l'escompte. N'est-ce pas en effet par l'élévation du taux de l'escompte, ou l'expédition de l'or qu'une Banque arrive tout au moins en temps normal, à rétablir l'équilibre de sa balance des comptes ? Sans doute, la Banque de Chine ne dispose pas dans une proportion suffisante de ces deux moyens (forte encaisse, pouvoir sur le marché de l'escompte) mais une banque spéciale ne sera pas mieux qualifiée pour jouer le rôle de soutien du change. Si on veut la

doter d'une grande réserve d'or, pourquoi ne pas réunir son encaisse à celle de la Banque de Chine ? Une encaisse concentrée est toujours plus puissante que deux encaisses séparées. D'autre part cette encaisse métallique, lorsqu'elle est entre les mains d'une banque d'émission, présente une double utilité ; elle sert à soutenir le change à l'extérieur et à garantir la circulation à l'intérieur. Or cette deuxième utilité disparaît dans le cas où elle est tenue par une autre banque. La manière si complète et si efficace dont la Banque de France et la Banque d'Angleterre ont rempli pendant la dernière guerre leur rôle dans la question du change, nous permet de conclure, à ce sujet, que la Banque d'émission centrale d'un pays est mieux désignée que toute autre pour ce genre d'opérations.

B) *Change intérieur*

Si le change avec l'étranger ne joue pas un grand rôle dans la Banque de Chine, en revanche, le change intérieur y est très actif. Les opérations d'envois d'argent et le tirage des traites d'une place sur d'autres places ou d'une province sur d'autres provinces qui étaient la fonction principale, le monopole, en quelque sorte, des Banques du Chang-Hsi sont dévolus, pour une grande partie, à la Banque de Chine depuis que celles-là tendent à disparaître,

mais cette disposition n'est pas l'unique cause du développement des affaires de la Banque de Chine en cette matière ; ce développement tient aussi à la situation particulière de cette Banque :

1° Ayant des agences partout, elle peut envoyer des fonds dans n'importe quelle partie du territoire sauf, bien entendu, dans les places non bancables, tandis que l'activité des banques du Chan-Hsi était limitée à certaines villes ou à certaines provinces ;

2° Elle peut accepter n'importe quelle somme tandis que les Postes qui s'occupent aussi pour une petite part des envois de fonds, ne pouvaient pas, avec leur système de mandats, dépasser un certain chiffre ;

3° Elle demande un droit de commission relativement modique à côté de celui exigé par la Banque du Chang-Hsi et par l'administration des Postes ; parfois même elle effectue des opérations gratuitement pour le compte de ses clients. C'est surtout dans ce domaine que le public apprécie les services rendus par la Banque de Chine, services qui lui procurent, d'ailleurs, à elle-même des bénéfices considérables. Par exemple, dans le compte de profits et pertes de 1918 sur un actif de 10.816.007 \$ ch. le gain résultant pour elle du change figurait pour 5.925.623 \$ ch., soit pour plus de 54 o/o du total.

Il convient, cependant, de noter à ce sujet que la plus grande partie des engagements commerciaux

des différentes places n'est pas réglée par les soins de la Banque de Chine, les créances et les dettes de cette nature étant, en général, compensées directement par les commerçants eux-mêmes, groupés en une sorte de chambre de compensation. Donc ici encore les clients de la Banque de Chine sont plutôt des administrations et des particuliers non commerçants.

CONCLUSION

Il résulte des développements qui précèdent que la Banque de Chine, tout en apportant certaines améliorations à la circulation fiduciaire, de nombreuses facilités au change intérieur et de notables avantages au service de trésorerie n'a pas jusqu'ici rempli comme elle l'aurait dû, son rôle essentiel, c'est-à-dire son rôle de Banque centrale.

D'une part, la disette des matières escomptables dans notre pays fait qu'elle ne peut pas donner au commerce, et encore moins aux banques privées, cette assistance efficace que les commerçants et les établissements de crédit des autres pays trouvent par le jeu de l'escompte auprès de leur banque centrale. D'autre part, en matière d'émission, elle rencontre encore un grand nombre de concurrents, alors que les banques centrales des autres pays jouissent ici d'un monopole plus ou moins absolu. Dans ces conditions elle ne mérite guère le titre de « Banque centrale », ou, si l'on tient à l'appeler ainsi, elle n'est qu'une « Banque centrale boiteuse » ; mais

est-ce à dire que le système d'une Banque centrale ne s'adapte pas à nos besoins et qu'il nous faille en matière de banque, comme en matière politique, un système de décentralisation ? C'est l'avis de certains Chinois et aussi de certains étrangers. Voici ce que dit à ce sujet Mr. Srinivas R. Wagel dans son ouvrage *Chinese Currency and Banking* au chapitre intitulé « Une ou plusieurs Banques ? »

« Il n'y a pas, écrit-il, de meilleure méthode pour
« arriver à une solution sur ce point, que de com-
« parer les conditions existantes en Chine avec celles
« des autres pays. Un fait digne d'attention dans les
« pays qui possèdent une Banque centrale quasi
« gouvernementale, — les pays les plus avancés ayant
« banni la conception des banques d'Etat — est que
« ces pays sont des pays compacts. Le territoire
« dans lequel cette Banque centrale fait ses opéra-
« tions ou exerce un contrôle sur les affaires est très
« limité ; il n'y a pas de longues distances à parcourir
« pour se rendre d'une place à une autre et les
« voyages ne prennent pas non plus plusieurs jours.
« Il importe toutefois de noter une exception à cette
« règle en ce qui concerne la Russie, mais le com-
« merce dans ce pays est réduit à si peu de chose et
« le Gouvernement a un caractère si patriarcal que
« toute comparaison avec lui ne présente aucune
« utilité pratique.

« J'ai toute raison de supposer, puisqu'il est ques-

« tion des réformes de la Chine, que ce pays est à la
« veille de réaliser dans le domaine industriel des
« progrès considérables. Aussi, bien que nécessai-
« rement très dispersée, son administration doit être
« plutôt calquée sur le modèle de l'Angleterre, de la
« France et de l'Amérique que de la Russie. Des
« pays possédant une Banque centrale sont plus ou
« moins des pays manufacturiers qui sont devenus
« des pays capitalistes ; ils ont plus à recevoir qu'à
« payer.

« Un troisième point est que lorsque dans ces
« pays il a été procédé à l'organisation solide d'une
« Banque centrale, il n'y avait pas à se préoccuper
« du problème de la réglementation sur le territoire
« des différentes sortes de monnaies, et même en
« Allemagne, lorsque la Banque centrale fut établie
« à une époque relativement récente, cette réforme
« ne fut réalisée qu'après que l'unification du pays et
« de la monnaie eût été achevée.

« Considérons maintenant la situation de la Chine.
« On y trouve de vastes distances à parcourir et il
« faut plusieurs jours, souvent même plusieurs se-
« maines, pour aller d'une partie du territoire à une
« autre, cela par suite du manque de communica-
« tions. D'autre part la Chine est un pays débiteur et
« jusqu'à ce jour il lui a été très difficile de payer les
« intérêts de ses dettes. Enfin, il y subsiste des mon-
« naies de noms différents qu'il faudrait unifier avant

« qu'on puisse établir une organisation centrale bancaire pour diriger les affaires de l'ensemble du pays, à supposer la chose possible (1).

Laissant de côté la question des avantages du système de la Banque centrale et des inconvénients de la pluralité des banques, nous nous bornerons à examiner ces arguments en eux-mêmes.

Il est vrai que le manque de communications constitue une véritable entrave au développement de l'activité de notre pays et à la marche des affaires de toutes sortes, administration, industrie, commerce, etc.. Si la Banque de Chine ne travaillait qu'avec son seul siège central, elle aurait rencontré des obstacles insurmontables. Dans les régions ne possédant pas de voies ferrées, les voyages sont en effet fort longs ; il faut parfois une ou plusieurs semaines pour aller d'un bout à l'autre du territoire et, d'autre part, les besoins des marchés sont si mobiles et si changeants que souvent ils n'ont plus d'intérêt, lorsqu'ils sont arrivés à la connaissance de la Banque centrale. Comment dans ces conditions celle-ci pourrait-elle y donner satisfaction ? Autant vaudrait priver ces marchés éloignés du concours de la Banque d'émission. Mais heureusement la Banque de Chine n'agit pas de cette façon. Elle a établi des succursales et des agences dans toutes les parties du pays et

1. *Chinese Currency and Banking*, Shanghai, *North China Daily News and Herald Ltd.*, 1915, p. 350.

grâce aux communications télégraphiques et à une certaine autonomie qu'elle accorde à ses succursales, il n'a pas été constaté jusqu'ici de retard sensible dans les décisions des affaires des différentes provinces.

Sans doute le jour où les transactions seront plus développées et plus actives, le fonctionnement de la Banque exigera plus de rapidité, mais l'extension des affaires est soumise elle-même aux progrès des communications. Or ceux-ci en supprimant les distances permettront à la Banque d'agir plus promptement. Voilà donc un argument, le seul qui semblât défavorable à la Banque centrale, qui ne porte pas.

Quant aux autres, loin d'aller à son encontre ils sont de nature à consolider son maintien, ou plutôt à nous pousser à compléter son organisation qui n'est pas encore, comme nous le savons, tout-à-fait achevée. Donnons quelques explications à ce sujet.

Nous étudierons d'abord le point de vue commercial. Si le commerce est plus actif en Chine qu'en Russie, comme l'auteur le suppose, la nécessité d'une Banque centrale se fera sentir encore davantage chez nous que dans ce pays, car pour distribuer du crédit au commerce il faut que la Banque possède elle-même un crédit solide et bien établi. Or un grand établissement puissant inspire toujours plus de confiance et par conséquent a toujours plus de crédit que de multiples petites banques. Sans prendre comme

exemples les grandes banques d'émission, comme la Banque d'Angleterre et la Banque de France, considérons la Banque de Chine elle-même. Malgré son crédit quelque peu ébranlé par le cours forcé, c'est encore elle qui jouit de plus de prestige dans le public. Chaque fois qu'il y a une crise les regards se portent sur elle en quête d'un secours. Si elle n'a pas toujours pu répondre à l'appel du public, c'est précisément parce qu'elle ne possède pas encore les pleins pouvoirs d'une banque centrale.

Plaçons-nous maintenant au point de vue de la situation financière. Dans un pays qui est débiteur vis-à-vis de l'étranger et qui a plus à payer qu'à recevoir, la balance des comptes est forcément défavorable. Il est indispensable de prendre les mesures nécessaires pour maintenir le change et protéger la réserve métallique. Or les petites banques ne sont pas à la hauteur de cette tâche ; seule une banque centrale puissante peut le faire. D'autre part, un pays neuf, ou un pays vieux à réorganiser comme le nôtre, a besoin des capitaux étrangers et une banque centrale inspirant la confiance, bien connue à l'extérieur, permet de contracter des emprunts dans les meilleures conditions possibles et d'obtenir une aide dans les moments de crise. C'est grâce au concours prêté par la Banque de France que la Banque d'Angleterre a pu sauver la place de Londres lors de la crise de 1890 et de celle de 1908, c'est

aussi grâce au crédit dont jouit la Banque de France que les banques françaises ont pu, pendant la dernière guerre, conclure aux Etats-Unis de nombreuses opérations de crédits. Une banque centrale est particulièrement importante à ce point de vue pour notre pays qui a eu recours jusqu'ici à l'intermédiaire des banques étrangères. Les relations directes nouées avec le monde extérieur nous permettront sinon d'emprunter dans de meilleures conditions, tout au moins d'économiser des commissions parfois trop chères payées aux courtiers.

Enfin, au point de vue de la réforme monétaire, l'unification de la circulation fiduciaire est soumise à une condition préalable, nous voulons parler de l'unification de la circulation monétaire. En effet les billets sont représentatifs des pièces métalliques et, tant que celles-ci ne seront pas unifiées, ils ne pourront pas être d'un type uniforme. Mais la Banque centrale peut faciliter et hâter la réforme monétaire. L'auteur que nous avons cité ne s'est pas souvenu que la Banque de Russie et la Banque d'Autriche avaient été précisément établies pour venir en aide à la réforme monétaire en voie d'exécution ; la Banque de Chine a été, en partie, fondée dans le même but. Si aujourd'hui les nouvelles monnaies nationales peuvent pénétrer dans les régions éloignées où naguère on exprimait la valeur des marchandises en sapèques ou en taëls, et si leur cours peut se main-

tenir aux environs du pair, c'est grâce aux efforts de la Banque de Chine.

De ce qui précède, nous tirerons les conclusions suivantes :

Si le fonctionnement de la Banque de Chine laisse encore à désirer et implique des réformes, c'est vers le système de la Banque centrale complète qu'il faut nous acheminer ; seuls le monopole complet d'émission et la vulgarisation des effets de commerce permettront à la Banque d'exercer par l'escompte un pouvoir de contrôle sur le marché. Jamais nous ne devons revenir à l'ancien système de la pluralité qui a donné de si mauvais résultats en Chine et que d'autres pays comme les Etats Unis et la Suisse ont fait tant d'efforts pour abandonner. Toutefois notre désir de centralisation ne va pas jusqu'à l'établissement d'une banque d'Etat ni même d'une banque trop étroitement liée à l'Etat.

Un pareil système présenterait de multiples inconvénients et de graves dangers. D'abord comme le crédit de la Banque est lié à celui de l'Etat, dans les périodes de tension elle perdrait facilement la confiance du public, et le moindre événement politique aurait sa répercussion sur le billet, comme il l'a actuellement sur la rente et sur les différentes valeurs de l'Etat. Puis comme cette Banque d'Etat dépendrait d'une façon complète de l'Etat, il serait à craindre qu'elle ne fût entièrement utilisée pour le

seul profit du Gouvernement ou même d'un parti politique et contre les intérêts de la généralité de la nation. Enfin elle serait imbue de tendances bureaucratiques, au lieu d'employer de saines méthodes commerciales, ce qui aurait pour conséquence de la détourner de la vie économique et pourrait même la mettre en conflit avec elle.

Sans insister davantage sur ce sujet, on doit reconnaître qu'une banque d'émission privée, placée plus ou moins sous le contrôle de l'Etat, est meilleure qu'une banque d'Etat. L'histoire nous en fournit d'éclatants témoignages. Sous la première Révolution française nous avons vu les billets d'Etat tomber au rang d'un signe sans valeur et disparaître après avoir ruiné un grand nombre de familles et jeté le discrédit le plus complet sur le Gouvernement.

En Autriche, les Banko-Zettel et les billets de retrait ont été frappés tour à tour d'une dépréciation considérable. En Russie, les assignats et les roubles-crédits ont subi une semblable perte. Aux Etats-Unis pendant la guerre civile et en Italie à diverses époques, le papier-monnaie de Gouvernement a été très discrédité. Jusqu'en 1911, le papier-monnaie de la République de Nicaragua n'a pas valu plus de 5 0/0 de sa valeur nominale. Les Républiques de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud ont toutes, d'une façon générale, souffert de troubles graves dans la circulation fiduciaire, du fait de l'usage qu'ont

fait les Gouvernements de leur banque d'Etat en opposition avec les conditions économiques. En Espagne où la Banque d'émission n'est pas une banque d'Etat, mais simplement une banque privilégiée, par le fait de l'existence de rapports trop étroits entre la Banque et le Trésor qui permettaient à celui-ci de détourner toutes les ressources de la Banque à son profit, c'est-à-dire à l'escompte des pagares en énorme quantités, ses billets non payables en or constituaient une véritable circulation à cours forcé et il en résulta une très forte dépréciation du change.

Le même phénomène s'est produit en Chine. Sans remonter jusqu'à l'ancien régime, on a vu récemment les billets émis par les banques officielles de provinces perdre plus de 50 o/o de leur valeur nominale. Sans doute les billets des banques privées pouvaient quelquefois jeter des troubles sur les marchés, mais le mal n'était pas aussi sensible que celui qui provenait de l'émission des billets officiels de provinces, d'abord, parce que l'émission des banques privées n'était pas aussi étendue que celle des banques officielles, puis parce que leurs billets n'avaient que cours facultatif, tandis que les autorités provinciales imposaient, sous la menace de pénalités sévères, l'acceptation des billets émis par leurs banques officielles.

Quant à la dépréciation des billets inconvertibles de la Banque de Chine circulant à Pékin, elle n'a pas

d'autre cause que l'exagération des emprunts du Gouvernement.

« Les premiers (instituts d'émission), dit M. R.-G. Lévy, rendent d'autant plus de services aux seconds « (Trésors) que leur existence est plus indépendante, « et leur administration plus nettement séparée de « celle des finances de l'Etat. Moins l'autorité publique s'occupe de la gestion des banques, mieux « le crédit et la richesse de la nation sont sauvegar- « dés » (1).

En nous appuyant sur ce jugement nous préconisons les réformes suivantes :

A. — Cession immédiate aux particuliers par le Gouvernement des actions de la Banque de Chine possédées actuellement par l'Etat, cette possession, qui lui permet d'agir en qualité de plus gros actionnaire, étant de nature à introduire des influences politiques dans la gestion de la Banque ;

B. — Remboursement des avances antérieurement consenties et interdiction de toute avance nouvelle afin de réserver les ressources de la Banque pour les époques de crises graves.

Voici en un mot la Banque que nous voulons : une Banque constituée à l'aide de capitaux exclusivement privés, sous le contrôle raisonnable de l'Etat qui lui concéderait le monopole d'émission,

1. R.-G. Lévy, *op. cit.*, p. 625.

mais unique, puissante, capable d'assurer une circulation nationale et de donner, par le jeu de l'es-compte, une assistance efficace au commerce et aux autres banques privées.

Cette Banque, on n'aura pas besoin d'aller la chercher bien loin : la Banque de Chine modifiée dans le sens indiqué ci-dessus donnera satisfaction à tous nos desiderata.

Le Président de la thèse,
HITIER

Le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES FRANÇAIS

- Andréadès*. — Histoire de la Banque d'Angleterre, 2 vol.
Paris, 1904. Arthur Rousseau, édit.
- Antonesco*. — Banque de l'Empire d'Allemagne. Thèse
Paris, 1895.
- Arnauné* (Aug.). — La Monnaie, le Crédit et le Change,
5^e édit. Paris, 1913, Félix Alcan.
- Bechmann* (R.). — La Réforme Bancaire aux Etats-Unis.
Thèse Paris, 1914.
- Bonnet* (V.). — Le Crédit et les Banques d'émission. Paris,
1875, Guillaumin et Cie.
- Cauwès* (P.). — Cours d'Economie Politique, 4 vol., 3^e édit.
Paris, 1893. L. Larose, édit.
- Coquelin* (Ch.). — Le Crédit et les Banques. Paris, 1876,
Guillaumin et Cie.
- Courcelle-Seneuil*. — Les Opérations de Banque, 10^e édition
revue et mise à jour par A. Liesse. Paris, 1909, Félix
Alcan.
- Dameth*. — Série d'articles sur les Banques d'émission
suisses dans l'Economiste Français de 1876 à 1881.
- Dubois* (Joseph). — L'Empire de l'Argent. Paris, 1906.
Librairie Orientale et Américaine. E. Guilmoto,
éditeur.
- Elewyck*. — Banque Nationale de Belgique. Bruxelles, 1913,
Falk fils.

- Eliacheff* (Boris). — Les Finances de guerre de la Russie. Paris, 1919, Giard et Brière.
- Gide* (Ch.). — Cours d'Economie Politique, 1 vol. Paris, 1913. Librairie de la Société du Recueil Sirey.
- Hitier*. — Cours de Doctorat professé à la Faculté de Droit de Paris, année 1918-1919.
- Jèze*. — Cours élémentaire de Science des Finances et de Législation financière française. Paris, 1912, Giard et Brière.
- Les Finances de guerre de la France, 2 vol. Paris, 1915, 1918. Giard et Brière.
- Les Finances de guerre de l'Angleterre, 4 vol. Paris, 1915, 1916, 1917, 1918. Giard et Brière.
- Les Finances de guerre de l'Italie, 1 vol. Paris, 1915, Giard et Brière.
- Juglar*. — Du change et de la liberté d'émission. Paris, 1868, Guillaumin et Cie.
- Ki-Tsong-Mong*. — La Réforme Monétaire en Chine. Thèse Paris, 1920.
- Lévy* (R. G.). — Banques d'émission et Trésors publics. Paris, 1912, Hachette et Cie.
- Leroy-Beaulieu*. — Traité théorique et pratique d'Economie Politique, 4 vol. Paris, 1900, Guillaumin et Cie.
- Traité de la Science des Finances, 8^e édit. Paris, 1912, Félix Alcan (tome II, chapitre XV Du cours forcé des billets d'Etat ou des billets de banque).
- Manceron* (R.). — La crise américaine de 1907. Essai d'histoire financière. Thèse Paris, 1910.
- Marion* (M.). — La question du papier-monnaie en 1790. Les premières fautes. Revue Historique, n^o de septembre-octobre 1918. Paris, Félix Alcan.
- Maspéro* (R.). — La Chine, 3^e édit. Paris, 1918, Delagrave.
- Meyer* (Robert). — Les Banques d'émission suisses et le drainage des écus. Thèse Paris, 1903.
- Ouang-Fung-Y*. — Les rapports entre le commerce exté-

- rieur de la Chine et sa situation financière. Thèse Paris, 1919.
- Noël* (O.). — Les Banques d'émission en Europe. Nancy, 1888, Berger-Levrault et Cie.
- Ramondou*. — Etude sur les conditions du renouvellement du privilège de la Banque de France. Thèse Paris, 1919.
- Wolowsky*. — La question des Banques. Paris, 1864, Guillaumin et Cie.
- La Banque d'Angleterre et les Banques d'Ecosse. Paris, Guillaumin et Cie.
- Lévy* (R. G.), *Delombre* (P.), *Arnauné* (A.), *Lair* (M.), *Raffalovich* et *Inclis Palgrave*. — Les Grandes Banques d'émission. Paris, 1914. Finances-Univers, et Félix-Alcan.

OUVRAGES ANGLAIS

- Vissering* (J.). — On Chinese Currency, 2 vol. Amsterdam, 1914.
- Wagel* (S.-R.). — Chinese Currency and Banking, Shanghai, 1915. North China Daily News et Herald Ltd.
- The China Year Book*, années 1916 et 1919. Shanghai.

OUVRAGES CHINOIS

- Kia-Ché-I*. — Histoire financière de la République chinoise, 2 vol. première édition. Shanghai, 1917. Commercial Press limited, édit.
- Kouei-Chao-Hi*. — Dernière enquête sur les marchés commerciaux et monétaires de diverses provinces. Shanghai, 1916. Couo-Kouang, édit.
- Liang-Chi-Tchao*. — Œuvres financières, 2 vol. Shanghai, 1911. Kouang-Tché, édit.

- Pan-Tcheng-Ngao.* — Les Marchés monétaires de Chine (Extraits des enquêtes générales faites par les consulats japonais sur la Chine). Shanghai, 1908. Société de la Bibliothèque Nationale, édit.
- Tchang-Tsong-Yuan.* — Histoire monétaire de Chine, Pékin, 1915. Société d'économie politique, édit.
- Tchéou-Pao-Lôan.* — Histoire bancaire de Chine, Shanghai, 1919. Commercial Press limited, édit.
- Collection des documents relatifs à la Réforme monétaire (lois, règlements, rapports, propositions, ouvrages, etc...), 4 vol. publiés à Pékin par le Gouvernement.
- Histoire générale, administrative, économique, etc. de Ma Toan-Lin (auteurs du xii^e siècle) Section de la Monnaie.
- Suite à l'Histoire de Ma, composée par l'ordre de l'Empereur T'yen-Long en 1749. Section de la Monnaie.
- Histoire générale, administrative, économique, etc. de la dynastie des Tsing. Section de la Monnaie.
- Suite à l'Histoire générale, administrative, économique de la dynastie des Tsing. Section de la Monnaie.

PÉRIODIQUES CHINOIS

- The Pacific Ocean*, années 1917 et 1918. Shanghai.
- The Weekly Bankers*, années de 1918 à 1920. Shanghai.
- The Great Chung Hwa Magazine*, année 1916. Shanghai.
- The Eastern Miscellany*, années de 1917 à 1919. Shanghai.
- The Eastern Times*, années de 1918 à 1920.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

LES SYSTÈMES D'ÉMISSION EN CHINE AVANT LA CRÉATION DE LA BANQUE DE CHINE

CHAPITRE PREMIER. — La naissance du droit d'émission. Le système du billet d'Etat sous ses deux formes : billet remboursable et papier-monnaie.	11
CHAPITRE II. — Liberté et pluralité des Banques d'émission.	17
CHAPITRE III. — Tâtonnement de la Banque Centrale. Banque Impériale.	40

DEUXIÈME PARTIE

LA BANQUE DE CHINE

CHAPITRE PREMIER. — Historique de la Banque de Chine. Règlements et statuts qui l'ont successivement régie.	53
CHAPITRE II. — Caractère de la Banque de Chine. Banque d'Etat ou Banque privée?	68

CHAPITRE III. — Organisation de la Banque de Chine.	81
<i>Section I.</i> — Actions.	82
<i>Section II.</i> — Assemblée générale des Actionnaires.	106
<i>Section III.</i> — Conseil d'administration.	114
<i>Section IV.</i> — Gouverneur.	123
<i>Section V.</i> — Comité des Censeurs.	129
<i>Section VI.</i> — Conseil Général.	132
<i>Section VII.</i> — Commissaire spécial.	133
<i>Section VIII.</i> — Personnel.	135
<i>Section IX.</i> — Succursales.	137
<i>Section X.</i> — Publication du Bilan.	144
CHAPITRE IV. — Rapports de la Banque avec l'Etat.	151
<i>Section I.</i> — Service du Trésor et des Emprunts.	152
<i>Section II.</i> — Avances au Gouvernement.	170
<i>Section III.</i> — Patronage et concours prêtés à la Banque d'Epargne et à la Banque Industrielle.	177
CHAPITRE V. — Emission des billets.	182
<i>Section I.</i> — Législation chinoise sur l'émission des billets de banque.	183
<i>Section II.</i> — Circulation des billets de la Banque de Chine (simultanéité des deux sortes de billets: billets convertibles et billets à cours forcé).	191
<i>Section III.</i> — Conséquences funestes du cours forcé et moyens employés ou simplement proposés pour y remédier.	203
<i>Section IV.</i> — L'unification de la circulation fiduciaire et la Banque de Chine.	213
<i>Section V.</i> — Rôle de la Banque de Chine dans la réforme monétaire.	228
CHAPITRE VI. — Opérations de banque proprement dites.	234
<i>Section I.</i> — Ensemble des opérations de banque proprement dites.	235
<i>Section II.</i> — Escompte.	239

<i>Section III.</i> — Avances ou prêts sur titres ou lin-	
gots.	249
<i>Section IV.</i> — Dépôts.	254
<i>Section V.</i> — Du Change.	258
CONCLUSION.	263
BIBLIOGRAPHIE.	275

IMPR. JOUVE ET C^{ie}, 15, RUE RACINE, PARIS. — 4614-20
